

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Philippe
MACHENAUD-JACQUIER

Matahiti 150 N° 37	TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI	Mahana 13 no Tetepa 2001
-----------------------	---	-----------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 - 98713 PAPEETE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

	Pages
Arrêté n° 237 DAF/PERS du 29 août 2001 complétant l'arrêté n° 239 DAF/PERS du 5 septembre 2000 modifié portant délégation de signature à M. Jean-Marie Marcon, directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité, et aux chefs de bureau de la direction.	2266
Arrêté n° 238 DAF/PERS du 29 août 2001 portant délégation de signature à M. Christian Jouve, directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française, et au chef de cabinet.	2266
Arrêté n° 481 MIDCR du 29 août 2001 portant attribution d'un deuxième acompte d'une subvention de fonctionnement aux établissements d'enseignement technique agricole privés de rythme approprié relevant de l'article L. 813-8 et de temps plein relevant de l'article L. 813-9 du code rural, comité polynésien des maisons familiales rurales, conseil d'administration de la Mission catholique au titre de l'année 2001, ministère de l'agriculture et de la pêche, chapitre 43-22, article 20 (exercice 2001)	2268
Arrêté n° 1092 IDV du 29 août 2001 portant convocation des électeurs de la commune associée de Toahotu (commune de Tairapu-Ouest) le 7 octobre et éventuellement le 14 octobre 2001 en vue de l'élection de douze conseillers municipaux de la commune associée de Toahotu.	2269
Arrêté n° 1093 IDV du 29 août 2001 instituant une commission de propagande en vue de l'élection de douze conseillers municipaux de la commune associée de Toahotu (commune de Tairapu-Ouest) les 7 et éventuellement 14 octobre 2001.	2269
Arrêté n° 1094 IDV du 29 août 2001 portant création de la commission locale de tarification des documents électoraux en vue de l'élection de douze conseillers municipaux de la commune associée de Toahotu (commune de Tairapu-Ouest) les 7 et éventuellement 14 octobre 2001.	2270
Arrêté n° 485 CAB du 30 août 2001 portant création, en Polynésie française, d'un jury chargé d'attribuer, au titre de l'année 2001, les sept prix de la vocation scientifique et technique réservés aux jeunes filles.	2271

EXTRAITS

Arrêtés n° 473 à n° 475 MAC du 28 août 2001 relatifs aux avais accordés aux communes de Paea, Hiti'a O Te Ra et Huahine pour des emprunts d'un montant respectif de 250.000 euros, soit 29.832.935 F CFP, 488.000 euros, soit 58.233.890 F CFP, et 363.000 euros, soit 43.317.422 F CFP auprès de l'Agence française de développement destinés au financement partiel de leur programme d'adduction d'eau potable.	2271
Arrêtés n° 482 à n° 484 MIDCR du 29 août 2001 portant attribution à la Polynésie française de subventions pour la réalisation des opérations intitulées "Construction des bâtiments du lycée hôtelier de Punaauia, 2e tranche", "Construction d'un bâtiment C.D.I./administration au collège de Tahaa, études et travaux" et "Améliorations fonctionnelles du collège de Paopao, études et travaux", ministère de l'éducation nationale, chapitre 66-33, article 5 (exercice 2001)	2271

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

Délibération n° 2001-148 APF du 30 août 2001 autorisant la modification des statuts de la société Air Tahiti Nui en société d'économie mixte locale Air Tahiti Nui (S.E.M. A.T.N.)	2272
Délibérations n° 2001-149 et n° 2001-150 APF du 30 août 2001 approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2000 (budget général et comptes spéciaux)	2273
Délibérations n° 2001-151 et n° 2001-152 APF du 30 août 2001 portant modification n° 5 et n° 6 du budget général du territoire, exercice 2001	2275
Délibération n° 2001-153 APF du 30 août 2001 portant approbation du plan pour la santé 2001-2005	2306

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1137 CM du 6 septembre 2001 nommant Mme Lysiane Cier Foc aux fonctions de chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim.	2306
Arrêté n° 1138 CM du 6 septembre 2001 portant cessation de fonctions de M. Roger Bonnacaze, en qualité de chef du service des affaires sociales par intérim	2307
Arrêté n° 1139 CM du 6 septembre 2001 portant nomination de M. Marc Jammet en qualité de chef du service des affaires sociales par intérim.	2307

EXTRAITS

Arrêté n° 1122 CM du 4 septembre 2001 constatant l'indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois de juillet 2001	2307
Arrêté n° 1123 CM du 4 septembre 2001 autorisant la commune de Tahaa à occuper deux servitudes publiques et à réaliser un empiètement de prospect d'une construction sur le domaine public à Faaaha, commune de Tahaa (Iles Sous-le-Vent)	2307
Arrêté n° 1124 CM du 4 septembre 2001 modifiant l'article 1er de l'arrêté n° 1330 CM du 29 décembre 2000 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Ahe, commune de Manihi, au profit de la société civile "Poe Raina"	2307
Arrêté n° 1125 CM du 4 septembre 2001 autorisant M. Lotua Jean-Yves Mace à occuper la servitude de curage d'un caniveau sis au droit de sa propriété sise à Haapu, commune de Huahine (Iles Sous-le-Vent) et à réaliser un empiètement de prospect d'une construction sur le domaine public fluvial	2307
Arrêté n° 1126 CM du 4 septembre 2001 portant affectation de la terre domaniale Vaiatu lot A (partie), cadastrée commune de Papara, au profit de la commune de Papara	2308
Arrêté n° 1127 CM du 4 septembre 2001 autorisant la location d'une parcelle de 30 hectares de la vallée Teohu sise à Papara, au profit de M. Jean-Yann Pambrun.	2308
Arrêté n° 1128 CM du 4 septembre 2001 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Fale, commune de Huahine, au profit de M. Orsmond Tamihau Flohr (n° exploitant 90)	2308
Arrêté n° 1129 CM du 4 septembre 2001 portant intégration et classement dans le domaine public routier territorial des voies de désenclavement A et B créées lors de la construction de la route de dégagement Ouest (R.D.O.) et des voies A et B' du domaine Tutuapare sises dans la commune de Faaa.	2308
Arrêté n° 1130 CM du 4 septembre 2001 rendant exécutoire la délibération n° 22-01 TFTN du 26 juillet 2001 du conseil d'administration de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture.	2308
Arrêtés n° 1132 et n° 1133 CM du 5 septembre 2001 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 2001-6 et n° 2001-7 CTRDP du 19 juin 2001 du conseil d'administration du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques (C.T.R.D.P.) portant : - adoption du compte financier et affectation des résultats de l'exercice 2000 ; - modification du budget de l'établissement pour l'exercice 2001	2309

Arrêté n° 1134 CM du 5 septembre 2001 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 2001-8 à n° 2001-10 CTRDP du 19 juin 2001 du conseil d'administration du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques (C.T.R.D.P.)	2309
---	------

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 2082 PR du 3 septembre 2001 relatif à l'exercice des attributions du vice-président, ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, du développement des archipels, des nouvelles technologies et des postes	2309
Arrêté n° 2118 PR du 5 septembre 2001 portant désignation des membres de la commission locale du Fonds de restructuration de la défense (FRED)	2310

EXTRAITS

Arrêté n° 2081 PR du 3 septembre 2001 portant commissionnement de M. Alain Adam, inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement auprès de la délégation à l'environnement	2310
Arrêtés n° 2083 et 2084 PR du 3 septembre 2001 fixant les plans des services touristiques de transport de personnes des îles de Tahiti et Moorea	2310
Arrêté n° 2094 PR du 3 septembre 2001 portant renouvellement d'allocations pour études supérieures en métropole au titre de l'année universitaire 2001-2002.	2314
Arrêté n° 2095 PR du 3 septembre 2001 modifiant l'arrêté n° 737 PR du 17 août 1998 portant intégration de certains agents contractuels relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale de la Polynésie française	2314
Arrêté n° 2101 PR du 4 septembre 2001 modifiant l'arrêté n° 1716 PR du 27 octobre 2000 accordant le concours financier du territoire à la commune de Taïarapu-Est pour la réalisation d'une nouvelle campagne de forages de prospection sur le plateau de Taravao et sur le secteur de Tautira	2315
Arrêtés n° 2109 à n° 2113 PR du 4 septembre 2001 accordant des versements complémentaires aux marins des : - armement Albert Tang (navire Rairoa Nui) ; - Société de navigation des Tuamotu (navire Saint-Xavier-Maris-Stella) ; - Société Le Prado (navire Tamarii Moorea 8) ; - Société de transport maritime des îles (navire Manava 2) ; - Société Te Niu O Temehani (navire Temehani 2), au titre de l'accord collectif du 5 mai 1990.	2315
Arrêté n° 2114 PR du 5 septembre 2001 modifiant l'arrêté n° 778 PR du 25 mai 2000 accordant le concours financier du territoire à la commune de Ua Huka pour la mise en œuvre du programme d'actions à court terme d'alimentation en eau potable	2320
Arrêté n° 2115 PR du 5 septembre 2001 modifiant l'arrêté n° 1178 PR du 10 août 2000 accordant le concours financier du territoire à la commune de Takaroa pour la remise à niveau de l'électrification des atolls de Takaroa et Takapoto	2320
Arrêté n° 2116 PR du 5 septembre 2001 modifiant l'arrêté n° 1723 PR du 27 octobre 2000 accordant le concours financier du territoire à la commune de Pirae pour la réalisation de la 2e phase du plan d'actions à court terme d'alimentation en eau potable	2320
Arrêté n° 2123 PR du 5 septembre 2001 modifiant l'arrêté n° 1624 PR du 30 décembre 1999 accordant le concours financier du territoire à la commune de Bora Bora relatif à la réalisation d'une unité de compostage	2320

Ministère de l'éducation et de l'enseignement technique

Arrêté n° 3722 MED du 6 septembre 2001 portant délégation de signature aux inspecteurs de l'éducation nationale en fonctions en Polynésie française relative au certificat d'études primaires élémentaires	2321
--	------

Ministère de l'équipement et des ports

Arrêté n° 3618 MEP du 3 septembre 2001 portant délégation de signature du ministre de l'équipement et des ports à M. François Durgeat, directeur de cabinet	2322
---	------

EXTRAITS

Arrêté n° 3693 MEP du 5 septembre 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant la terre Puhoni cadastrée sous la référence C3 n° 77 (plan 11) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Ahe	2322
---	------

Arrêté n° 3694 MEP du 5 septembre 2001 ordonnant la déconsignation des indemnités supplémentaires fixées par la cour d'appel dans son arrêt n° 138 du 1er mars 2001 et dues à la succession Area Timiona pour l'acquisition des parcelles de terre nécessaires au projet de résorption de l'habitat insalubre du quartier Timiona à Titiro 2322

Arrêté n° 3695 MEP du 5 septembre 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant les terres Pirake et Keke 1 cadastrées sous la référence A1 n° 4 (plan 4) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Ahe 2323

Arrêté n° 3696 MEP du 5 septembre 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant la terre Tangaroamatahara (plan 1) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Kauehi 2323

Arrêtés n° 3698 et n° 3699 MEP du 5 septembre 2001 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références L237 (plan 33) et L235 (plan 34) nécessaires à l'aménagement de la route de la vallée de Hamuta dans la commune de Pirae ... 2323

Ministère des transports et de l'énergie

EXTRAITS

Arrêté n° 3630 MTR du 4 septembre 2001 autorisant temporairement le navire Cobia, exploité par la S.N.C. Degage et Cie, à effectuer du collectage de poissons à Fakarava et Faaite 2323

Ministère du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative

EXTRAITS

Arrêté n° 3703 MTD/PEL du 6 septembre 2001 2001 proclamant les résultats du concours externe sur épreuves d'attachés d'administration de catégorie A affectés à des fonctions de statisticien-économiste relevant de la fonction publique de la Polynésie française 2323

Arrêté n° 3704 MTD/PEL du 6 septembre 2001 2001 proclamant les résultats des concours externe et interne sur épreuves d'attachés d'administration de catégorie A (voie générale) relevant de la fonction publique de la Polynésie française. 2323

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret n° 2001-745 du 24 août 2001 relatif à la détermination des autorités ayant qualité pour définir au nom du ministre de la défense le besoin de protection des zones protégées, procéder à leur délimitation et fixer les conditions dans lesquelles sont délivrées les autorisations d'y pénétrer. (J.O.R.F. du 25 août 2001, page 13670) 2324

Arrêté interministériel du 29 juin 2001 modifiant l'arrêté du 8 novembre 1991 relatif à la formation aux premiers secours. (J.O.R.F. du 24 août 2001, page 13604) 2325

EXTRAITS

Arrêté ministériel du 12 juin 2001 portant délivrance du brevet national d'instructeur de secourisme. (J.O.R.F. du 15 août 2001, page 13191) 2327

Convention de financement n° 73-01 du 27 août 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association d'éducation et de culture populaire "Haapape" pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Tournois sportifs interquartiers" 2327

Convention de financement n° 74-01 du 28 août 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la coopérative scolaire de Arue 1 primaire pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Etudes surveillées" 2327

Convention de financement n° 131-01 du 29 août 2001 définissant les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Makemo pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Réhabilitation du C.S.P. de Makemo" 2327

Convention de financement n° 2001-1 SAIA/DGE du 29 août 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Raivavae pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Bétonnage de la route traversière (3e tranche)" 2328

Conventions de financement n° 2001-2 et n° 2001-3 SAI/DGE du 4 septembre 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Rurutu pour faciliter la réalisation des opérations intitulées "Bétonnage d'une portion de route (Amaru - Faty)" et "Bétonnage d'une portion de route (Taaiaua)"	2328
--	------

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Direction des affaires foncières.— Avis n° 2574 DAF.REC-HYP du 5 septembre 2001 portant recherche des héritiers de MM. Roo a Tehavaru, Tevivi a Otare, Teurai a Manua, Moehau a Manua, Teave a Amo, Mihimana a Turoa, Tepoe a Amo, Tavi a Manua, Paina a Maomao, Tini a Manua, Poata a Moe, Tetuarii Maraetaata, Raihoa a Hau, Mme Terii a Terii a Tahua, M. Tekehu Moeave Munanui a Tinirau, Mme Henriette Yim-Yiu Cheung, et M. Farepa Ana Tekopuheiaiki Tinirau.	2329
Service de l'urbanisme.— Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour le mois d'août 2001	2329

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	2334
Annonces diverses	2340



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 237 DAF/PERS du 29 août 2001 complétant l'arrêté n° 239 DAF/PERS du 5 septembre 2000 modifié portant délégation de signature à M. Jean-Marie Marcon, directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité, et aux chefs de bureau de la direction.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française et notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 9 octobre 1997 portant nomination de M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 408 DAF/PERS du 5 novembre 1997 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Jean Aribaud, préfet, nommé haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 347 DAF/PERS du 2 décembre 1999 modifié portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 239 DAF/PERS du 5 septembre 2000 modifié portant délégation de signature à M. Jean-Marie Marcon, directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité, et aux chefs de bureau de la direction ;

Vu la décision n° 138 NS/PEL.3 du 23 octobre 1984 portant affectation de M. Théodore Sue, commis du cadre territoriale de la Nouvelle-Calédonie, à la mission de la réglementation et du contrôle de la légalité ;

Vu la décision n° 1137 T du 22 mars 1996 portant maintien en position de détachement auprès du haut-commissariat de la Polynésie française de M. Théodore Sue, commis du cadre territorial d'administration générale ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 239 DAF/PERS du 5 septembre 2000 modifié susvisé portant délégation de signature à M. Jean-Marie Marcon, directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité, et aux chefs de la direction, est complété comme suit :

"Art. 5. bis.— Dans le cadre des services des permanences, délégation de signature est donnée à M. Jean-Marie Marcon, directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité, Mlle Jocelyne Van Elverdinghe, chef du bureau de la réglementation et des élections, M. Jean-Sébastien Louys, chef du bureau des affaires juridiques, M. François Ayma, chef du bureau contentieux et du contrôle de la légalité et Mme Dominique Guiol-Bodin, chargée de mission juridique, à l'effet de signer les cartes nationales d'identité et passeports délivrés aux ressortissants français."

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité, et les chefs de bureau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 août 2001.
Jean ARIBAUD.

ARRETE n° 238 DAF/PERS du 29 août 2001 portant délégation de signature à M. Christian Jouve, directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française, et au chef de cabinet.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, notamment le 1° de son article 4 ;

Vu le décret n° 53-914 du 26 septembre 1953 modifié portant simplifications de formalités administratives ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 9 octobre 1997 portant nomination de M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2001-6333 du 17 juillet 2001 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2000-372 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, notamment son article 13 ;

Vu l'arrêté gubernatorial du 28 août 1913 portant création à Papeete d'un établissement public destiné à recevoir les personnes atteintes d'aliénation mentale ;

Vu l'arrêté n° 408 DAF/PERS du 5 novembre 1997 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Jean Aribaud, préfet, nommé haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 347 DAF/PERS du 2 décembre 1999 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13 DAF/PERS du 17 janvier 2000 portant nomination de Mme Martine Delongueil-Busca, attachée de préfecture, en qualité de chef de cabinet ;

Vu l'arrêté n° 225 DAF/PERS du 30 août 2000 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Christian Jouve, administrateur civil de 1re classe, en qualité de directeur du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 octobre 2000 portant nomination du directeur du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 17 juillet 2001 relatif aux conditions d'entrée des étrangers sur le territoire de la Polynésie française, des îles Wallis-et-Futuna et de Mayotte ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Christian Jouve, administrateur civil de 1re classe, directeur du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française, dans la limite des matières relevant du cabinet, pour les actes suivants :

- les correspondances et actes courants adressés à l'ensemble des services de l'Etat et des collectivités territoriales ;
- les correspondances diplomatiques ;
- tous actes relatifs à la communication de l'Etat ;
- les expulsions locatives et l'octroi de la force publique y afférent ;
- la légalisation des signatures ;
- les arrêtés ouvrant les sessions d'examen pour l'admission aux différents brevets et spécialisations concernant le secourisme et la protection civile ;
- les arrêtés portant désignation des jurys afférents aux examens suscités ;
- les arrêtés fixant les résultats des examens définis ci-dessus ;

- les arrêtés portant composition et appel des classes pris en application des dispositions du code du service national.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à M. Christian Jouve, administrateur civil, directeur du cabinet du haut-commissaire, à l'effet :

- d'engager et liquider les dépenses imputées sur les crédits de l'Etat gérés par le cabinet sur le chapitre 34-96, dans la limite du montant de leur délégation ;
- de passer commande des travaux nécessaires à l'entretien de sa résidence ainsi que du renouvellement du matériel qui y est affecté dans la limite des crédits délégués.

Art. 3.— Délégation de signature est donnée à M. Christian Jouve, administrateur civil, directeur du cabinet du haut-commissaire à l'effet :

- de prendre les décisions d'engagement des dépenses de fonctionnement des services de police d'un montant inférieur à 300.000 FF imputées sur le chapitre 34-41, article 10 du budget du ministère de l'intérieur ;
- de prendre tous documents, y compris les arrêtés, relatifs aux commissions paritaires des services de police ;
- de prendre tous documents, y compris les arrêtés, relatifs aux jurys de recrutement des adjoints de sécurité ;
- d'assurer le pouvoir disciplinaire et de notation des personnels des services de police.

Art. 4.— Délégation de signature est donnée à M. Christian Jouve, administrateur civil, directeur du cabinet du haut-commissaire à l'effet :

- de prendre tous actes relatifs à l'animation des actions de sécurité routière sur le territoire ;
- d'engager les crédits de fonctionnement y afférents, imputés sur le chapitre 37-06, article 21 du budget du ministère de l'équipement, des transports et du logement.

Art. 5.— Délégation de signature est donnée à M. Christian Jouve, administrateur civil, directeur du cabinet du haut-commissaire à l'effet :

- de prendre tous actes relatifs aux attributions et au fonctionnement de la cellule des postes et des télécommunications, y compris les arrêtés ;
- de signer toutes pièces comptables relatives à la gestion des crédits de fonctionnement de la cellule.

Art. 6.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian Massinon, secrétaire général de la Polynésie française, M. Christian Jouve, directeur du cabinet du haut-commissaire, reçoit délégation de signature pour les actes suivants :

- les arrêtés de placement d'office pris en application de l'arrêté gubernatorial du 28 août 1913 susvisé portant création à Papeete d'un établissement public destiné à recevoir les personnes atteintes d'aliénation mentale ;
- les arrêtés d'expulsion des étrangers pris en application de l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000, du décret n° 2001-6333 du 17 juillet 2001 et de l'arrêté du 17 juillet 2001 susvisés.

Art. 7.— Dans le cadre des services de permanence, M. Christian Jouve, administrateur civil, directeur du cabinet du haut-commissaire, reçoit délégation de signature à

l'effet de signer toutes décisions nécessitées par une situation d'urgence et notamment :

- les arrêtés de placement d'office pris en application de l'arrêté gubernatorial du 28 août 1913 susvisé portant création à Papeete d'un établissement public destiné à recevoir les personnes atteintes d'aliénation mentale ;
- les arrêtés d'expulsion des étrangers pris en application de l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000, du décret n° 2001-6333 du 17 juillet 2001 et de l'arrêté du 17 juillet 2001 susvisés ;
- les autorisations de transfert des restes mortels en dehors du territoire ;
- les passeports délivrés aux ressortissants français.

Art. 8.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian Jouve, directeur du cabinet du haut-commissaire, Mme Martine Delongueuil-Busca, attachée de préfecture, chef du cabinet du haut-commissaire, reçoit délégation de signature ;

- pour engager les crédits de fonctionnement relatifs aux actions de sécurité routière, imputés sur le chapitre 37-06, article 21 du budget du ministère de l'équipement, des transports et du logement ;
- pour prendre les actes relatifs au fonctionnement de la cellule des postes et des télécommunications, à l'exception des arrêtés ;
- pour signer les pièces comptables relatives à la gestion des crédits de fonctionnement de la cellule des postes et des télécommunications.

Art. 9.— Délégation permanente est donnée à Mme Martine Delongueuil-Busca, attachée de préfecture, chef du cabinet du haut-commissaire, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les documents suivants :

- les bordereaux de transmission, notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les ampliations des arrêtés, des décisions et actes administratifs du haut-commissaire ;
- les fiches d'état civil individuelles et familiales ;
- les copies conformes de pièces et documents à annexer à une décision du haut-commissaire ou du directeur du cabinet ;
- les correspondances et actes courants relatifs au domaine de compétence du cabinet, à l'exclusion des décisions et des correspondances adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances territoriales autres que les bordereaux d'envoi de pièces administratives ;
- l'engagement et la liquidation des dépenses imputées sur les crédits de l'Etat gérés par le cabinet, sur le chapitre 34-96, dans la limite du montant de leur délégation.

Art. 10.— L'arrêté n° 286 DAF/PERS du 17 octobre 2000 portant délégation de signature à M. Christian Jouve, directeur du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française, est abrogé.

Art. 11.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le directeur de cabinet du haut-commissaire et le chef du cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 août 2001.
Jean ARIBAUD.

ARRETE n° 481 MIDCR du 29 août 2001 portant attribution d'un deuxième acompte d'une subvention de fonctionnement aux établissements d'enseignement technique agricole privés de rythme approprié relevant de l'article L. 813-8 et de temps plein relevant de l'article L. 813-9 du code rural, comité polynésien des maisons familiales rurales, conseil d'administration de la Mission catholique, au titre de l'année 2001.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 portant déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu l'article L. 813-8 et l'article L. 813-9 du code rural ;

Vu le décret n° 88-922 du 14 décembre 1988 pris pour l'application de la loi n° 84-1285 du 31 décembre 1984 portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés ;

Vu le décret n° 95-1138 du 23 octobre 1995 fixant le coût du poste de formateur dans les établissements d'enseignement agricole mentionnés à l'article L. 813-9 du code rural ;

Vu le décret n° 99-313 du 19 avril 1999 fixant le coût du formateur dans les établissements privés d'enseignement agricole mentionnés à l'article L. 813-9 du code rural ;

Vu la lettre n° 428 DGER/SDACE du 18 juin 2001 relative à la subvention de fonctionnement aux établissements d'enseignement technique agricole privés mentionnés à l'article L. 813-8 du code rural ;

Vu joints à la lettre n° 428 DGER/SDACE du 18 juin 2001 visée ci-dessus, les tableaux récapitulatifs et feuilles de calcul du versement de la subvention pour chaque établissement d'enseignement agricole privé ;

Vu l'extrait d'ordonnance de délégation de crédits de paiement n° 23797 du 12 juin 2001 (visa n° 773 CF du 15 juin 2001) d'un montant de 1.753.022,00 FF, imputable sur le chapitre 43-22, article 20 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de versement d'un montant de 1.753.022,00 FF (267.246,48 euros) (31.890.988 F CFP), prélevé sur le chapitre 43-22, article 20 du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche, correspondant à un 2^e acompte sur les droits à subvention de fonctionnement, au titre de la gestion 2001, des établissements privés d'enseignement technique et de formation professionnelle agricoles sous contrat relevant de l'article L. 813-8 et de l'article L. 813-9 du code rural, à savoir le comité polynésien des maisons familiales rurales et le conseil d'administration de la Mission catholique.

Art. 2.— Modalités de versement

La répartition, pour la Polynésie française et par établissement, de la somme visée à l'article précédent s'établit comme suit :

Etablissement fonctionnant selon un rythme approprié	Montant du premier versement
Association de la M.F.R. de Vairao - filles	268.529
Association de la M.F.R. de Vairao - garçons	303.070
Association de la M.F.R. de Papara	486.059
Association de la M.F.R. de Tahaa	269.829
Association gestionnaire de la M.F.R. de Huahine	290.293
Etablissement fonctionnant selon un rythme à temps plein classique	Montant du premier versement
Conseil d'administration de la Mission catholique (CAMICA) L.P. Saint-Joseph à Tahiti	135.242
<i>Total</i>	<i>1.753.022</i>

Art. 3.— Exécution

Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au trésorier-payeur général et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 août 2001.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Christian MASSINON.*

ARRETE n° 1092 IDV du 29 août 2001 portant convocation des électeurs de la commune associée de Toahotu (commune de Tairapu-Ouest) le 7 octobre et éventuellement le 14 octobre 2001 en vue de l'élection de douze conseillers municipaux de la commune associée de Toahotu.

Le chef de la subdivision administrative des îles du Vent,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code électoral, notamment les articles L. 247, L. 251 à L. 259, R. 41 ;

Vu le code des communes de Polynésie française, notamment l'article L. 122-5 ;

Vu l'arrêté n° 855 DRCL du 13 novembre 1997 constatant le nombre de conseillers à élire par commune et déterminant le nombre de sièges à pourvoir par commune associée ;

Vu l'arrêté n° 402 DRCL du 21 août 2000 instituant le bureaux de vote des communes de la Polynésie française pour la période du 1er mars 2001 au 28 février 2002 ;

Vu le jugement du tribunal administratif de Papeete du 18 juin 2001 portant annulation des élections municipales de Toahotu ;

Considérant que, par suite de l'annulation définitive des opérations électorales des 11 et 18 mars 2001, il est nécessaire de procéder à l'élection des douze conseillers municipaux de la commune associée de Toahotu,

Arrête :

Article 1er.— Les électeurs de la commune associée de Toahotu sont convoqués le dimanche 7 octobre 2001 afin de procéder à l'élection de douze conseillers municipaux.

Si un second tour de scrutin est nécessaire, les électeurs sont convoqués le dimanche 14 octobre 2001 pour y procéder.

Art. 2.— Le scrutin est ouvert à 8 heures et clos à 18 heures.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, affiché aux mairies de Toahotu et Tairapu-Ouest et partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 29 août 2001.

Marcel RENOUF.

ARRETE n° 1093 IDV du 29 août 2001 instituant une commission de propagande en vue de l'élection de douze conseillers municipaux de la commune associée de Toahotu (commune de Tairapu-Ouest) les 7 et éventuellement 14 octobre 2001.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code électoral, notamment les articles R. 31 à R. 39 ;

Vu le code des communes applicable en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 855 DRCL du 13 novembre 1997 constatant le nombre de conseillers à élire par commune et déterminant le nombre de sièges à pourvoir par commune associée ;

Vu l'arrêté n° 1092 IDV du 29 août 2001 portant convocation des électeurs de la commune associée de Toahotu en vue de l'élection de douze conseillers municipaux les 7 et éventuellement 14 octobre 2001 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Il est institué une commission de propagande pour l'élection des douze conseillers municipaux de la commune associée de Toahotu les 7 et éventuellement 14 octobre 2001. Cette commission est composée comme suit :

- M. Jean-Bernard Tourteau, magistrat, *président* ;
- M. Joseph Le Plain, adjoint administratif à la subdivision administrative des îles du Vent, *membre* ;
- M. Irwin Lagarde, représentant la trésorerie générale, *membre* ;
- M. Teriitemarereura Tarati, cadre supérieur à la direction déléguée au réseau de l'Office des postes et télécommunications, *membre*.

Le secrétariat de la commission sera assuré par Mme Sylvie Jarles, secrétaire administrative à la subdivision administrative des îles du Vent.

Art. 2.— Le siège de la commission est fixé au palais de justice de Papeete.

Art. 3.— La date limite de dépôt des demandes de concours de la commission de propagande est fixée le 25 septembre 2001 à 13 heures, auprès de la subdivision administrative des îles du Vent.

En cas de second tour, les demandes de concours devront être déposées au plus tard le lundi 8 octobre 2001 à 16 heures.

Art. 4.— Les demandes de concours de la commission de propagande devront être accompagnées de la liste complète des candidats avec pour chacun d'eux : leur nom, prénoms, date de naissance, lieu de naissance, adresse et profession, ainsi qu'éventuellement une lettre de désignation du mandataire de la liste.

Art. 5.— Les listes qui auront sollicité le concours de la commission de propagande devront déposer leurs documents électoraux à la subdivision administrative des îles du Vent, au plus tard le jeudi 27 septembre 2001 à 13 heures pour le premier tour, et le mardi 9 octobre 2001 à 16 heures en cas de second tour.

Art. 6.— Les mandataires des listes pourront assister aux travaux de la commission à titre consultatif.

Art. 7.— Le président et les membres de la commission de propagande et le chef de la subdivision administrative des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 août 2001.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le chef de la subdivision administrative,
Marcel RENOUF.

ARRETE n° 1094 IDV du 29 août 2001 portant création de la commission locale de tarification des documents électoraux en vue de l'élection de douze conseillers municipaux de la commune associée de Toahotu (commune de Taiarapu-Ouest) les 7 et éventuellement 14 octobre 2001.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code électoral, notamment les articles R. 31 à R. 39 ;

Vu le code des communes applicable en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 855 DRCL du 13 novembre 1997 constatant le nombre de conseillers à élire par commune et déterminant le nombre de sièges à pourvoir par commune associée ;

Vu l'arrêté n° 1092 IDV du 29 août 2001 portant convocation des électeurs de la commune associée de Toahotu en vue de l'élection de douze conseillers municipaux les 7 et éventuellement 14 octobre 2001,

Arrête :

Article 1er.— Il est créé en vue de l'élection de douze conseillers municipaux de la commune associée de Toahotu les 7 et éventuellement 14 octobre 2001, une commission de tarification des documents électoraux. Cette commission est composée comme suit :

- Mlle Jocelyne Van Elverdinghe, représentant M. le haut-commissaire, *présidente* ;
- M. Irwin Lagarde, représentant la trésorerie générale, *membre* ;
- Mme Nicole Terraillon, chef du service des affaires administratives, *membre* ;
- M. Teva Sylvain, président du syndicat des imprimeurs de Polynésie française, ou son représentant, *membre*.

Le secrétariat de la commission sera assuré par la subdivision administrative des îles du Vent.

Art. 2.— Cette commission proposera les tarifs d'impression et d'affichage pour des documents présentant les caractéristiques prévues à l'article R. 39 du code électoral.

Art. 3.— Les membres de la commission de tarification des documents électoraux et le chef de la subdivision administrative des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 août 2001.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le chef de la subdivision administrative,
Marcel RENOUF.

ARRETE n° 485 CAB du 30 août 2001 portant création, en Polynésie française, d'un jury chargé d'attribuer, au titre de l'année 2001, les sept prix de la vocation scientifique et technique réservés aux jeunes filles.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-313 du 12 avril 1996 et par la loi n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'emploi et de la solidarité du 11 mai 2000 relatif au nombre de prix de la vocation scientifique et technique des jeunes filles,

Arrête :

Article 1er.— Le prix de la vocation scientifique et technique des jeunes filles a pour vocation d'encourager les filles, accédant à l'enseignement supérieur, à s'orienter vers des formations scientifiques et techniques dans lesquelles elles sont minoritaires.

Il est créé un jury local chargé de décerner ces prix en Polynésie française. Pour la session 2001, sept prix seront attribués et chacun d'eux s'élève à 5.000 FF (90.960 F CFP). Ils sont financés par l'Etat sur les crédits du ministère de l'emploi et de la solidarité.

Art. 2.— Le jury mentionné à l'article précédent est placé sous la présidence de M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française (ou de son représentant), et se compose comme suit :

- le ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine du gouvernement de la Polynésie française (ou son représentant) ;
- le ministre de l'éducation et de l'enseignement technique du gouvernement de la Polynésie française (ou son représentant) ;
- la déléguée territoriale à la condition féminine ;
- la présidente du Centre territorial d'information des droits des femmes et des familles ;
- la présidente de l'Université de Polynésie française (ou son représentant) ;
- le vice-recteur de la Polynésie française (ou son représentant) ;
- le directeur des enseignements secondaires (ou son représentant) ;
- le proviseur du lycée Paul-Gauguin (ou son représentant) ;
- le proviseur du lycée polyvalent de Taaone (ou son représentant) ;
- le directeur du lycée La Mennais (ou son représentant) ;
- le directeur du lycée Samuel-Raapoto (ou son représentant) ;
- le proviseur du lycée polyvalent de Taiarapu-Nui (ou son représentant).

Art. 3.— Le jury classe les candidatures à partir de l'analyse des dossiers anonymes remplis par les candidates en fonction des critères scolaires et sociaux et en tenant compte des filières de formation envisagées par les candidates.

Art. 4.— Le jury se réunira durant le mois d'octobre 2001 pour classer les dossiers par ordre de mérite et publier les résultats.

L'attribution du prix n'est effective que si la candidate intègre la formation pour laquelle elle a présenté son dossier.

Art. 5.— Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 407 CAB du 24 août 2000 portant création d'un jury chargé d'attribuer en Polynésie française les prix de la vocation scientifique et technique des jeunes filles, session 2000.

Art. 6.— Le secrétaire général de la Polynésie française et le directeur du cabinet du haut-commissaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 août 2001.
Jean ARIBAUD.

Par arrêté n° 473 MAC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 28 août 2001.— Le Fonds intercommunal de péréquation accorde son aval pour le remboursement du prêt que la commune de Paea se propose de contracter auprès de l'Agence française de développement.

Ce prêt est destiné au financement partiel de son programme d'adduction d'eau potable pour un montant de 250.000 euros, soit 29.832.935 F CFP.

Par arrêté n° 474 MAC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 28 août 2001.— Le Fonds intercommunal de péréquation accorde son aval pour le remboursement du prêt que la commune de Hitia'a O Te Ra se propose de contracter auprès de l'Agence française de développement.

Ce prêt est destiné au financement partiel de son programme d'adduction d'eau potable pour un montant de 488.000 euros, soit 58.233.890 F CFP.

Par arrêté n° 475 MAC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 28 août 2001.— Le Fonds intercommunal de péréquation accorde son aval pour le remboursement du prêt que la commune de Huahine se propose de contracter auprès de l'Agence française de développement.

Ce prêt est destiné au financement partiel de son programme d'adduction d'eau potable pour un montant de 363.000 euros, soit 43.317.422 F CFP.

Par arrêté n° 482 MIDCR du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 29 août 2001.—

.....
Article 1er.— *Objet et description de l'opération*

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de financement de versement et d'utilisation des crédits, d'un montant de 55.230.807,32 FF, soit 8.419.882,30 euros ou 1.004.759.224 F CFP, affectés à la Polynésie française pour la construction des bâtiments du lycée hôtelier de Punaauia, 2e tranche.

Art. 2.— Coût de l'opération

Cette opération est estimée à un montant global H.T.V.A. de 55.230.807,32 FF, soit 8.419.882,30 euros ou 1.004.759.224 F CFP.

L'utilisation de ces crédits devra correspondre à celle décrite dans le dossier technique et financier transmis pour l'engagement de l'opération.

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant : 26 mois à compter du démarrage de l'opération.

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

Etat : 55.230.807,32 FF, soit 8.419.882,30 euros ou 1.004.759.224 F CFP.

.....

Par arrêté n° 483 MIDCR du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 29 août 2001.—

Article 1er.— Objet et description de l'opération

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de financement de versement et d'utilisation des crédits, d'un montant de 934.476,34 FF, soit 142.460 euros ou 17.000.000 F CFP, affectés à la Polynésie française pour la construction d'un bâtiment C.D.I./administration au collège de Tahaa, études et travaux, dans le cadre de la programmation 2001 des constructions scolaires.

Art. 2.— Coût de l'opération

Cette opération est estimée à un montant global H.T.V.A. de 934.476,34 FF, soit 142.460 euros ou 17.000.000 F CFP.

L'utilisation de ces crédits devra correspondre à celle décrite dans le dossier technique et financier transmis pour l'engagement de l'opération.

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant : 6 mois à compter du démarrage de l'opération.

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

Etat : 934.476,34 FF, soit 142.460 euros ou 17.000.000 F CFP, soit 100 %.

.....

Par arrêté n° 484 MIDCR du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 29 août 2001.—

Article 1er.— Objet et description de l'opération

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de financement de versement et d'utilisation des crédits, d'un montant de 395.778,22 FF, soit 60.336 euros ou 7.200.000 F CFP, affectés à la Polynésie française pour les travaux d'améliorations fonctionnelles du collège de Paopao, études et travaux, dans le cadre de la programmation 2001 des constructions scolaires.

Art. 2.— Coût de l'opération

Cette opération est estimée à un montant global H.T.V.A. de 395.778,22 FF, soit 60.336 euros ou 7.200.000 F CFP.

L'utilisation de ces crédits devra correspondre à celle décrite dans le dossier technique et financier transmis pour l'engagement de l'opération.

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant : 6 mois à compter du démarrage de l'opération.

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

Etat : 395.778,22 FF, soit 60.336 euros ou 7.200.000 F CFP, soit 100 %.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

DELIBERATION n° 2001-148 APF du 30 août 2001 autorisant la modification des statuts de la société Air Tahiti Nui en société d'économie mixte locale Air Tahiti Nui (S.E.M. A.T.N.).

NOR : SGG0101310DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de commerce ;

Vu le décret n° 67-236 du 23 mars 1967 fixant les dispositions particulières aux diverses sociétés commerciales ;

Vu la loi n° 83-597 du 7 juillet 1983 modifiée relative aux sociétés d'économie mixte locales ;

Vu la délibération n° 96-159 APF du 12 décembre 1996 modifiée portant participation de la Polynésie française au capital social de la société anonyme Air Tahiti Nui ;

Vu la délibération n° 2000-38 APF du 30 mars 2000 fixant les statuts types des sociétés d'économie mixte locales associant la Polynésie française ou ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 987 CM du 25 juillet 2001 autorisant la transformation en capital d'une avance en compte courant de 693,6 millions de francs CFP accordée à la société anonyme Air Tahiti Nui ;

Vu l'arrêté n° 92-2001 APF/SG du 21 août 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1085 CM du 22 août 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1055-2001 Prés.APF/SG du 21 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 6506 du 24 août 2001 de la commission du statut et des lois ;

Vu le rapport n° 128-2001 du 30 août 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 30 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le Président du gouvernement est habilité à approuver la modification des statuts de la S.A. Air Tahiti Nui en une société d'économie mixte locale dénommée "S.E.M. Air Tahiti Nui", en abrégé "S.E.M. A.T.N.", conformément à la loi n° 83-597 du 7 juillet 1983 et à la délibération n° 2000-38 APF du 30 mars 2000 susvisées.

Art. 2.— Cette société a pour objet :

- l'organisation, la gestion et l'exploitation, sous quelque forme juridique que ce soit, de services de transports aériens de toute nature et subsidiairement de tous transports maritimes ou terrestres ;
- l'exploitation de toute ligne aérienne de service public sous convention ;
- l'achat, la fabrication, la prise à bail en gérance ou selon tout autre mode, d'appareils de navigation aérienne et de tous autres matériels accessoires, qu'ils soient utilisés dans les airs, à terre ou sur la mer ;
- la cession, la location, la mise en gérance de tels appareils ou matériels ;
- toutes opérations commerciales de représentation, achat, vente, desdits appareils et matériels ;
- la création et l'exploitation de tous ateliers d'entretien et de réparation ;
- la formation et l'entretien de tout personnel navigant ;
- l'exercice de toutes activités commerciales annexes ;
- l'acquisition, la location, la gestion et l'aménagement de tous immeubles bâtis ou non bâtis, l'édification de tous bâtiments ;
- la participation de la société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, souscriptions ou achats de titres, droits sociaux, fusions, associations en participation, achats de fonds de commerce ou autrement ;

- d'une manière plus générale, l'accomplissement de toutes opérations, industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation ou le développement ;
- la société se reconnaît la possibilité de sous-traiter tout ou partie de sa mission qu'elle jugera utile.

Art. 3.— La participation de la Polynésie française au capital social, qui ne peut être inférieure à 50 %, ni supérieure à 85 %, est déterminée précisément à la clôture de l'augmentation de capital décidée par la S.A. Air Tahiti Nui.

Art. 4.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Tarita SINJOUX.

La présidente,
Lucette TAERO.

DELIBERATION n° 2001-149 APF du 30 août 2001 approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2000 (budget général).

NOR : SFC0101283DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 99-230 APF du 16 décembre 1999 approuvant le budget général du territoire pour l'exercice 2000 et les actes modificatifs ;

Vu l'arrêté n° 92-2001 APF/SG du 21 août 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1082 CM du 21 août 2001 soumettant deux projets de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1055-2001 Prés.APF/SG du 21 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 6547 du 24 août 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 129-2001 du 30 août 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 30 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Les recettes budgétaires totales de la Polynésie française réalisées pendant la gestion 2000 au titre du budget général et figurant dans le compte administratif de

l'ordonnateur du budget du territoire s'élèvent à la somme de *cent quarante milliards huit cent trente-six millions trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent soixante-dix-sept francs CFP* (140.836.399.777 F CFP).

Art. 2.— Les dépenses budgétaires totales de la Polynésie française réalisées pendant la gestion 2000 au titre du budget général et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget du territoire s'élèvent à la somme de *cent quarante-deux milliards deux cent soixante-dix millions neuf cent trente mille quatre cent vingt-huit francs CFP* (142.270.930.428 F CFP).

Art. 3.— Les différences entre ces résultats et les prévisions budgétaires sont approuvées.

Art. 4.— Est constatée pour l'exercice 2000, au titre du budget général, la concordance parfaite des résultats entre le compte administratif et le compte de gestion de la Polynésie française.

Art. 5.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Tarita SINJOUX.

La présidente,
Lucette TAERO.

DELIBERATION n° 2001-150 APF du 30 août 2001
approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2000 (comptes spéciaux).

NOR : SFC01G1284DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 99-231 APF du 16 décembre 1999 approuvant les budgets des comptes spéciaux pour l'exercice 2000 et les actes modificatifs ;

Vu l'arrêté n° 92-2001 APF/SG du 21 août 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1082 CM du 21 août 2001 soumettant deux projets de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1055-2001 Prés.APF/SG du 21 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 6547 du 24 août 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 129-2001 du 30 août 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 30 août 2001,

Adopte :

F.S.P.P.N.

Article 1er.— Les recettes budgétaires totales réalisées pendant la gestion 2000 au titre du Fonds de stabilisation des prix des produits de première nécessité et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget de ce compte s'élèvent à la somme de *deux cent vingt-cinq millions trois cent quatre-vingt-douze mille quatre-vingt-un francs CFP* (225.392.081 F CFP).

Art. 2.— Les dépenses budgétaires totales réalisées pendant la gestion 2000 au titre du Fonds de stabilisation des prix des produits de première nécessité et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget de ce compte s'élèvent à la somme de *quarante-huit millions sept cent soixante-deux mille francs CFP* (48.762.000 F CFP).

F.R.P.H.

Art. 3.— Les recettes budgétaires totales réalisées pendant la gestion 2000 au titre du Fonds de régulation des prix des hydrocarbures et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget de ce compte s'élèvent à la somme de *six cent quatre-vingt-deux millions huit cent huit mille trois cent quatre-vingt-un francs CFP* (682.808.381 F CFP).

Art. 4.— Les dépenses budgétaires totales réalisées pendant la gestion 2000 au titre du Fonds de régulation des prix des hydrocarbures et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget de ce compte s'élèvent à la somme de *un milliard six cent millions deux cent quatre-vingt-dix-sept mille quatre cent onze francs CFP* (1.600.297.411 F CFP).

F.P.P.H.

Art. 5.— Les recettes budgétaires totales réalisées pendant la gestion 2000 au titre du Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget de ce compte s'élèvent à la somme de *huit cent quatre-vingt-dix-neuf millions deux cent soixante-six mille quatre cent dix-sept francs CFP* (899.266.417 F CFP).

Art. 6.— Les dépenses budgétaires totales réalisées pendant la gestion 2000 au titre du Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget de ce compte s'élèvent à la somme de *neuf cent quatre-vingt-douze millions six cent mille cent trente francs CFP* (992.600.130 F CFP).

C.A.V.C.

Art. 7.— Les recettes budgétaires totales réalisées pendant la gestion 2000 au titre du compte d'aide aux victimes des calamités et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget de ce compte s'élèvent à la somme de *dix milliards neuf cent quarante-sept millions neuf cent quatre-vingt-seize mille huit cent soixante-cinq francs CFP* (10.947.996.865 F CFP).

Art. 8.— Les dépenses budgétaires totales réalisées pendant la gestion 2000 au titre du compte d'aide aux victimes des calamités et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget de ce compte s'élèvent à la somme de *sept milliards six cent quarante-deux millions quatre cent soixante-treize mille cinq cent deux francs CFP* (7.642.473.502 F CFP).

F.I.D.E.S. — Territoire

Art. 9.— Les recettes budgétaires totales réalisées pendant la gestion 2000 au titre du Fonds d'investissement pour le développement économique et social - territoire et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget de ce compte s'élèvent à la somme de *vingt-deux millions quatre cent cinquante-sept mille huit cent soixante-neuf francs CFP* (22.457.869 F CFP).

Art. 10.— Les dépenses budgétaires totales réalisées pendant la gestion 2000 au titre du Fonds d'investissement pour le développement économique et social - territoire et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget de ce compte s'élèvent à la somme de *vingt et un millions cinquante-cinq mille cent soixante-quinze francs CFP* (21.055.175 F CFP).

Dispositions générales

Art. 11.— Les différences entre ces résultats et les prévisions budgétaires de chacun des comptes spéciaux ci-dessus sont approuvées.

Art. 12.— Est constatée pour l'exercice 2000 la concordance parfaite des résultats entre le compte administratif et le compte de gestion de chacun des comptes spéciaux ci-dessus.

Art. 13.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Tarita SINJOUX.

La présidente,
Lucette TAERO.

DELIBERATION n° 2001-151 APF du 30 août 2001 portant modification n° 5 du budget général du territoire, exercice 2001.

NOR : SFC0101282DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2000-151 APF du 7 décembre 2000 approuvant le budget général du territoire pour l'exercice 2001 ;

Vu la délibération n° 2001-25 APF du 15 février 2001 portant modification n° 1 du budget général du territoire, exercice 2001 ;

Vu la délibération n° 2001-40 APF du 30 mars 2001 portant modification n° 2 du budget général du territoire, exercice 2001 ;

Vu la délibération n° 2001-45 APF du 19 avril 2001 portant modification n° 3 du budget général du territoire, exercice 2001 ;

Vu la délibération n° 2001-86 APF du 12 juillet 2001 portant modification n° 4 du budget général du territoire, exercice 2001 ;

Vu l'arrêté n° 92-2001 APF/SG du 21 août 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1083 CM du 21 août 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1055-2001 Prés.APF/SG du 21 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 6548 du 24 août 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 130-2001 du 30 août 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 30 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Les recettes ordinaires du budget du territoire pour l'exercice 2001 sont modifiées comme suit en francs CFP :

Chap.	Art.	Intitulé	En +	En -
970	820	Charges et produits non affectés		
		Résultat de fonctionnement reporté	410.087.506	
		Total chapitre 970	410.087.506	0
		Total général	410.087.506	

Art. 2.— Les dépenses ordinaires du budget du territoire pour l'exercice 2001 sont modifiées comme suit en francs CFP :

S.-chap.	Art.	Intitulé	En +	En -
93009	831-02	Répartition des charges financières		
		Prélèvement pour autofinancement	410.087.506	
		Total chapitre 930	410.087.506	0
		Total général	410.087.506	

Art. 3.— Les recettes extraordinaires du budget du territoire pour l'exercice 2001 sont modifiées comme suit en francs CFP :

Chap.	Art.	Intitulé	En +	En -
900		<i>Bâtiments administratifs</i>		
	105-101	Participation de l'Etat (ministère de la défense)	2.700.000.000	
	105-109	Participation de l'Etat (contrat de développement)	28.991.286	
	105-909	Participations diverses	20.325.000	
	105-902	Participation du F.E.D.	6.000.000	
	210-0	Terrains	3.194.777.570	
	212-0	Bâtiments	388.990.000	
	212-9	Bâtiments (E/O)	550.000.000	
		<i>Total chapitre 900</i>	<i>6.888.983.856</i>	<i>0</i>
901		<i>Voie territoriale</i>		
	105-101	Participation de l'Etat (ministère de la défense)	81.735.837	
	105-109	Participation de l'Etat (contrat de développement)	258.595.945	
	105-112	Participation de l'Etat (cv renforcement auto. écon. de la P.F.)	696.455.941	
902	105-901	Participation du C.A.V.C.	353.214	
		<i>Total chapitre 901</i>	<i>1.037.840.937</i>	<i>0</i>
903		<i>Réseaux territoriaux</i>		
	105-104	Participation de l'Etat (contrat de plan 89-93)	31.963.636	
	105-109	Participation de l'Etat (contrat de développement)	23.801.340	
	105-112	Participation de l'Etat (cv renfort auto. écon. de la Polynésie française)	344.339.425	
	105-901	Participation du C.A.V.C.	8.438.100	
	105-902	Participation du F.E.D.	480.000.000	
		<i>Total chapitre 902</i>	<i>868.542.501</i>	<i>0</i>
904		<i>Equipements scolaire et culturel</i>		
	105-101	Participation de l'Etat (ministère de la défense)	61.516.938	
	105-109	Participation de l'Etat (contrat de développement)	243.798.796	
		<i>Total chapitre 903</i>	<i>305.315.734</i>	<i>0</i>
905		<i>Equipements sanitaire et social</i>		
	105-104	Participation de l'Etat (contrat de plan 89-93)	3.156.288	
	105-109	Participation de l'Etat (contrat de développement)	84.388.565	
	105-111	Participation de l'Etat (pacte de progrès)	29.863.400	
	105-112	Participation de l'Etat (cv renfort auto. écon. de la Polynésie française)	122.833.574	
	105-901	Participation du C.A.V.C.	40.037	
	105-909	Participations diverses	35.415.920	
		<i>Total chapitre 904</i>	<i>275.697.784</i>	<i>0</i>
906		<i>Transports et communications</i>		
	105-109	Participation de l'Etat (contrat de développement)	152.285.287	
	105-112	Participation de l'Etat (cv renfort auto. écon. de la Polynésie française)	1.263.570.000	
	105-901	Participation du C.A.V.C.	177.250	
		<i>Total chapitre 905</i>	<i>1.416.032.537</i>	<i>0</i>
907		<i>Services économiques autres que transports</i>		
	105-101	Participation de l'Etat (ministère de la défense)	36.000.000	
	105-109	Participation de l'Etat (contrat de développement)	158.091.400	
	105-112	Participation de l'Etat (cv renfort auto. écon. de la Polynésie française)	98.339.270	
	105-902	Participation du F.E.D.	16.250.000	
		<i>Total chapitre 906</i>	<i>308.680.670</i>	<i>0</i>
909		<i>Equipement rural</i>		
	105-109	Participation de l'Etat (contrat de développement)	188.765.324	
	105-902	Participation du F.E.D.	64.281.553	
		<i>Total chapitre 907</i>	<i>251.046.877</i>	<i>0</i>

Chap.	Art.	Intitulé	En +	En -
		<i>Autres équipements</i>		
	105-101	Participation de l'Etat (ministère de la défense)	5.936.245	
	105-109	Participation de l'Etat (contrat de développement)	36.916.000	
	105-901	Participation du C.A.V.C.	409.527	
	214-0	Matériel, outillage et mobilier	550.000.000	
		<i>Total chapitre 909</i>	<i>593.261.772</i>	<i>0</i>
911		<i>Programmes pour les établissements territoriaux</i>		
	105-109	Participation de l'Etat (contrat de développement)	137.728.000	
	105-112	Participation de l'Etat (cv renfort auto. écon. de la Polynésie française)	1.208.643.801	
		<i>Total chapitre 911</i>	<i>1.346.371.801</i>	<i>0</i>
912		<i>Programmes pour les communes</i>		
	105-101	Participation de l'Etat (ministère de la défense)	9.586.210	
	105-902	Participation du F.E.D.	8.310.000	
		<i>Total chapitre 912</i>	<i>17.896.210</i>	<i>0</i>
914		<i>Programmes pour autres liés</i>		
	105-109	Participation de l'Etat (contrat de développement)	6.169.793	
	105-902	Participation du F.E.D.	432.788.111	
		<i>Total chapitre 914</i>	<i>438.957.904</i>	<i>0</i>
925		<i>Mouvements financiers</i>		
	251-0	Avance à la section locale du F.I.D.E.S.	119.348.572	
	189	Autres dettes à moyen ou long terme	2.907.797.509	
		<i>Total chapitre 925</i>	<i>3.027.146.072</i>	<i>0</i>
927		<i>Financement complémentaire - section d'investissement</i>		
	060	Résultat d'investissement reporté	3.778.120.908	
	115-00	Prélèvement sur la section de fonctionnement	410.087.506	
	161	Emprunt C.D.C.	2.575.132.224	
	162	Emprunts auprès du C.L.F.	3.815.690.980	
	163-01	Emprunts auprès de l'A.F.D. (1er guichet)	3.033.637.397	
	163-02	Emprunts auprès de l'A.F.D. (2e guichet)	586.658.711	
	169-2	Emprunts auprès de la B.F.T.	1.819.200.683	
		<i>Total chapitre 927</i>	<i>16.023.528.384</i>	<i>0</i>
		<i>Total général</i>	<i>32.804.303.039</i>	

Art. 4.— En conséquence, le plafond 2001 des emprunts est augmenté du montant du présent report d'emprunts.

Art. 5.— Le report sur l'exercice 2001 des reliquats de crédits de paiement délégués restant à employer au 31 décembre 2000, selon le détail joint en annexe à la présente pour le montant de 32.804.303.039 F CFP, déjà prononcé par l'ordonnateur du budget le 6 mars 2001, est confirmé.

Art. 6.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Tarita SINJOUX.

La présidente,
Lucette TAERO.

**CREDITS DE PAIEMENT DISPONIBLES AU 31 DECEMBRE 2000
ET REPORTES A LA GESTION 2001**

No.AP	LIBELLE AP	MONTANT CP REPORTE
Chapitre	900 BATIMENTS ADMINISTRATIFS	
Sous-chapitre	90000 POUVOIRS PUBLICS	
9.1991	Dotation globale d'investissement - AT	829 652
1.1997	Dotation globale d'investissement - APF	107 691 190
74.1997	Matériel de transport - PR	375 000
75.1997	Foyer des étudiants à Toulouse	265
1.1998	Aménagement des locaux - Immeuble St Germain DPF	13 055 381
2.1998	Réfection des foyers étudiants - DPF	1 869 460
1.1999	Matériel et mobilier de bureau - quartier broche	145 890 719
127.1999	Matériel informatique - DPF à Paris	4 580 569
130.1999	Matériels lourds - GIP	48 132
131.1999	Programme d'interventions diverses - GIP	7 890 251
1.2000	Matériel informatique - PR	17 436 563
4.2000	Dotation globale d'investissement - APF	16 500 000
66.2000	Matériel de production et de diffusion	8 666 894
67.2000	Bâtiment administratif	135 791 435
68.2000	Aménagement site internet - Divers ministères	44 651 345
85.2000	Extension des bâtiments - GIP	7 813 188
92.2000	Matériel de transport - PR	35 850
93.2000	Réfection de bâtiments - PR	7 216 184
94.2000	Hangars, ateliers - GIP	168 057 000
99.2000	Etudes foncières et topographiques	25 000 000
Total du sous-chapitre		713 399 078
Sous-chapitre	90001 MINISTERE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINIST	
1.1996	Matériel informatique - Service de l'informatique	1 432 353
2.1996	Logiciels - Sce de l'Informatique	1 765 873

No.AP	LIBELLE AP	MONTANT CP REPORTE
4.1996	Grosses réparations des bâtiments administratifs	16 165
61.1996	Matériel et mobilier de bureau	116 324
63.1996	Logiciel Sofix - Douanes	4 529
77.1996	Conception et réalisation logiciel - Informatique	1 074 400
2.1997	Matériel et mobilier de bureau - Tous ministères	2 462 411
3.1997	Matériel de transport - Tous ministères	11 703 127
3.1998	Matériel informatique - Tous services	228 900
6.1998	Logiciels - Tous services	37 544 245
7.1998	Matériel de transport - Tous services	1 320 149
8.1998	Matériel et mobilier - Tous services	1 591 925
9.1998	Lutte contre les fraudes - Douanes	1 656 910
3.1999	Logiciels - Tous services	10 439 128
4.1999	Matériel et mobilier - Tous services	2 954 162
5.1999	Matériel de transport - Tous services	2 323 366
6.1999	Aménagement de locaux - Tous services	2 329 640
7.1999	Lutte contre les fraudes - Douanes	4 673 346
8.1999	Matériel informatique - Tous services	16 159 657
5.2000	Aménagement de locaux - Tous services	7 571 477
6.2000	Matériel de transport - Tous services	13 759 487
7.2000	Logiciels - Tous services	141 687 010
8.2000	Logiciels SIG - Sce de l'informatique	58 394 212
9.2000	Matériel informatique - Tous services	27 988 537
10.2000	Matériel et mobilier de bureau- Tous services	38 636 299
11.2000	Lutte contre la fraude - Douanes	2 480 668
96.2000	Mat informatique - sce du tourisme - FED (E/O)	6 000 000
97.2000	Relogement des services du MFR	250 000 000
Total du sous-chapitre		646 314 300

No.AP	LIBELLE AP	MONTANT CP REPORTE
Sous-chapitre	90002	MINISTERE EDUCATION ET ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
	58.1991 Nouveau siège MED - Aménagement locaux	5 238 388
	11.1999 Matériels d'équipement et travaux - DES	7 208 857
	Total du sous-chapitre	12 447 245
Sous-chapitre	90003	MINISTERE SANTE ET RECHERCHE, PORTE PAROLE DU GOUV
	8.1992 Matériel informatique - VP	11 280 911
	4.1995 Logiciels -Sce santé	1 201 000
	100.2000 Réseau santé Polynésie - Projet METUA (2è Cdév)	27 812 480
	Total du sous-chapitre	40 294 391
Sous-chapitre	90005	MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA FAMILLE
	19.1998 Réfection des locaux lot 8 Papeete Nui	10 260 486
	20.1998 Fonds d'action sociale	1 426 476
	21.1998 Véhicule équipe maintien à domicile - MSO	7 600
	12.1999 Fonds d'action sociale	12 922 797
	Total du sous-chapitre	24 617 359
Sous-chapitre	90006	MINISTERE EMPLOI, FORMATION PROF., CHARGE DU DIAL.
	220.1998 Aménagement et clôture Antenne délég cond féminine	7 100 000
	Total du sous-chapitre	7 100 000
Sous-chapitre	90008	MINISTRE DE L' AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE
	46.1997 Rénovation des bâtiments du SDR	151 113
	69.2000 Matériel et mobilier SDR	88 288
	101.2000 Hangar-bureaux SDR Rimatara et Raivavae	12 000 000
	Total du sous-chapitre	12 239 401
Sous-chapitre	90009	MINISTERE DE L' EQUIPEMENT
	88.1988 Acquisitions terrains	3 720 085
	50.1989 Acquisitions foncières	24 861 094
	49.1991 Acquisition de terrains	8 849 753

No.AP	LIBELLE AP	MONTANT CP REPORTE
50.1991	Acquisition d'immeubles	9 803 343
202.1993	Relogement services territoriaux	327 172 987
13.1994	Terrains	1
14.1994	Réserve foncière à vocation touristique (CD.03.12)	89 081 705
211.1994	Grosses réparations bâtiments	535 962
18.1995	Etudes générales arrondissement BAT - DEQ	13 927 586
24.1995	Réaménagement des locaux du sce de l'urbanisme	5 867 552
223.1995	Acquisition de terrains - Echange (E/O)	143 249 570
4.1997	Acquisition de terrains	164 396 237
47.1997	Achat de terrains - Tupai	5 000 000
49.1997	Atelier Parc à materiel	578 310
15.1998	Terrains	28 016 803
16.1998	Echange de terrains (E/O)	200 000 000
23.1998	Remise aux normes bâtiments administratifs	1 140
170.1998	Terrain Punaauia	67 797 500
9.1999	Programme d'informatisation - DAF	17 050 629
17.1999	Terrains	1 003 549 840
18.1999	Echange de terrains Etat / Territoire (E/O)	383 000 000
129.1999	Relogement des arrond maritime et bâtiment - DEQ	136 500
13.2000	Echange de terrains Etat - Territoire PPT (E/O)	650 000 000
15.2000	Terrains	97 577 200
98.2000	Capacité hydrographique polynésienne	57 898 764
Total du sous-chapitre		3 302 072 561
Sous-chapitre	90010 MINISTERE DES TRANSPORTS	
263.1995	Matériel d'exploitation - STTT	15 000 000
2.1999	Centre administratif des Marquises	19 403 781
21.1999	Matériels -Epreuve théorique de permis de conduire	195 787
Total du sous-chapitre		34 599 568
Total du chapitre		4 793 083 903

No.AP	LIBELLE AP	MONTANT CP REPORTE
Chapitre	901 VOIRIE TERRITORIALE	
Sous-chapitre	90100 EQUIPEMENTS EN MOYENS TECHNIQUES	
	50.1997 Matériel - TP Marqueses	819 292
	30.1998 Matériel TP - IDV	82 997
	173.1998 Matériel lourd - GIP (CAVC)	154 835
	116.1999 Matériels lourds - GIP	17 050 302
	16.2000 Matériel - GIP	67 702 333
	102.2000 Réparations matériels lourds - GIP	4 197 240
	Total du sous-chapitre	90 006 999
Sous-chapitre	901010 VOIRIE PROPREMENT DITE	
	33.1993 Renouvellement de revêtement RC Ouest	1 556 595
	43.1994 Etudes rocade de Papeete - Pacte de progrès	4 698 923
	40.1995 Construction route des plaines 2è tr (cd.09.01.01)	492 958 151
	9.1996 Etudes - 3ème entrée Est de Papeete	15 777 264
	11.1996 3ème entrée Est de Papeete (cd.09.01.02)	351 430 143
	81.1996 Réfection du réseau routier - CAVC	3 457
	5.1997 Réseau routier ISLV	9 431 307
	6.1997 Réseau routier IDV	65 135 605
	30.1997 Réseau routier Marqueses	7 666 020
	77.1997 Réfection réseau routier Teva I Uta (CAVC)	375 403
	25.1998 Réseau routier - TG	70 414 344
	26.1998 Réseau routier - Australes	119 553 742
	27.1998 Réseau routier ISLV	376 282 938
	29.1998 Réseau routier Marqueses	2 874 056
	38.1998 Route Taiohae - Terre déserte (Cv renft auton éco	290 910 480
	142.1998 Réfection du réseau routier (Cyclone Martin)	646

No.AP	LIBELLE AP	MONTANT CP REPORTE
143.1998	Réfection du réseau routier (Cyclone Osea)	30 430
144.1998	Réfection du réseau routier (Pluies Marquises)	58 068
221.1998	Aménagement urbain front de mer de Papeete et park	282 783 543
22.1999	Aménagement routes Rikitea	21 904 552
28.1999	Réseau routier - ISLV	150 000 000
29.1999	Réseau routier - Marquises (Cv Renft Auton Eco PF)	350 889 694
117.1999	Rocade Uturoa (Cv Renft Auton Eco PF)	79 999 943
118.1999	Aménagt du cours d'eau Vaiami (Cv Renft Auton Eco	149 241 023
134.1999	Etude liaison Papeete Taravao	70 648 890
135.1999	Programme d'interventions diverses - GIP	10 600 000
19.2000	Elargissement pont Uranie - PPT	20 000 000
103.2000	Bitumage route Fakarava	9 988 800
Total du sous-chapitre		2 955 214 017
Sous-chapitre	901012 ECLAIRAGE PUBLIC ET SIGNALISATION	
132.1999	Eclairage public front de mer et avenue Bruat	119 078 382
71.2000	Eclairage public Moorea - Bora Bora	81 694 128
Total du sous-chapitre		200 772 510
Sous-chapitre	90109 AUTRES EQUIPEMENTS DE VOIRIE	
32.1995	Etudes générales arrond INFRA - DEQ	23 934 725
Total du sous-chapitre		23 934 725
Total du chapitre		3 269 928 251
Chapitre	902 RESEAUX TERRITORIAUX	
Sous-chapitre	90200 ASSAINISSEMENT	
83.1996	Protection et assainissement littoral - CAVC	1 042 988
34.1999	Assainissement des eaux usées Moorea	55 083 376
37.1999	Vrd et assainissement - Uturoa 2000 (Cv renft auto	194 742 448
72.2000	Prog assainissement Nord Bora Bora	44 024 937

No.AP	LIBELLE AP	MONTANT CP REPORTE
104.2000	Station épuratn asst collectif Outumaoro FED	460 000 000
Total du sous-chapitre		754 893 749
Sous-chapitre	90205 DEFENSE CONTRE LES EAUX	
91.1995	Prog assainisst des eaux usées Tahiti (CD.10.01)	25 630 576
92.1995	Prog assainisst des eaux usées Bora Bora(CD.10.02)	10 623 853
31.1997	Aménegt protection berges tous archipels	5 656 138
32.1997	Berges de rivières Marquises	1 210 240
40.1998	Asst des eaux pluviales - Circ administ Australes	171 908
41.1998	Assainissement et protection des berges	77 624 465
47.1998	Remblai et protection Rautini Arutua	3 482 080
50.1998	Aménagement littoral Patio Tahaa	37
149.1998	Protect berges&reconst ouvrages art (Pluies Mses)	3 166 960
152.1998	Protect berges&reconst ouvrages art(Pluies Ua Pou)	1 261 082
33.1999	Assainissement et protection des berges - PAPB 99	53 891 060
20.2000	Prog assainisst et protection berges - Australes	70 793 466
21.2000	Prog assainisst et protection berges - Tuamotu	50 047 749
Total du sous-chapitre		303 559 614
Total du chapitre		1 058 453 363
Chapitre	903 EQUIPEMENT SCOLAIRE ET CULTUREL	
Sous-chapitre	90300 ECOLES DU PREMIER DEGRE	
51.1998	Equipements ateliers CJA Pirae	45 862
52.1998	Equipts de cuisine internat CJA Atuona	22 116
Total du sous-chapitre		67 978
Sous-chapitre	90301 ECOLES DU SECOND DEGRE	
218.1989	Constructions et réparations des lycées - DES	40 277
521.1990	Construction collèges et lycées (C Plan 89-93)	955 023
76.1994	Programme complémentaire constructions scolaires	15 605 100

No.AP	LIBELLE AP	MONTANT CP REPORTE
79.1994	Const et grosses réparations lycées et collèges	91 109
176.1994	Const de bâtiments dans la cité scolaire Taaone	666 788
101.1995	Const & réparat des lycées & collèges (CD.11.02.01	400 005
102.1995	Constructions des lycées et collèges (CD.11.01)	100 665
23.1996	Const&gr réparations lycées&collèges (CD.11.01.00)	2 515 350
24.1996	Construction des lycées et collèges (CD.11.01.00)	44 013 605
9.1997	Constructions de lycées et collèges (CD.11.01.00)	165 485 915
10.1997	Gr réparations des lycées&collèges (CD.11.01.00)	3 325 599
11.1997	Viabilis. des terrains lycées&collèges (CD.11.02)	439 212 438
53.1998	Subv d'invest lycées et collèges (CD.11.02.02)	420 062
54.1998	Construction des lycées et collèges (CD.11.01.00)	231 868 262
55.1998	Gr réparations des lycées et collèges(CD.11.01.00)	13 577 619
38.1999	Const lycées et collèges (CD.11.01.00) Marquises	80 835 091
24.2000	Réparations des lycées & collèges (2è C Dév)	5 789 249
25.2000	Subv d'invest lycées et collèges (2è C Dév)	74 146 163
Total du sous-chapitre		1 079 048 320
Sous-chapitre	90302 ECOLES TECHNIQUES	
103.1995	Ctre format prof. et promot agricole (CD.01.02.02)	66 971
179.1998	Construction du lycée hôtelier	55 181 877
222.1998	Raccordement électrique station TOOVII (CD.01.06)	30 488 703
23.2000	Viabilisation des lycées et collèges (2è C Dév)	323 591 260
Total du sous-chapitre		409 328 811
Sous-chapitre	90303 EQUIPEMENTS SPORTIFS	
65.1996	Const salles polyvalentes à Tahiti et ds ses arch.	2 808 089
57.1998	Terrain de foot-ball de Faaroa Raiatea	942 046
59.1998	Salle omnisport de Ua Huka	10 305 158
62.1998	Complexe Jean TUPU de Tahaa	12 425 722

No.AP	LIBELLE AP	MONTANT CP REPORTE
42.1999	Complexe sportif de Oremu	90 090
137.1999	Salle omnisports et terrain de football à Tubuai	29 661 236
106.2000	Aménagement pistes pour sports mécaniques	100 000 000
Total du sous-chapitre		156 232 341
Sous-chapitre	90309	AUTRES EQUIPEMENTS SCOLAIRES ET CULTURELS
22.1996	Salle omnisports à Ua Pou (Cv Déf96)	505 260
85.1996	Constr de bâtiments - Ministère de la culture	210 121 595
69.1998	Aménagement et équipements du front de mer To' Ata	112 210 048
26.2000	Acq objets muséographiques - Enrichisst patrimoine	57 538
73.2000	Centre des étudiants UFP	42 251 892
Total du sous-chapitre		365 146 333
Total du chapitre		2 009 823 783
Chapitre	904	EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL
Sous-chapitre	90400	HOPITAUX, HOSPICES, MATERNITES
231.1989	Equipement du bloc de l'hôpital de Taiohae	3 319 145
73.1992	Matériel et mobilier - Hôpital de Taiohae	29 604
216.1993	Equipements du Centre de transfusion sanguine	5 573 488
217.1993	Equipts. bloc opératoire Taiohae & équits. techniq	470 494
67.1996	Grosses réparations des bâtiments de santé	34 198 786
14.1997	Contrats d'objectifs de santé - Programme 1997	25 978 600
15.1997	Etude - Nveau centre hospitalier Taaone (cv renft	150 949 159
70.1998	Nouvel hopital psychiatrique	38 000 000
75.1998	Matériels (contrats d'objectifs)	6 231 534
77.1998	Reconst hôpital de Taiohae 2ème tr (CD.15.07)	7 543 020
181.1998	Réfection des batiments de santé (Dépression Alan)	40 037
225.1998	Ensemble immobilier Hôpital Jean Prince (E/O)	3 000 000 000
119.1999	Mise à niveau Hôpital Uturoa 2ème tranche	38 986 440

No.AP	LIBELLE AP	MONTANT CP REPORTE
27.2000	Const nouveau centre hospitalier territorial	897 732 982
28.2000	Grosses réparations des structures sanitaires	49 115 429
	Total du sous-chapitre	4 258 168 718
Sous-chapitre	90401 DISPENSAIRES, INFIRMERIES	
110.1995	Reconst des infirmeries des Marquises (CD.15.01)	5 200 670
76.1998	Infirmerie et logement infirmier Omoa	5 514 617
78.1998	Reconstruction infirmerie de Reao (CD.15.01)	38 500 000
182.1998	Reconstruction centre médical Bora Bora (cd.15.07)	9 850 116
224.1998	Reconst des infirmeries de Manihi et de Rikitea	12 495 724
109.2000	Dispensaire de Orofara	7 790 000
	Total du sous-chapitre	79 351 127
Sous-chapitre	90403 ETABLISSEMENTS POUR ENFANTS	
180.1998	Aménagement bâtiment IME	5
	Total du sous-chapitre	5
Sous-chapitre	90404 CENTRES DE LA JEUNESSE INADAPTEE	
47.1999	Mobiliers et matériels techniques - CAPA	26 278
	Total du sous-chapitre	26 278
Sous-chapitre	90409 AUTRES EQUIPEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX	
314.1990	Etudes bâtiments Santé	5 178 222
89.1993	Matériels techniques des formations de santé	2 267 720
106.1995	Matériels techniques des îles (CD.15.06)	16 694 113
74.1998	Matériels de formations sanitaires	1 172 015
50.1999	Kiosque santé Marquises Nord (Ctrats objectifs 99)	9 000 000
51.1999	Matériels (Contrats d'objectifs 1999)	27 880 305
120.1999	Sécurité transfusionnelle en Polynésie française	15 822 627
	Total du sous-chapitre	78 015 002
	Total du chapitre	4 415 561 130

No.AP	LIBELLE AP	MONTANT CP REPORTE
Chapitre	905 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	
Sous-chapitre	90500 TRANSPORTS ROUTIERS	
	99.1993 Etudes financées par l' AFD	8 939 836
	Total du sous-chapitre	8 939 836
Sous-chapitre	90501 EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES	
	103.1993 Pièces de rechange du Parc à matériel - SNA	1 059 480
	116.1993 Const et reconst de bâtiments techniq aérodromes	1 460 546
	94.1994 Etudes aéroportuaires	26 650 579
	106.1994 Gr réparations bâtiments aérodromes (CD.09.02.02)	233 777
	111.1994 Réfection des pistes de Tuamotu	8 792 035
	113.1994 Gr réparat° des pistes aéronautiques (CD.09.02.04)	311 441
	115.1995 Matériel et équipements pour aérodromes	498 246
	132.1995 Adaptation ATR 72 - Aérodrome Moorea (CD.09.02.03)	4 469 681
	133.1995 Construction aérodromes Kauehi & Niau	1 899 626
	157.1995 Réfection aérodrome Arutua (CD.09.02.04)	90 317 001
	33.1997 Construction aérodrome Hikueru	29 794 453
	81.1998 Grosses réparations piste Hiva Oa	66 318 899
	186.1998 Mise à niveau des véhicules SSIS	50 000 000
	188.1998 Remise en état des équippts de lutte c/ incendie	10 500 000
	53.1999 Etudes aérodromes Australes	78 736 137
	54.1999 Construction de l'aérodrome Raivavae	343 465 992
	55.1999 Rénovation revêtement des pistes aéronautiques	60 577 442
	76.2000 Véhicules SSIS	320 000 000
	77.2000 Matériels d' aides navigat° aérienne atterrissage	70 000 000
	78.2000 Remise à niveau installat° aérod Hao	23 597 556
	110.2000 Matériel entretien - Aérodrome de Hao	12 000 000
	113.2000 Création de pistes et liaisons portuaires et aér	190 835 907
	Total du sous-chapitre	1 391 518 798

No.AP	LIBELLE AP	MONTANT CP REPORTE
Sous-chapitre	90502 EQUIPEMENTS PORTUAIRES	
244.1991	Expertises et contrôles navires flotille	737 076
93.1994	Etudes ouvrages et signalisation maritimes	10 578 480
178.1994	Matériels et outillages Flotille administrative	80 912
126.1995	Aménagement pêche pk10,5 à Punaauia (cd.09.03.06)	27 149 413
130.1995	Havre de Vairaatea (CD.09.03.06)	500 168
131.1995	Aménagement port d'éclatement Uturoa (CD.09.03.03)	364 471 140
144.1995	Agrandissement quai Vaitahu (CD.09.03.06)	202 963
145.1995	Port de pêche Pueu	54 000 000
146.1995	Renforcement digue Hakahau (CD.09.03.04)	740 349
159.1995	Mat et gr réparations - Flotille (CD.09.03.09)	3 167 470
16.1997	Réfection des ouvrages maritimes - CAVC	301 166
34.1997	Balisage maritime	63 680 169
35.1997	Mat & grosses réparations - Flotille administ	196 927
36.1997	Ouvrages portuaires	145 286
53.1997	Remise en état du Port Rimatara	560
79.1998	Ouvrages portuaires - Marquises	78 057 328
80.1998	Ouvrages portuaires - TG	8 192 156
85.1998	Bâtiments portuaires Uturoa	1 284 957 994
97.1998	Débarcadère Hakatao Ua Pou	10 000 000
99.1998	Ouvrages portuaires - Australes	11 254 057
102.1998	Navire Meherio IV	98 610 012
155.1998	Remise en état balisage maritime (Cyclone Martin)	91
156.1998	Réfection des ouvrages maritimes (Cyclone Martin)	5 050
158.1998	Réfection des ouvrages maritimes (Cyclone Oséa)	172 109
226.1998	Etudes générales maritimes	14 291 840
52.1999	Matériels et grosses réparations - GIP	1 107 652

No.AP	LIBELLE AP	MONTANT CP REPORTE
65.1999	Aménagement chenaux - TG	1 327 273
30.2000	Remplissage navires Meherio I et Te Aratai - GIP	6 312 940
32.2000	Aménagement Port de Faratea (2 ^e C Dég)	121 150 372
75.2000	Prolongement quai GIP Motu uta	26 682 205
86.2000	Grosses réparations de la flotille administrative	10 733 003
114.2000	Balisage maritime - Tuamotu	20 869 032
Total du sous-chapitre		2 219 675 193
Sous-chapitre	90509 AUTRES EQUIPEMENTS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	
189.1998	Etudes générales maritimes	5 702 442
140.1999	Programme d'interventions diverses - GIP	18 309 237
141.1999	Restauration du phare de la pointe Vénus - Mahina	12 100 000
116.2000	Construction de dépôts d'hydrocarbures	6 000 000
Total du sous-chapitre		42 111 679
Total du chapitre		3 662 245 506
Chapitre	906 SERVICES ECONOMIQUES AUTRES QUE TRANSPORTS	
Sous-chapitre	90600 INDUSTRIE ET ARTISANAT	
183.1994	CMNP matériel pédagogique et technique (CD.02.01)	55 191
169.1995	Création d'une zone industrielle (CD.04.01)	2 510 000
173.1995	Création d'ateliers relais (CD.04.02)	17 127 159
108.1998	Faire artisanat	13 102 600
Total du sous-chapitre		32 794 950
Sous-chapitre	90601 MER	
166.1995	Matériels de plongée - CMNP (CD.02.01)	50
56.1996	Développement de la pêche hauturière	200
89.1996	Programme général de recherche sur la nacre (PGRN)	1 443 600
55.1997	Développement de l'Aquaculture (CD.02)	19 246 200
87.1997	Formation à la periculture (CD.02.01)	10 345 190

No.AP	LIBELLE AP	MONTANT CP REPORTE
88.1997	Recherche sur la pêche hauturière (CD.02.08)	336
90.1997	Amélioration qualité de la perle (CD.02.05)	306 003
91.1997	Prog de dév trocas et burgaus (CD.02.15)	1 251 450
92.1997	Développement pisciculture (CD.02.14)	2 960 000
106.1998	Programme pour la pêche (FIM 98/99)	91 133 243
191.1998	Dispositif concentration de poisson (FIM)	1 224 271
192.1998	Dispositif concentration de poisson	125 000
193.1998	Matériel frigorifique (FIM)	2 306 182
194.1998	Matériel frigorifique (CD.02)	4 880 036
196.1998	Dispositif concentration de poisson(Cv défense 94)	1 462 687
197.1998	Chaine de froid aux ISLV (Fides)	527 511
198.1998	Aides à la pêche : Matériels (CD.02.xx)	2 007 308
143.1999	Extension port de pêche Papeete - Bât Export	284 345 826
144.1999	Programme pour la pêche (FIM 1999-2000)	15 000 000
38.2000	Programme pour la pêche (FIM 2000-2001)	110 495 488
Total du sous-chapitre		549 060 581
Sous-chapitre	90602	TOURISME
248.1991	Etudes sur aménagt sites touristiques	4 387 375
181.1994	Etudes -Organisat de l'espace touristique (CD.0301	9 703 400
185.1994	Aménagt sites historiques et culturels (cd.03.06)	51 855 934
186.1994	Aménagt sites naturels et d'excursions (cd.03.07)	80 679 901
187.1994	Aménagement de quais touristiques (CD.03.08)	219 488 357
188.1994	Aménagement de relais nautiques (CD.03.09)	10 067 331
189.1994	Création de parcs marins (CD.03.10)	31 850 000
190.1994	Accès publics à la mer (CD.03.13)	15 225 411
160.1995	Etudes sur aménagt sites touristiques (CD.03.02)	44 723 377
161.1995	Aménagement zone touristique Outumaoro (cd.03.03)	9 121 481

No.AP	LIBELLE AP	MONTANT CP REPORTE
163.1995	Aménagt zone touristique Matira Bora Bora(CD.03.05)	25 279 610
27.1996	Accès publics à la mer archipels (CD.03.14)	28 446 038
Total du sous-chapitre		530 828 215
Sous-chapitre	90603 AMENAGEMENT	
387.1988	Etudes plan et aménagement	572 061
408.1990	Etudes cadastrage	8 140 007
180.1994	Plans gestion espaces maritimes -PGEM (CD.02.06)	4 381 018
164.1995	Etudes de cadastrage (CD.08.02)	21 958 222
280.1995	Etude aménagement PGA hors zone urbaine (CD.08.01)	29 229 571
54.1997	Aménagement zone touristique - OTAC	53 431 318
58.1997	Cadastrage	35 398 735
107.1998	Etudes générales aménagt de la Polynésie française	5 435 286
74.1999	Cadastrage (Cv renft auton éco PF)	4 226 629
121.1999	Géodésie cartographie (Cv renft auton éco PF)	22 190 792
142.1999	Etude -Mise en place schéma d'urbanisme commercial	2 862 000
119.2000	Aménagement du parc public d' Atimaono	151 782 700
120.2000	Prog d'aménagt et de reconst des sites hist FED	16 250 000
Total du sous-chapitre		355 858 339
Total du chapitre		1 468 542 085
Chapitre	907 EQUIPEMENT RURAL	
Sous-chapitre	907 EQUIPEMENT RURAL	
449.1990	Subvention pour assainisst porcheres (CP89/93)	2 930 821
213.1994	Etudes levés topographiques domaines territoriaux	1 542 362
214.1994	Etude conception réseaux hydrauliques & drainage	18 478
218.1994	Matériel - Ressource forestière (CD.01.01.03)	972 144
221.1994	Travaux - Production bois feuillus (CD.01.07.01)	115 247
222.1994	Travaux - Constitution pépinières (CD.01.04.03).	580 513

No.AP	LIBELLE AP	MONTANT CP REPORTE
Chapitre	909 AUTRES EQUIPEMENTS	
Sous-chapitre	909 AUTRES EQUIPEMENTS	
408.1989	Aménagements de parcs et réserves naturels	1 440 000
469.1990	Etudes sur l'environnement	1 363 251
472.1990	Matériel topographique Cadastre	21 743
196.1995	Etudes - Lutte contre le miconia (CD.06.01)	350 000
197.1995	Etudes - Programme Zepolyf (CD.06.03)	62 000
34.1996	Hangars portuaires Ua Pou et Rurutu	205 553
71.1996	Etudes secteur de l'électricité à Tahiti	674 923
22.1997	Hangars à coprah	5 351
94.1997	Etudes d'enfouissement des ordures	1 462 192
95.1997	Etudes diverses - PR	6 803 246
96.1997	Rénovation des abris cycloniques des Tuamotu	172 836
119.1998	Hangars à coprah	1 949 703
120.1998	Démolition des abris cycloniques - Manihi	110 627
164.1998	Hangar port Maupiti & abri Vaitape (Cyclone Oséa)	409 527
165.1998	Programmes de traitements des déchets	423 884 730
202.1998	Etudes - Programme ZEPOLYF	926 000
229.1998	Centre d'enfouissement technique de Raiatea	117 090
230.1998	Matériel de collecte sélective	167 908 262
82.1999	Etudes et réal ouvrages protect c/ risques naturel	10 625 652
90.1999	Unité de traitement des déchets à Manihi	13 000 000
91.1999	Prog de gestion des déchets de la PF (CD.10.03)	70 151 419
49.2000	CET déchets sur terrain Lagarde (2è C Dév)	300 000 000
80.2000	Etudes TNTV	21 915 241
Total du sous-chapitre		1 023 559 346
Total du chapitre		1 023 559 346

No.AP	LIBELLE AP	MONTANT CP REPORTE
223.1994	Travaux de voirie - Plantation (CD.01.07.04)	45 850
176.1995	Contrôle&suivi prog améngt dom. territ (CD.01.06)	69 252
187.1995	Entretien des reboisements de product (CD.01.07.03)	1 184 796
188.1995	Chemins ruraux domaines territoriaux (cd.01.06)	85 961
189.1995	Trx hydrauliques & assainissement domaines territ	1 077 703
190.1995	Défrichage et épierrement dom. territ (cd.01.06)	1 600 212
30.1996	Etudes - Mécanisation des trx de sylviculture	202 727
90.1996	Analyse technol des bois polynésiens (CD.01.01.03)	2 280 985
19.1997	Micro-aménagements agricoles (FED)	28 131 585
61.1997	Recherche-développement filière vanille (CD.01.01)	19 300 467
93.1997	Divers études et travaux (FED)	15 782 417
109.1998	Etudes - Installation d'un incinérateur	319 269
112.1998	Chemins ruraux	9 013 625
114.1998	Etudes développement agriculture - CIRAD	2 063 180
199.1998	Véhicules de transport et de vulgarisation	600 000
200.1998	Recherche - Développement sur la filière vanille	23 373 009
201.1998	Réparation des install phytosanit Faaa et Motu Uta	195 131
75.1999	Régénération de cocoteraie	3 983 651
39.2000	Assistance technique génie rural (FED)	6 254 139
79.2000	Plan de lutte contre les nuisibles des cultures	16 253 078
121.2000	Pépinière Atimaono	14 011 089
122.2000	prog d'assistance techn en génie rural - FED (E/O)	35 000 000
Total du sous-chapitre		186 987 691
Total du chapitre		186 987 691
Chapitre	908	URBANISME ET HABITATION
Sous-chapitre	90805	LOGEMENTS DE FONCTION
79.1999	Réfection logement de fonction - Uturoa	382 648
124.2000	Logement de fonction - centre médical de Rikitea	44 536
Total du sous-chapitre		427 184
Total du chapitre		427 184

No.AP	LIBELLE AP	MONTANT CP REPORTE
Chapitre	911 PROGRAMMES POUR LES ETS TERRITORIAUX	
Sous-chapitre	911 PROGRAMMES POUR LES ETABLISSEMENTS TERRITORIAUX	
294.1987	Subvention éts public domaine Atimaono	201 000
354.1989	Acq de terrains logements sociaux - OTHS	3 644 050
355.1989	Subvention à l'OTESSE	89 067 816
129.1992	Subvention au Conservatoire artistique territorial	1 639 330
186.1993	Subvention OTHS	12 000 000
134.1994	Terrains - logements sociaux	1 480 610
200.1994	Subv. FEI - Habitat social archipels (cd.13.04)	190 284 000
224.1994	Subvention à l' EFAM- Mat pédagogiques (CD.02.12)	5 000 000
199.1995	Subv. à l'OTHS - Logements sociaux	41 000 000
200.1995	Subvention CHT- Renforcement du CHT (CD.15.05)	69 332 931
258.1995	Subvention EAGDA -Aménagt dom Atimaono (CD.03.04)	12 262 913
301.1995	Subv. à l'OTHS - Fare solidarité	117 573 592
73.1996	Subvention OTHS Terrains logement social	107 992 387
25.1997	Subv OTHS- Logts soc& emprises foncières (FREPF)	1 271 970 634
66.1997	Subvention EFAM - Simulateur de navigation	10 000 000
97.1997	Etudes rénovation du CPSH	9 823
122.1998	Subv - EAGDA	2 720 000
123.1998	Subv OTHS - Foncier logements sociaux	115 000 000
126.1998	Subv - ITSTAT	13 200 000
129.1998	Subv - Ecole normale	19 700 000
130.1998	Subv - CTRDP	6 300 000
133.1998	Subv au CPSH - Remise à niveau (CD.12.01)	382 132
205.1998	Subv CHT -Mise en place télémédecine&équipts SMUR	3 749 314
206.1998	Affectation de biens immobiliers au CFPA (E/O)	587 418 000
207.1998	Subv CHT - Equipements Centre de cardiologie	230 459 239
208.1998	Subv Port Autonome - Aménagement du Bounty	156 000 000

No.AP	LIBELLE AP	MONTANT CP REPORTE
231.1998	Amphithéâtre To'Ata	5 007 069
232.1998	Subv OTESSSE - Equipements sportifs et de jeunesse	36 000 000
236.1998	Subv au CPSH -Rénov de la climatisation des salles	5 961
93.1999	Subv - ITSTAT	8 000 000
95.1999	Subv OTHS - Frais d'études logts sociaux (CD13.01	39 776 090
145.1999	Subvention au CHT - Caisson hyperbare	1 246 532
52.2000	Subv EAGDA - Matériels Golf Atimaono	5 000 000
81.2000	Subvention à l' ICA	70 000 000
88.2000	Cession gratuite immeuble - OPH (E/O)	200 000 000
126.2000	Subv OPH - Prog de const de logements sociaux	238 600 000
Total du sous-chapitre		3 672 023 423
Total du chapitre		3 672 023 423
Chapitre	912	PROGRAMMES COMMUNES, SYNDICATS COMMUNES ETC..
Sous-chapitre	912	PROG COMMUNES
136.1994	Reconstruction bâtiments administratifs à Punaauia	24 109 356
27.1997	Subventions aux communes	81 380 004
134.1998	Subventions aux communes	95 172 643
209.1998	Subv commune Bora Bora -Terrain station épuration	20 000 000
101.1999	Subventions aux communes	19 525 826
55.2000	Subventions aux communes	36 592 917
128.2000	Etudes diverses - DDC	5 300 000
129.2000	Prog renforcement électrique de Fatu Hiva - FED	8 310 000
Total du sous-chapitre		290 390 746
Total du chapitre		290 390 746
Chapitre	914	PROGRAMMES POUR AUTRES TIERS
Sous-chapitre	914	PROG AUTRES TIERS
505.1990	Matériels - Programme énergies renouvelables (E/O)	28 380
310.1991	Primes et aides au développement économique	214 298 548

No.AP	LIBELLE AP	MONTANT CP REPORTE
312.1991	Subvention pour le développement de l'Agriculture	21 577 848
313.1991	Subvention pour le développement artisanat tradit.	15 462 000
315.1991	Subvention pour le développement du Tourisme	30 275 937
321.1991	Prime à la construction	10 293 150
342.1991	Subvention d'équipement	476 284
101.1992	Subventions pour le dévt Pêche et Aquaculture	970 964
137.1994	Subv. armateurs - Modernisat. unités de pêche trad	759 181
232.1994	Subvention - Rénovation bâtiments élevage porcin	19 928 946
233.1994	Subv - Installat hydrauliques pour l'horticulture	2 350 586
234.1994	Subvention - Culture sous abri (CD.01.04.03)	8 736 808
235.1994	Subv - Installations hydrauliques pour maraichage	21 049
207.1995	Subventions diverses - PR	14 385 560
209.1995	Subventions - Création vergers d'agrumes Australes	2 971 000
210.1995	Subv - Const de 2 unités de stockage (CD.01.05)	4 178 074
211.1995	Aides financières s/ création & dév d'entreprises	31 670 000
287.1995	Subv -Equipts sportifs et de jeunesse de proximité	73 822 240
305.1995	Subvention SETIL - Logements sociaux (CD.13.01)	31 080 589
37.1996	Subv struct condit stockage cial prod animaux	100 000
60.1996	Subv aux armateurs - Modernisation unités de pêche	8 346 240
94.1996	Participation au capital des sociétés	165 000 000
28.1997	Subv pour le développement de la pêche (FIM96/97)	1 732 826
40.1997	Participation au capital des sociétés	470 000
41.1997	Renforcement des flottilles de pêche (CD.02)	45 000 000
72.1997	Subv pour le développement de la pêche (FIM 97/98)	2 025 196
102.1997	Subv - SEM environnement polynésien	44 018 928
135.1998	Subventions diverses - PR	116 480 000
137.1998	Subv pour le développement de la pêche (FIM 98/99)	5 027 689

No.AP	LIBELLE AP	MONTANT CP REPORTE
138.1998	Cessions gratuites d'immeubles (E/O)	1 100 000 000
139.1998	Dotation pour le développement de l'agriculture	48 238 288
212.1998	Programme d'invest pour la pêche (FIM96/97)	139
215.1998	Subv à l'association Huma Tahiti Iti(Cv object 97)	3 840 000
216.1998	Subv pour le développement de la pêche hauturière	5 998 718
237.1998	Cession de materiels de collecte sélective (E/O)	550 000 000
238.1998	Aides financières aux ents-Dév des énergies renouvel	692 988
240.1998	Subv à la Direction de l'enseignement catholique	35 000 000
103.1999	Participation au capital des sociétés	5 830 000
104.1999	Subv au syndicat professionnel de l'électricité	300 000
149.1999	Subv pr de dévelopt de la pêche (FIM1999/2000)	10 000 000
150.1999	Reconst bât aux familles expropriées	2 725 735
57.2000	Subvention à l'Eglise adventiste du 7è jour	42 500 000
58.2000	Etudes d'urbanisme - RHI Mamaro	1 500 000
59.2000	Aménagt agric Plateau Vairao Dom. privé (CD.01.06)	20 900 500
61.2000	Subv pour le dévpt de la pêche (FIM 2000-2001)	60 000 000
82.2000	Participation au capital des sociétés	2 500 000
83.2000	Reconversion économique de Hao (Cv renft éco de la	69 255 091
90.2000	Cess grat immeuble -Dom Bonnefin - Sétill (E/O)	550 000 000
91.2000	Aménagement de la baie de Vaitupa Faaa - Remblai	46 132 141
130.2000	Subvention d'équipement - PR (TNTV)	83 000 000
131.2000	Prog développement de la flotille pêche- FED (EO)	379 200 000
133.2000	Aides financières aux ent - dév énergies renouvel	24 000 000
134.2000	Part au cap SA Coder Marama Nui	154 000 000
136.2000	Relogement - route des plaines	4 800 510
137.2000	Micro-aménagement agricoles privés (FED)	53 588 111
139.2000	Chemins d'exploitation agricoles	34 016 900
Total du sous-chapitre		4 159 507 144
Total du chapitre		4 159 507 144

No.AP	LIBELLE AP	MONTANT CP REPORTE
Chapitre	925 MOUVEMENTS FINANCIERS	
Sous-chapitre	925 MVTS FINANCIERS	
43.1997	Avance à la section locale du FIDES (E/O)	79 400 000
244.1998	Dette auprès de l'Etat - Ens immob Hôp Jean Prince	2 700 000 000
110.1999	Remboursement de la dette du Territoire	108 373
114.1999	Terrain Punaauia	14 261 111
Total du sous-chapitre		2 793 769 484
Total du chapitre		2 793 769 484
TOTAL GENERAL		32 804 303 039

DELIBERATION n° 2001-152 APF du 30 août 2001 portant modification n° 6 du budget général du territoire, exercice 2001.

NOR : SFC0101313DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2000-151 APF du 7 décembre 2000 approuvant le budget général du territoire pour l'exercice 2001 ;

Vu la délibération n° 2001-25 APF du 15 février 2001 portant modification n° 1 du budget général du territoire, exercice 2001 ;

Vu la délibération n° 2001-40 APF du 30 mars 2001 portant modification n° 2 du budget général du territoire, exercice 2001 ;

Vu la délibération n° 2001-45 APF du 19 avril 2001 portant modification n° 3 du budget général du territoire, exercice 2001 ;

Vu la délibération n° 2001-86 APF du 12 juillet 2001 portant modification n° 4 du budget général du territoire, exercice 2001 ;

Vu la délibération n° 2001-151 APF du 30 août 2001 portant modification n° 5 du budget général du territoire, exercice 2001 ;

Vu l'arrêté n° 92-2001 APF/SG du 21 août 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1086 CM du 23 août 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1055-2001 Prés.APF/SG du 21 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 6550 du 24 août 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 131-2001 du 30 août 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 30 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Les recettes ordinaires du budget du territoire pour l'exercice 2001 sont modifiées comme suit :

S-CHAP	ART	LIBELLE	EN +	EN -
943 07	737-011	DIRECTION DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES		
		Part. de l'Etat (M. Education - Collèges et lycées)	6 805 000	
		TOTAL CHAPITRE 943	6 805 000	0
950 90	782	TRAVAUX EN REGIE - SECTEUR SANTE		
		Travaux d'investissement en régie (E/O)	8 500 000	
		TOTAL CHAPITRE 950	8 500 000	0
952 04	737-07	ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES		
		Part. de l'Etat (Ministère de la justice)	12 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 952	12 000 000	0
953 10	737-04	AUTRES INTERVENTIONS - SECTEUR TRAVAIL		
		Part de l'Etat (Minist de la formation professionnelle)	207 560 000	
		TOTAL CHAPITRE 953	207 560 000	0
960.10	799-97	AUTRES INTERVENTIONS - SECTEUR ECONOMIE		
		Produits exceptionnels - Air Tahiti Nui (E/O)		600 000 000
		TOTAL CHAPITRE 960	0	600 000 000
970	820	CHARGES ET PRODUITS NON AFFECTES		
		Résultat de fonctionnement reporté	4 068 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 970	4 068 000 000	0
TOTAL GENERAL.....			4 302 865 000	600 000 000
SOLDE.....			3 702 865 000	

Art. 2.— Les dépenses ordinaires du budget du territoire de l'exercice 2001 sont modifiées comme suit :

S-CHAP	ART	LIBELLE	EN +	EN -
931 01	611	REMUNERATIONS ET CHARGES		
	618	Rémunération brute du personnel de remplacement	67 300 000	
		Charges sociales, part patronale	17 200 000	
		TOTAL CHAPITRE 931	84 500 000	0
932 03	634	SECTEUR SANTE ET ENVIRONNEMENT		48 500 000
		Electricité, eau, gaz		
932 11	633	SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE		
		Acquisition petit matériel, outillage et mobilier		244 000
		TOTAL CHAPITRE 932	0	48 744 000
933 01	609	PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT		
	631	Autres denrées et fournitures consommées	10 000 000	
	639	Entretien et réparation à l'entreprise	30 000 000	
	664	Autres travaux et services extérieurs	30 000 000	
		Frais de postes et télécommunications	25 000 000	
933 02	657-000	ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANCAISE		
		Dotation globale de fonctionnement de l'APF	133 610 000	
933 09	666	ACTION GENERALE DU GOUVERNEMENT		
		Indemnités des élus et membres du gouvernement	17 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 933	245 610 000	0

S-CHAP	ART	LIBELLE	EN +	EN -
934 02		MFR ET SON CABINET		
	603	Carburants et produits de garage		35 000
	605	Produits d'entretien ménager		86 797
	608	Fournitures de bureau		842 358
	609	Autres denrées et fournitures consommées		20 000
	631	Entretien et réparation à l'entreprise		39 406
	632-50	Prestations effectuées par le service de l'informatique		816 000
	633	Acquisition petit matériel, outillage et mobilier		174 000
	639	Autres travaux et services extérieurs		50 000
	660	Fêtes et cérémonies		389 882
	662	Impressions, reliures et autres prestations de services		200 000
	663	Documentation générale		44 127
	664	Frais de postes et télécommunications		276 225
		TOTAL CHAPITRE 934	0	2 973 795
935 03		ADMINISTRATION ET DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS		
	630	Loyers et charges locatives	447 000	
	634	Electricité, eau, gaz	262 000	
935 10		AUTRES INTERVENTIONS - ADMINISTRATION GENERALE		
	639	Autres travaux et services extérieurs		2 500 000
	661	Frais de transport		11 500 000
	662	Impressions, reliures & autres prestations de sces		1 512 000
		TOTAL CHAPITRE 935	709 000	15 512 000
940 10		AUTRES INTERVENTIONS - SECTEUR FINANCES		
	639	Autres travaux et services extérieurs	3 832 392	
		TOTAL CHAPITRE 940	3 832 392	0
943 07		DIRECTION DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES		
	657-100	Subv aux collèges et lycées	6 205 000	
	657-110	Subv à l'enseignement privé	600 000	
		TOTAL CHAPITRE 943	6 805 000	0
944 10		AUTRES INTERVENTIONS - SECTEUR CULTURE		
	657-509	Subv à l'académie marquisienne		2 300 000
		TOTAL CHAPITRE 944	0	2 300 000
950 01		SERVICES CENTRAUX DU SERVICE DE LA SANTE		
	600	Produits pharmaceutiques et d'hygiène	8 000 000	
	630	Loyers et charges locatives	900 000	
	639	Autres travaux et services extérieurs	14 040 000	
	661	Frais de transport	5 000 000	
	662	Impressions, reliures et autres prestations de services	3 000 000	
950 02		MEDECINE PREVENTIVE		
	603	Carburants et produits de garage	500 000	
	609	Autres denrées et fournitures consommées	500 000	
	633	Acquisition petit matériel, outillage et mobilier	500 000	
	662	Impressions, reliures et autres prestations de services	3 000 000	
950 05		CIRCONSCRIPTION MEDICALE DE MOOREA		
	601	Alimentation	600 000	
	631	Entretien et réparation à l'entreprise	200 000	
	639	Autres travaux et services extérieurs	500 000	
	661	Frais de transport	500 000	

S-CHAP	ART	LIBELLE	EN +	EN -
950 06		CIRCONSCRIPTION MEDICALE DES ISLV		
	600	Produits pharmaceutiques et d'hygiène	1 200 000	
	604	Combustibles	400 000	
	609	Autres denrées et fournitures consommées	300 000	
	631	Entretien et réparation à l'entreprise	900 000	
	632	Travaux d'exploitation à l'entreprise	1 500 000	
	634	Electricité, eau, gaz	2 600 000	
	639	Autres travaux et services extérieurs	200 000	
	661	Frais de transport	800 000	
	664	Frais de postes et de télécommunications	3 400 000	
950 07		CIRCONSCRIPTION MEDICALE DES MARQUISES		
	601	Alimentation	300 000	
	603	Carburants et produits de garage	100 000	
	605	Produits d'entretien ménager	100 000	
	634	Electricité, eau, gaz	1 250 000	
	639	Autres travaux et services extérieurs	300 000	
	661	Frais de transport	1 200 000	
	664	Frais de postes et de télécommunications	850 000	
950 08		CIRCONSCRIPTION MEDICALE DES AUSTRALES		
	634	Electricité, eau, gaz	150 000	
	661	Frais de transport	400 000	
	664	Frais de postes et de télécommunications	350 000	
950 10		AUTRES INTERVENTIONS - SECTEUR SANTE		
	603	Carburants et produits de garage	2 000 000	
	644-03	Part aux frais des évacuations sanitaires à l'intérieur du Territoire	7 000 000	
	639	Autres travaux et services extérieurs		29 040 000
950 90		TRAVAUX EN REGIE - SECTEUR SANTE		
	609	Autres denrées et fournitures consommées	6 200 000	
	633	Acquisition petit matériel, outillage et mobilier	500 000	
	661	Frais de transport	1 000 000	
	662	Impressions, reliures et autres prestations de services	800 000	
		TOTAL CHAPITRE 950	71 040 000	29 040 000
951 01		JEUNESSE ET SPORTS		
	657-604	Subv aux fédérations, ligues et comités	25 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 951	25 000 000	0
952 04		ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES		
	661	Frais de transport	12 000 000	
952 10		AUTRES INTERVENTIONS - SECTEUR SOCIAL		
	639	Autres travaux et services extérieurs	16 020 000	
	657-036	Subvention à l'Office Polynésien de l'Habitat - Logts Punavai Nui	200 000 000	
	657-082	Subvention à la caisse de soutien du prix du coprah	150 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 952	378 020 000	0
953 01		TRAVAIL		
	639	Autres travaux et services extérieurs		1 000 000
953 03		EMPLOI, FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES		
	639	Autres travaux et services extérieurs	6 440 000	
953 10		AUTRES INTERVENTIONS - SECTEUR TRAVAIL		
	650-07	Programme d'actions pour la formation et l'insertion	7 560 000	
	650-12	Allocation pour chantier d'intérêt général	200 000 000	
	657-023	Subv au centre de form. Professionnelle pour adultes		124 374 000
		TOTAL CHAPITRE 953	214 000 000	125 374 000

S-CHAP	ART	LIBELLE	EN +	EN -
960 01		ECONOMIE		
	603	Carburants et produits de garage		300 000
	608	Fournitures de bureau		200 000
	633	Acquisition petit matériel, outillage et mobilier		700 000
	639	Autres travaux et services extérieurs		800 000
	662	Impressions, reliures et autres prestations de services		600 000
960 05		PROMOTION DES INVESTISSEMENTS		
	630	Loyers et charges locatives		1 000 000
960 10		AUTRES INTERVENTIONS - SECTEUR ECONOMIE		
	639	Autres travaux et services extérieurs		500 000
	657-903	Subv au fonds de régulation des prix des hydrocarbures	150 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 960	150 000 000	4 100 000
962 02		GROUPEMENT D'INTERVENTIONS DE LA POLYNESIE		
	603	Carburants et produits de garage	50 000 000	
	609	Autres denrées et fournitures consommées	30 000 000	
	631	Entretien et réparation à l'entreprise	50 000 000	
	633	Acquisition petit matériel, outillage et mobilier	40 000 000	
	639	Autres travaux et services extérieurs	23 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 962	193 000 000	0
966 10		AUTRES INTERVENTIONS - SECTEUR COMMUNICATIONS		
	639	Autres travaux et services extérieurs		38 163 000
		TOTAL CHAPITRE 966	0	38 163 000
970		CHARGES ET PRODUITS NON AFFECTES		
	685	Dotation aux provisions	969 669 000	
	826	Charges sur exercices antérieurs	872 300 000	
	831-02	Prélèvement pour autofinancement	754 586 403	
		TOTAL CHAPITRE 970	2 596 555 403	0
TOTAL GENERAL.....			3 969 071 795	266 206 795
SOLDE.....			3 702 865 000	

Art. 3.— Les recettes extraordinaires du budget du territoire de l'exercice 2001 sont modifiées comme suit :

CHAP	ART	LIBELLE	EN +	EN -
900		BATIMENTS ADMINISTRATIFS		
	105-109	Participation de l'Etat (Contrat de développement)		12 151 072
		TOTAL CHAPITRE 900	0	12 151 072
901		VOIRIE TERRITORIALE		
	105-109	Participation de l'Etat (Contrat de développement)		109 463 945
		TOTAL CHAPITRE 901	0	109 463 945
902		RESEAUX TERRITORIAUX		
	105-109	Participation de l'Etat (Contrat de développement)		6 722 340
	105-112	Part. de l'Etat (Cv renfet autonomie éco de la PF)		47 080 351
		TOTAL CHAPITRE 902	0	53 802 691
903		EQUIPEMENT SCOLAIRE ET CULTUREL		
	105-109	Participation de l'Etat (Contrat de développement)	364 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 903	364 000 000	0
904		EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL		
	105-109	Participation de l'Etat (Contrat de développement)		2 396 565
		TOTAL CHAPITRE 904	0	2 396 565

CHAP	ART	LIBELLE	EN +	EN -
905		TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS		
	105-109	Participation de l'Etat (Contrat de développement)		82 287
	105-112	Part. de l'Etat (Cv renfet autonomie éco de la PF)		810 600 000
		TOTAL CHAPITRE 905	0	810 682 287
906		SERVICES ECONOMIQUES AUTRES QUE TRANSPORTS		
	105-109	Participation de l'Etat (Contrat de développement)	15 507 000	
		TOTAL CHAPITRE 906	15 507 000	0
907		EQUIPEMENT RURAL		
	105-109	Participation de l'Etat (Contrat de développement)		174 154
	105-902	Participation du FED		12 200 000
		TOTAL CHAPITRE 907	0	12 374 154
914		PROGRAMMES POUR AUTRES TIERS		
	105-109	Participation de l'Etat (Contrat de développement)	9 972 207	
	105-902	Participation du FED		10 392 764
		TOTAL CHAPITRE 914	9 972 207	10 392 764
927		FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE SECTION D'INVEST.		
	105-112	Part. de l'Etat (Cv renfet autonomie éco de la PF)		184 000 000
	115-00	Prélèvement sur la section de fonctionnement	754 586 403	
	163-01	Emprunt auprès de l'AFD - 1er guichet		81
	163-02	Emprunt auprès de l'AFD - 2ème guichet		333 824
	169-5	Emprunt auprès de l'AFD - CAVC		243 222
		TOTAL CHAPITRE 927	754 586 403	184 577 127
TOTAL GENERAL.....			1 144 065 610	1 195 840 605
SOLDE.....			-51 774 995	

Art. 4.— Les autorisation de programme votées au budget du territoire pour l'exercice 2001 sont modifiées comme suit :

CHAP	O. P.	LIBELLE	EN +	EN -
900		BATIMENTS ADMINISTRATIFS		
	57.1990	Aménagement de terrains territoriaux	100 000 000	
	1.2000	Matériel informatique -PR	21 000 000	
	68.2000	Amenagement de site internet - Divers ministères	50 000 000	
	97.2000	Relogement des services du MFR	10 600 000	
	8.2001	Matériel de transport - Tous services	18 830 000	
	2.1999	Centre administratif des Marquises		520 000 000
	169.1998	Matériel de transport - Circ administratives		7 200 000
	5.2001	Aménagement de bureau - Tous services	15 000 000	
	7.2001	Matériel informatique - Tous services	1 000 000	
	8.2001	Matériel de transport - Tous services	4 214 000	
	9.2001	Matériel et mobilier - Tous services	5 544 000	
		Etudes - Relogement du MJS et services	30 000 000	
		Terrain Nivee	1 000 000 000	
		Logiciels Microsoft Project 2000	2 285 000	
		Equipements informatiques - Centre de transfusion sanguine	17 000 000	
		Matériels techniques - SEFI	3 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 900	1 278 473 000	527 200 000
901		VOIRIE TERRITORIALE		
	118.1999	Aménagement du cours d'eau Vaiami (FREPF)	60 000 000	
	132.1999	Eclairage public front de mer et avenue Bruat	18 000 000	
	27.2001	Echangeur Punaruu	300 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 901	378 000 000	0

CHAP	O. P.	LIBELLE	EN +	EN -
902	37.1999	RESEAUX TERRITORIAUX VRD et assainissement Uturoa 2000 (FREPF)	178 700 000	
		TOTAL CHAPITRE 902	178 700 000	0
903		EQUIPEMENT SCOLAIRE ET CULTUREL		
	85.1996	Construction de bâtiment - Ministère de la culture	35 000 000	
	222.1998	Raccordement électrique station de Toovii (Cd 01.06)	2 150 000	
	43.1999	Programme d'aménagements sportifs Marquises		80 000 000
	44.1999	Programme d'aménagements sportifs Tuamotu		50 000 000
	137.1999	Salle omnisports et terrain de Foot ball à Tubuai	10 000 000	
	36.2001	Programme d'aménagements sportifs Australes	50 000 000	
		Réfection du parking du stade Pater	14 150 000	
		Centres d'accueil, d'information et d'animation collective (2ème Cdév)	100 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 903	211 300 000	130 000 000
904	78.1998	EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL Reconstruction infirmerie de Reao (Cd15.01)		500 000
		TOTAL CHAPITRE 904	0	500 000
905		TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS		
	157.1995	Réfection aéroport de Arutua (Cd09.02.04)	45 000 000	
	54.1999	Construction de l'aéroport de Raivavae	300 000 000	
	116.2000	Construction de dépôts d'hydrocarbure	7 000 000	
		Etudes ouvrages et signalisation maritime	10 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 905	362 000 000	0
906		SERVICES ECONOMIQUES AUTRES QUE TRANSPORTS		
	56.1996	Développement de la pêche hauturière		19 611 809
	57.1997	Programme d'investissement pour la pêche (FIM97/98)		66 883 719
	106.1998	Programme pour la pêche (FIM98/99)		91 134 000
	144.1999	Programme pour la pêche (FIM99/00)		90 000 000
	38.2000	Programme pour la pêche (FIM00/01)		110 500 000
	91.2001	Programme pour la pêche (FIM01/02)		150 000 000
		Programme pour la pêche (FIM)	528 129 528	
		TOTAL CHAPITRE 906	528 129 528	528 129 528
907		EQUIPEMENT RURAL		
	79.2000	Plan de lutte contre les nuisibles des cultures	40 000 000	
	92.2001	Protection phytosanitaire de la PF (2ème Cdév)	4 200 000	
	94.2001	Développement de la filière vanille (2ème Cdév)		134 700 000
	95.2001	Encadrement et vulgarisation (2ème Cdév)	3 600 000	
	96.2001	Amélioration de la qualité des productions végétales (2ème Cdév)	2 400 000	
	98.2001	Recherche/développement plantes indigènes à potentiel industriel (2ème Cdév)	900 000	
	100.2001	Coopération en recherche / développement avec le Cirad (2ème Cdév)		145 000 000
	102.2001	Travaux d'entretien des domaines agricoles (2ème Cdév)	2 600 000	
	103.2001	Développement cocoterales / mesures d'accompagnement (2ème Cdév)	9 300 000	
		Production de noix hybrides pour la cocoteraie	16 000 000	
		Régénération de la cocoteraie	62 500 000	
		TOTAL CHAPITRE 907	141 500 000	279 700 000
908		URBANISME ET HABITATION		
	125.2000	Logement de fonction - Infirmerie de Reao	500 000	
	105.2001	Grosses réparations des logements administratifs - Tubuai	2 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 908	2 500 000	0
909		AUTRES EQUIPEMENTS		
		Incinérateurs à Nivee	35 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 909	35 000 000	0

CHAP	O. P.	LIBELLE	EN +	EN -
911		PROGRAMMES POUR LES ETABLISSEMENTS TERRITORIAUX		
	355.1989	Subvention à l'Otesse	54 170 000	
	65.1997	Subvention au CFPA		4 330 000
	124.1998	Subv OTHS - Chalets Pater		81 600 000
	125.1998	Subv OTHS - Logements sociaux (CD13.01 et CD13.02)		502 500 000
	96.1999	Subv OTHS - Logements sociaux et emprises foncières (Cv renft auton.)		4 473 000 000
	97.1999	Subv OTHS - RHI Mamao AIVI		350 000 000
	126.1999	Subv au FEI - Prog 130 Fare MTR (Cv de renft éco PF)		560 600 000
		Subv au CTRDP - Remise en état du bâtiment	1 910 000	
	127.2000	Subv OTESSE - Relogement	59 740 000	
		Subv OTESSE - 5 salles de Squash au stade Fautau	55 000 000	
		Subv au CAT - Aménagement d'une classe de musique (2ème Cdév)	15 000 000	
		Centres d'accueil, d'information et d'animation collective (2ème Cdév)	150 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 911	335 820 000	5 972 030 000
914		PROGRAMMES POUR AUTRES TIERS		
	57.2000	Subvention à l'église adventiste du 7ème jour	9 000 000	
	152.2001	Construction et rénovation des MFR	26 700 000	
		Subv à l'académie marquisienne	2 300 000	
	148.2001	Plantations d'agrumes aux Australes (2ème Cdév)		2 100 000
	151.2001	Aides pour le développement de la cocoteraie (2ème Cdév)		5 000 000
	101.1992	Subventions pour le développement pêche et aquaculture		55 970 764
	137.1994	Subv aux armateurs - Modernisation des unités de pêche traditionnelle		12 909 181
	60.1996	Subv aux armateurs - Modernisation des unités de pêche		2 066 855
	28.1997	Subv pour le développement pêche (FIM96/97)		139 268
	72.1997	Subv pour le développement pêche (FIM97/98)		3 819 196
	212.1998	Programme d'invest pour la pêche (FIM96/97)		3 643 828
	216.1998	Subv pour le développement de la pêche hauturière		898 718
	137.1998	Subv pour le développement pêche (FIM98/99)		1 131 118
	149.1999	Subv pour le développement pêche (FIM99/00)		56 000 000
	61.2000	Subv pour le développement pêche (FIM00/01)		60 000 000
		Subv pour le développement de la pêche (FIM)	196 578 928	
		Subv Setil - Etudes aménagement (village Metu@)	20 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 914	254 578 928	203 678 928
925		MOUVEMENTS FINANCIERS		
	154.2001	Frais extraordinaires Air Tahiti Nui (E/O)		600 000 000
		TOTAL CHAPITRE 925	0	600 000 000
TOTAL GENERAL			3 706 001 456	8 241 238 456
SOLDE			-4 535 237 000	

Art. 5.— Les crédits de paiement votés au titre du budget du territoire pour l'exercice 2001 sont modifiées comme suit :

CHAP	LIBELLE	EN +	EN -
900	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	580 550 928	
901	VOIRIE TERRITORIALE		210 495 021
902	RESEAUX TERRITORIAUX	26 185 121	
903	EQUIPEMENT SCOLAIRE ET CULTUREL	296 144 917	
904	EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL		188 186 528
905	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS		414 690 784
906	SCES ECONOMIQUES AUTRES QUE TRANSPORTS		45 493 000
907	EQUIPEMENT RURAL	10 480 929	
908	URBANISME ET HABITATIONS	16 500 000	
909	AUTRES EQUIPEMENTS	45 500 000	
911	PROGRAMMES POUR LES ETABLISSEMENTS TERRITORIAUX	343 549 000	
914	PROGRAMMES POUR AUTRES TIERS	88 179 443	
925	MOUVEMENTS FINANCIERS		600 000 000
TOTAL GENERAL		1 407 090 338	1 458 865 333
SOLDE		-51 774 995	

Art. 6.— Il est constitué une provision pour dépréciation des titres "Air Tahiti Nui" d'un montant de *neuf cent soixante-neuf millions six cent soixante-neuf mille francs CFP* (969.669.000 F CFP).

Art. 7.— Sont autorisées les modifications suivantes :

Au lieu de :

"A.P. 104.2000 : Station d'épuration assainissement collectif Outumaoro - F.E.D.

A.P. 129.2000 : Programme de renforcement électrique de Fatu Hiva - F.E.D.

A.P. 77.1998 : Reconstruction hôpital de Taiohae, 2e tranche (C.D. 15.07)

A.P. 182.1998 : Reconstruction du centre médical de Bora Bora (C.D. 15.07)

A.P. 164.2001 : Equipements nouvel hôpital psychiatrique

A.P. 51.1999 : Matériels (contrats d'objectifs 1999)."

Lire :

"A.P. 104.2000 : Station d'épuration assainissement collectif Outumaoro - F.E.D. (E/O)

A.P. 129.2000 : Programme de renforcement électrique de Fatu Hiva - F.E.D. (E/O)

A.P. 77.1998 : Hôpital de Taiohae, 2e tranche

A.P. 182.1998 : Reconstruction du centre médical de Bora Bora

A.P. 164.2001 : Nouvel hôpital psychiatrique

A.P. 51.1999 : Programme des contrats d'objectifs."

Art. 8.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Tarita SINJOUX.

La présidente,
Lucette TAERO.

DELIBERATION n° 2001-153 APF du 30 août 2001 portant approbation du plan pour la santé 2001-2005.

NOR : DSP0101003DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 883 CM du 9 juillet 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 92-2001 APF/SG du 21 août 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1055-2001 Prés.APF/SG du 21 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 6537 du 24 août 2001 de la commission de la santé, de la recherche et de l'environnement ;

Vu le rapport n° 132-2001 du 30 août 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 30 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le plan pour la santé 2001-2005 est approuvé. (1)

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Tarita SINJOUX.

La présidente,
Lucette TAERO.

(1) Il fera l'objet d'une publication ultérieure dans un numéro spécial.

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1137 CM du 6 septembre 2001 nommant Mme Lysiane Cier Foc aux fonctions de chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim.

NOR : PEL0101417AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 84-1027 AT du 15 novembre 1984 portant création du service du personnel ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 août 2001,

Arrête :

Article 1er.— Mme Lysiane Cier Foc est nommée chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim, à compter du 1er septembre 2001.

Art. 2.— Le ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté qui abroge l'arrêté n° 109 CM du 26 janvier 1998 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 septembre 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre du travail,
du dialogue social,
de la fonction publique,
de la rénovation de l'administration
et de la déconcentration administrative,
Armelle MERCERON.

ARRETE n° 1138 CM du 6 septembre 2001 portant cessation de fonctions de M. Roger Bonnacaze, en qualité de chef du service des affaires sociales par intérim.

NOR : AFS0101305AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la solidarité et de la famille,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1918 PEL du 7 août 1963 portant réorganisation du service des affaires sociales de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 août 2001,

Arrête :

Article 1er.— Il est mis fin aux fonctions de Roger Bonnacaze, en qualité de chef du service des affaires sociales par intérim, pour compter du 1er septembre 2001.

Art. 2.— Le ministre de la solidarité et de la famille est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui abroge l'arrêté n° 774 CM du 30 mai 2001, qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 septembre 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de la solidarité
et de la famille,*
Pia FAATOMO.

ARRETE n° 1139 CM du 6 septembre 2001 portant nomination de M. Marc Jammet en qualité de chef du service des affaires sociales par intérim.

NOR : AFS0101305AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la solidarité et de la famille,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1918 PEL du 7 août 1963 portant réorganisation du service des affaires sociales de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 août 2001,

Arrête :

Article 1er.— M. Marc Jammet est nommé chef du service des affaires sociales par intérim, pour compter du 1er septembre 2001.

Art. 2.— Le ministre de la solidarité et de la famille est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 septembre 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de la solidarité
et de la famille,*
Pia FAATOMO.

NOR : ITS0101329AC

Par arrêté n° 1122 CM du 4 septembre 2001.— Est constaté au niveau de 117,4 l'indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois de juillet 2001 (base 100 en décembre 1988).

NOR : AFD0101314AC

Par arrêté n° 1123 CM du 4 septembre 2001.— Dans le cadre d'un projet de construction d'un complexe sportif, la commune de Tahaa est autorisée à occuper partiellement les deux servitudes publiques situées en limites sud et sud-est de la terre Tevainui 1, parcelle sise à Faaaha, commune de Tahaa. Cette occupation est destinée à l'implantation partielle d'un complexe sportif et d'une clôture, et à réaliser un empiètement de prospect de la construction précitée sur le domaine public maritime.

Et tel que le tout figure sur le plan joint à la demande de la commune de Tahaa en date du 16 janvier 2001, complétée en août 2001.

La bénéficiaire s'engage à créer une nouvelle servitude de passage public d'un mètre de large située en limites sud et sud-est de sa propriété.

NOR : AFD0101315AC

Par arrêté n° 1124 CM du 4 septembre 2001.— L'article 1er de l'arrêté n° 1830 CM du 29 décembre 2000 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Ahe, commune de Manihi, au profit de la société civile Poe Raina, est modifié comme suit en ce qui concerne la situation géographique de l'emplacement maritime :

- sis à environ 700 mètres de la terre Huoia, PV n° 67.

Le reste sans changement.

NOR : AFD0101316AC

Par arrêté n° 1125 CM du 4 septembre 2001.— M. Iotua Jean-Yves Mace est autorisé à occuper la servitude de curage d'un caniveau sis au droit du lot A dépendant du partage de la terre Teoohu sise à Haapu, commune de Huahine (îles Sous-le-Vent). Cette occupation est destinée à la réalisation d'un projet de construction à usage d'habitation de type MTR F3 et d'une clôture, et à réaliser un empiètement de prospect de la construction sus-citée sur le domaine public fluvial.

Et tel que le tout figure sur l'extrait de plan joint à la demande de l'intéressé en date du 28 décembre 2000.

Le bénéficiaire devra assurer, à sa charge et sous sa responsabilité, le curage de l'exutoire au droit de sa propriété.

NOR : AFD0101318AC

Par arrêté n° 1126 CM du 4 septembre 2001.— La terre domaniale Vaiatu lot A (partie), cadastrée commune de Papara, section AE n° 55, d'une superficie de 41 ares 10 centiares, est affectée au profit de la commune de Papara.

Telle qu'elle appartient à la Polynésie française en vertu d'un acte transcrit à la conservation des hypothèques au volume 1537 n° 14 et telle qu'elle figure sur le plan détenu par la direction des affaires foncières.

Cette affectation est destinée à l'aménagement d'un plateau sportif.

Cette construction devra être réalisée dans un délai de trois ans.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance du terrain et deviendra propriétaire par accession des constructions y édifiées sans aucune indemnité.

NOR : AFD0101297AC

Par arrêté n° 1127 CM du 4 septembre 2001.— La location d'une parcelle d'une superficie de 30 hectares dont 24 exploitables de la vallée Teohu sise à Papara, est autorisée au profit de M. Jean-Yann Pambrun, pour un projet d'envergure de culture de la banane.

La présente location est consentie à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, pour une durée de 9 années, suivant les modalités de loyer ci-après :

- loyer gratuit pour les 2 premières années de location, sous réserve de commencer la mise en valeur sous 16 (seize) mois ;
- loyer mensuel de 40.000 F CFP (*quarante mille francs pacifiques*) pour compter de la 3^e année.

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris chaque année par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

NOR : AFD0101266AC

Par arrêté n° 1128 CM du 4 septembre 2001.— M. Orsmond Tinomana Tamihau Flohr est autorisé, à titre précaire et révocable à tout moment, pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconduction avec terme maximum de 9 années, à occuper deux emplacements du domaine public maritime d'une superficie de 740 mètres carrés, à 70 mètres (440 mètres carrés) et à 90 mètres (300 mètres carrés) du motu Teoneori à Faie, commune de Huahine.

Cette autorisation d'occupation est consentie aux clauses et conditions suivantes, toutes de rigueur, à savoir :

1° Le bénéficiaire affectera exclusivement les emplacements maritimes à l'aménagement de 2 parcs d'élevage de poissons lagunaires à vocation touristique.

Les installations devront être balisées de manière visible et ne pas gêner le passage habituel des embarcations.

2° Le bénéficiaire se conformera aux prescriptions techniques que pourront lui faire tenir les agents habilités par le territoire et en particulier du service de la pêche et de la délégation à l'environnement, notamment en ce qui concerne la matérialisation des emplacements et la protection du milieu naturel, le quota et les conditions de capture des poissons destinés aux parcs.

3° Il s'engage à accepter la visite de ses installations par les agents habilités par le territoire, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou de celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant.

4° Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

5° Enfin, le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans le consentement écrit du territoire.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation à Papeete, est fixée à 30.000 F CFP.

Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 CM du 28 février 1980.

À l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, le bénéficiaire sera tenu d'enlever à ses frais et sous sa responsabilité toutes les installations qu'il aura établies sur les emplacements maritimes, sans indemnité.

NOR : SEC0101217AC

Par arrêté n° 1129 CM du 4 septembre 2001.— Sont intégrées et classées dans le domaine public routier territorial les voies de désenclavement A et B créées lors de la construction de la route de dégagement Ouest de Papeete (R.D.O.) et les voies A et B' du domaine Tutuapare sises dans la commune de Faavae.

NOR : TFD0101303AC

Par arrêté n° 1130 CM du 4 septembre 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 22-01 TFTN du 26 juillet 2001 du conseil d'administration de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture, réuni en sa séance du 26 juillet 2001, modifiant la délibération n° 11-99 TFTN du 16 mars 1999 fixant les tarifs de location et des prestations de services rendus par Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture.

Délibération n° 22-01 TFTN du 26 juillet 2001

Article 1er.— L'article 3 de la délibération n° 11-99 TFTN du 16 mars 1999 est modifié et devient ce qui suit :

Art. 3.—Adhésion en discothèque/vidéothèque

A) *Discothèque :*

- *Ecoute individuelle :*

- écoute de CD et de cassettes musicales avec casquegratuite

- *Ecoute collective :*
- pour les collectivités scolaires et universitaires, écoute de CD et de cassettes musicales gratuite
- *Adhésion annuelle : "Discothèque"*
- adultes 2.500 F CFP
- adolescents 2.000 F CFP (prêt de deux K7 audio ou de compact disques pendant deux semaines)
- *Adhésion annuelle : "Bibliothèque/Discothèque"*
- adultes 5.000 F CFP (prêt de trois livres + deux compact disques ou K7/quinzaine)
- adolescents 3.000 F CFP (prêt de trois livres + deux compact disques ou K7/quinzaine)
- en cas de perte ou de détérioration : remplacement du CD ou de la K7, ou à défaut remplacement par un autre CD ou une autre K7 au choix de Te Fare Tauhiti Nui.

B) Vidéoclub :

Projection de grands classiques du cinéma mondial, de grands reportages ou de films à caractère culturel disponibles dans le fonds appartenant à Te Fare Tauhiti Nui.

Tarifs (à la séance) :

- adultes 400 F CFP
- adolescents 200 F CFP
- location en milieu scolaire et universitaire pour animation thématique (vidéogrammes seulement) ... 400 F CFP/jour/film
- par jour supplémentaire 100 F CFP/jour/film
- en cas de perte ou de détérioration 5.000 F CFP à défaut de remplacement du vidéogramme

C) Vidéothèque :

- visionnage collectif 50 F CFP/personne
- projection de dessins animés ou de films pour enfants les vendredis après-midi 100 F CFP/enfant
- projection de films, concerts, documentaires pour adolescents les mercredis après-midi 200 F CFP/enfant
- visionnage collectif autre que scolaire 200 F CFP/film/personne

N.B : Est prise en compte l'immobilisation de la salle en fonction du programme d'occupation.

D) Pénalités :

- K7 audio 20 F CFP/jour de retard/K7
- CD/K7 vidéo 30 F CFP/jour de retard/CD/K7

NOR : RDP0101251AC

Par arrêté n° 1132 CM du 5 septembre 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2001-6 CTRDP du 19 juin 2001 du conseil d'administration du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques (C.T.R.D.P.) portant adoption du compte financier et affectation des résultats de l'exercice 2000 de l'établissement.

NOR : RDP0101254AC

Par arrêté n° 1133 CM du 5 septembre 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2001-7 CTRDP du 19 juin 2001 du conseil d'administration du Centre territorial de recherche et de documentation

pédagogiques (C.T.R.D.P.) portant modification du budget de l'établissement pour l'exercice 2001.

Le budget modifié est arrêté, en dépenses et en recettes, à la somme de 64.370.814 F CFP.

- Dépenses de fonctionnement :	39.905.936	- Recettes de fonctionnement :	35.504.520
Total :	39.905.936	- Virement entre sections :	4.401.416
		Total :	39.905.936
- Dépenses investissements :	24.464.876	- Recettes investissement :	16.620.000
- Virement entre sections :	4.401.416	- Diminution du fonds de roulement :	12.245.294
Total :	28.866.294	Total :	28.866.294
Total brut des dépenses :	68.772.230	Total brut des recettes :	68.772.230
- Virement entre sections :	4.401.416	- Virement entre sections :	4.401.416
Total net des dépenses :	64.370.814	Total net des dépenses :	64.370.814

NOR : RDP0101255AC

Par arrêté n° 1134 CM du 5 septembre 2001.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes du conseil d'administration du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques (C.T.R.D.P.) ;

- n° 2001-8 CTRDP du 19 juin 2001 portant adoption des tarifs de vente et prestations de services du C.T.R.D.P. ;
- n° 2001-9 CTRDP du 19 juin 2001 fixant le montant de l'indemnité de sujétion pour l'année scolaire 2001-2002 du directeur du C.T.R.D.P. ;
- n° 2001-10 CTRDP du 19 juin 2001 fixant le montant de l'indemnité de sujétion pour l'année civile 2002 de la gestionnaire du C.T.R.D.P.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 2082 PR du 3 septembre 2001 relatif à l'exercice des attributions du vice-président, ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, du développement des archipels, des nouvelles technologies et des postes.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 638 PR du 19 mai 2001 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 639 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, du développement des archipels, des nouvelles technologies et des postes ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Georges Puchon, ministre de l'économie et des finances, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes de la vice-présidence et du ministère de l'emploi, de la formation professionnelle, du développement des archipels, des nouvelles technologies et des postes, pendant l'absence de M. Edouard Fritch du 25 au 31 août 2001 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 septembre 2001.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 2118 PR du 5 septembre 2001 portant désignation des membres de la commission locale du Fonds de restructuration de la défense (FRED).

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la convention du 4 février 1995 entre l'Etat (ministère de la défense) et le territoire ;

Vu la circulaire n° 5-598 DEF/SGA/DAR du 20 juillet 1995,

Arrête :

Article 1er.— Les membres représentant la Polynésie française au sein de la commission locale du Fonds de restructuration de la défense (FRED) sont les suivants :

- le Président du gouvernement de la Polynésie française, vice-président de la commission locale ;
- le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'emploi, de la formation profes-

sionnelle, du développement des archipels, des nouvelles technologies et des postes ;

- le ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine ;
- le ministre de la pêche, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises ;
- le conseiller spécial du Président en charge du développement économique, ou leurs représentants.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 septembre 2001.
Gaston FLOSSE.

Par arrêté n° 2081 PR du 3 septembre 2001.— M. Alain Adam, inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement auprès de la délégation à l'environnement, est habilité à constater les infractions à la réglementation applicable aux installations classées telle qu'elle est prévue par le livre IV du code de l'aménagement du territoire.

A cet effet, l'intéressé prêterait serment devant le tribunal et sera porteur d'une commission d'emploi.

Par arrêté n° 2083 PR du 3 septembre 2001.— Le présent arrêté a pour objet de fixer le plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti arrêté au 30 juin 2001, conformément aux dispositions de l'article 36 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française.

Les personnes physiques et morales autorisées à assurer les services touristiques de transport de personnes sur l'île de Tahiti sont énumérées à l'annexe du présent arrêté. Les différentes prestations agréées ainsi que les conditions d'exploitation exigées de chacune de ces personnes sont également présentées dans cette annexe.

L'arrêté n° 366 PR du 26 février 2001 fixant le plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti est abrogé.

Annexe
Plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti
arrêté au 30 juin 2001

Titulaires	Situation administrative				Prestations	Zone de prise en charge	Zone d'exploitation	Conditions d'exploitation
	Nbre de véhicules	Nbre total de places offertes	Licences					
			Nbre	Cat.				
Cowan Teva	2	18	2	C	Mont Marau, Belvédère, 3 cascades de Faarumai, trou du soufleur, traversée de l'île soit par Papeete, soit par Mataiea	Hôtels, quai	Faa'a, Malaiea, Papeete, Hitiaa, Tiarei, Papeete, Punaauia	Seules les excursions touristiques à l'intérieur de l'île sont autorisées et les déplacements sur la route sont strictement limités aux seuls besoins de ces excursions.
S.A.R.L. "Kia Ora South Pacific Tours"	6	89	1	A	Transferts de l'aéroport vers les hôtels, tour de l'île, tour de la ville, transferts hôtels vers restaurants, transferts hôtels vers le golf de Aitamaono, transferts Air Tahiti ou Aremiti vers les hôtels	Hôtels, quai, aéroport	Papeete, Faa'a, Mataiea, tour de l'île	
			5	B				
S.A.R.L. "Tahiti Nui Travel"	27	505	5	A	Transferts hôtels, aéroport, tour de l'île de Tahiti	Hôtels, quai, aéroport	Papeete, Faa'a, tour de l'île	
			22	B				
Ly Wa Ut Alice née Ng Pan	4	94	1	A	Transfert aéroport/hôtels, tour de l'île	Hôtels, quai, aéroport	Papeete, Faa'a, Punaauia, tour de l'île	
			3	B				
S.A.R.L. "Tahiti Expéditions" Safari	4	32	4	C	Mont Marau, cascades, traversée de l'île, Lavaludes de Hitiaa, lac de Vahiria, presqu'île	Agences, hôtels	Faa'a, Malaiea, Hitiaa, Papeete, presqu'île	Seules les excursions touristiques à l'intérieur de l'île sont autorisées et les déplacements sur la route sont strictement limités aux seuls besoins de ces excursions.
S.A.R.L. "Marama Transports Touristiques"	9	253	4	A	Transfert des passagers des paquebots de croisière vers les hôtels ou aéroport, tour de l'île, visite de la ville, tours d'orientation côte ouest et est	Quai, aéroport, hôtels	Papeete, Faa'a, tour de l'île	
			5	B				
S.A.R.L. "Transpolynésie"	3	129	3	A	Transferts aéroport/quai, tour de l'île	Hôtels, aéroport, quai	Tour de l'île, Papeete, Faa'a	
S.A.R.L. "Paradise Tours"	14	343	5	A	Transferts, tour de l'île	Hôtels, quai, aéroport	Tour de l'île, Papeete, Faa'a	
			9	B				
E.U.R.L. "Tahiti Tours"	3	50	3	B	Transferts, tour de l'île	Hôtels, quai, aéroport	Tour de l'île, Papeete, Faa'a	
S.A.R.L. "Fiti Transport"	2	18	2	B	Tour de l'île, tour de la ville, transferts tous hôtels, aéroport	Hôtels, aéroport	Tour de l'île, Papeete, Faa'a	
Leeteg William	2	24	2	B	Tour de l'île, tour au musée Gauguin, tour côté est, tour privé, transfert	Hôtels	Tour de l'île	
Brichet Maurice	3	56	2	D	Restaurant le Belvédère	A la demande	Pirae, hôtels	La prestation est limitée à l'acheminement de la clientèle vers le restaurant du Belvédère
			1	B				
S.A.R.L. "Tahiti Holidays"	2	18	2	B	Transfert hôtel/quai des ferries, aéroport, tour de l'île, musée de Tahiti et des îles et le city tour	Hôtels, quai, aéroport, Papeete	Papeete, Faa'a, tour de l'île, Punaauia	
Carpentier Robert	1	32	1	D	Acheminement de la clientèle du Méridien vers le centre de Papeete ou tout autre point de l'île de Tahiti	Hôtel Méridien	Punaauia, Papeete et tout autre point de l'île de Tahiti	La prestation est limitée à l'acheminement de la clientèle du Méridien vers le centre de Papeete ou tout autre point de l'île de Tahiti
S.A.R.L. "Relais de la Maroto"	2	18	2	C	Traversée de l'île, transfert nuitée, visite à l'intérieur de l'île	Relais de la Maroto	Papeete, Malaiea	Seules les excursions touristiques à l'intérieur de l'île sont autorisées et les déplacements sur la route territoriale sont strictement limités aux seuls besoins de ces excursions
Cowan Tania	2	26	2	B	Tour de l'île complet, demi-tour de l'île, transfert hôtel/aéroport, visites du lagonarium et des musées	Hôtels, aéroport	Tour de l'île, Papeete, Faa'a, Punaauia, Papeari	
Likaku Jean	2	20	2	B	Transfert au golf, transfert quai/aéroport/hôtel, tour de l'île et de la ville	Hôtels, quai, aéroport	Tour de l'île, Papeete, Faa'a, Mataiea	

Titulaires	Situation administrative				Prestations	Zone de prise en charge	Zone d'exploitation	Conditions d'exploitation
	Nbre de véhicules	Nbre total de places offertes	Licences					
			Nbre	Cat.				
Cordier Patrick	1	8	1	C	Traversée de l'île (Mataiea, lac de Vaihira, le relais de la Marote, vallée de la Papenoo) ou vice versa, Mont Marau, 3 cascades, trou du souffleur	Club "Te Vahine Ralere", groupe des foyers de Tahiti, "club découverte, G.I.E. "Tahiti tourisme", hôtels, agences	Mataiea, Papenoo, Tiarei, Faa'a, Papeete, Pirae	Seules les excursions touristiques à l'intérieur de l'île sont autorisées et les déplacements sur la route sont strictement limités aux seuls besoins de ces excursions
Luccioni Arnaud	2	18	2	C	Excursions : route traversière de la Papenoo/vallée de Mataiea, ou l'inverse, Mont Marau, trou du souffleur, 3 cascades de Tefaaumai	Hôtels, quai	Punaauia, Papeete, Mataiea, Papenoo, Tiarei, Faa'a	Seules les excursions touristiques à l'intérieur de l'île sont autorisées et les déplacements sur la route sont strictement limités aux seuls besoins de ces excursions

Par arrêté n° 2084 PR du 3 septembre 2001.— Le présent arrêté a pour objet de fixer le plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea arrêté au 30 juin 2001, conformément aux dispositions de l'article 36 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française.

Les personnes physiques et morales autorisées à assurer les services touristiques de transport de personnes sur l'île de Moorea sont énumérées à l'annexe du présent arrêté. Les différentes prestations agréées ainsi que les conditions d'exploitation exigées de chacune de ces personnes sont également présentées dans cette annexe.

L'arrêté n° 367 PR du 26 février 2001 fixant le plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea est abrogé.

Annexe
Plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea
arrêté au 30 juin 2001

Titulaires	Situation administrative				Prestations	Zone de prise en charge	Zone d'exploitation	Conditions d'exploitation	
	Nbre de véhicules	Nbre total de places offertes	Licences						
			Nbre	Cat.					
S.A.R.L. "Inner Island Safari Tours"	5	46	5	C	Excursions et visites guidées en montagne (visites à l'intérieur de l'île, plantation d'ananas, usine de jus de fruits, site de Tootea, marae, belvédère, domaine agricole de Opunohu, traversée des rivières, cascades)	Hôtels, quai de Vaiare, Marina	Afareaitu, Papetoai, Paopao, Maharepa, Haumi, Maatea, Ahiha, Haapiti, Tiahura	Seules les excursions touristiques à l'intérieur de l'île sont autorisées et les déplacements sur la route sont strictement limités aux seuls besoins de ces excursions	
Lucas épouse Haring Marie-Thérèse	5	65	1	A	Tour de l'île, transferts, usine de jus de fruit	Hôtels, quai de Vaiare, Marina	Tour de l'île, Papetoai, Afareaitu, Paopao, Vaiare	Pour les véhicules de catégorie C : seules les excursions touristiques à l'intérieur de l'île sont autorisées et les déplacements sur la route territoriale sont strictement limités aux seuls besoins de ces excursions	
			2	B					
			2	C	Circuits en montagne, visites des vallées, des plantations d'ananas et de vanille, des sites archéologiques, des cascades et des anguilles				
Pere Edmé	1	45	1	A	Tour de l'île	Hôtels	Tour de l'île		
S.A.R.L. "Ron's Adventures"	3	27	3	C	Excursions à l'intérieur de l'île, vallées de Papetoai (Opunohu) et de Paopao, domaine agricole, plantations d'ananas, marae, Belvédère, cascades	Marina, quai de Vaiare, hôtels	Papetoai, Paopao, Vaiare	Seules les excursions touristiques à l'intérieur de l'île sont autorisées et les déplacements sur la route sont strictement limités aux seuls besoins de ces excursions	
Haring Albert	7	191	3	A	Excursions au Belvédère de la baie Opunohu (Papetoai), tour de l'île, transfert aéroport/ferries/hôtels, transfert aéroport ou quai des ferries	Hôtels, quai de Vaiare, aéroport de Temae, Marina	Tour de l'île		
			4	B					
Ruta Billy	1	45	1	A	Transferts et tour de l'île	Hôtels	Tour de l'île		
Teamo John	1	9	1	B	Transferts et tour de l'île	Hôtels	Tour de l'île		
Amaru Sandy	2	105	2	A	Transferts, tour de l'île	Hôtels	Tour de l'île		
S.A.R.L. "Moorea Transports"	16	357	4	A	Tour de l'île, Belvédère, transferts	Hôtels, quai de Vaiare, Marina	Tour de l'île Paopao, Maharepa, Papetoai, Vaiare	Pour les véhicules de catégorie C : seules les excursions touristiques à l'intérieur de l'île sont autorisées et les déplacements sur la route territoriale sont strictement limités aux seuls besoins de ces excursions	
			7	B					
			5	C	Excursions safari à l'intérieur de l'île, visites des vestiges archéologiques et des sites naturels				
S.A.R.L. "Ben Tours"	10	203	3	A	Tour de l'île, le Belvédère, transferts aéroport/hôtels/quai	Hôtels, quai de Vaiare, Marina, aéroport de Temae	Tour de l'île, Papetoai, Afareaitu, Paopao, Temae	Pour les véhicules de catégorie C : seules les excursions touristiques à l'intérieur de l'île sont autorisées et les déplacements sur la route territoriale sont strictement limités aux seuls besoins de ces excursions	
			4	B					
			3	C	Safari, randonnée à l'intérieur de l'île, safari ananas				
S.A.R.L. "Moorea Tours"	5	171	3	A	Transferts, tour de l'île, visite du Belvédère Excursions à l'intérieur de l'île, Belvédère, plantations d'ananas, cascades de Afareaitu, équitation au ranch "Rupe Rupe"	Hôtels, quai de Vaiare, Marina	Afareaitu, Paopao, Papetoai, Vaiare, Tour de l'île	Pour les véhicules de catégorie C : seules les excursions touristiques à l'intérieur de l'île sont autorisées et les déplacements sur la route territoriale sont strictement limités aux seuls besoins de ces excursions	
			1	B					
			1	C					
Mura Salvatore	1	9	1	B	Tour de l'île, transferts de nuit et Belvédère	Hôtels	Tour de l'île		
S.A.R.L. "Tiki Theater"	1	9	1	B	Transferts hôtels/aéroport/quai et tour de l'île avec arrêts	Hôtels, quai de Vaiare, Marina, aéroport de Temae	Tour de l'île, Vaiare, Temae, Paopao, Papetoai		
Rapariti/Tau Loulou et Male	10	173	3	A	Transferts hôtels/aéroport ou quai, tour de l'île, tour privé Belvédère de Opunohu, plantations d'ananas, cascades de Afareaitu, safari	Hôtels, quai de Vaiare, Marina, aéroport de Temae	Tour de l'île, Papetoai, Afareaitu, Paopao, Vaiare, Temae	Pour les véhicules de catégorie C : seules les excursions touristiques à l'intérieur de l'île sont autorisées et les déplacements sur la route territoriale sont strictement limités aux seuls besoins de ces excursions	
			4	B					
			3	C					

Titulaires	Situation administrative				Prestations	Zone de prise en charge	Zone d'exploitation	Conditions d'exploitation
	Nbre de véhicules	Nbre total de places offertes	Licences					
			Nbre	Cat.				
S.A.R.L. "Loisirs Outre-Mer"	1	72	1	E	1er départ du Moorea village et retour, 2e départ du Moorea Beachcomber et retour	Hôtels	Haapiti, Temae, Papetoai, Paopao, Maharepa	Itinéraire 1 : Départ du Moorea Village (hôtels Hibiscus, Club Med, Moorea Beach-Club, Les Tipaniers, Moorea Beachcomber, route des ananas et retour au point de départ) Itinéraire 2 : Départ du Moorea Beachcomber (hôtels Moorea Lagon, Club Bali Hai, Cook's Bay Resort Hotel, Bali Hai Moorea, Sofitel la Ora, route des ananas et retour au point de départ)
S.A.R.L. "Hinano Transports" Machi	1	22	1	B	Transferts et tour de l'île	Hôtels	Tour de l'île	
Hunter Heitapu	1	9	1	C	Visite des vallées de Opunohu, de Paopao, de Haapiti et de Afareaitu	Hôtels	Opunohu, Paopao, Haapiti, Afareaitu	Seules les excursions touristiques à l'intérieur de l'île sont autorisées et les déplacements sur la route territoriale sont strictement limités aux seuls besoins de ces excursions
Haring Tania	1	9	1	C	Excursions : Belvédère, plantation d'ananas, cascade de Afareaitu, plantation de vanille de Maalea et Safari photos	Hôtels	Papetoai, Maalea, Haapiti, Afareaitu	Seules les excursions touristiques à l'intérieur de l'île sont autorisées et les déplacements sur la route territoriale sont strictement limités aux seuls besoins de ces excursions
S.A.R.L. "Tefaraahi Tours" Safari	1	8	1	C	Excursions à l'intérieur de l'île (visite de l'île, des pétroglyphes)	Hôtels, quai de Vaiare, aéroport de Temae	Papetoai, Maalea, Haapiti, Afareaitu, Paopao, Vaiare	Seules les excursions touristiques à l'intérieur de l'île sont autorisées et les déplacements sur la route territoriale sont strictement limités aux seuls besoins de ces excursions.
Pihahuna/Haring Tania	2	18	1	C	Excursions en 4x4, visites du domaine agricole de Opunohu, arrêt au Belvédère, visite des marae, visite de la distillerie, arrêté au point d'anguille, cascade	Hôtels	Papetoai, Afareaitu	Pour les véhicules de catégorie C : seules les excursions touristiques à l'intérieur de l'île sont autorisées et les déplacements sur la route territoriale sont strictement limités aux seuls besoins de ces excursions.
			1	B	Tour de l'île, transferts			
Vaianaui/Taiuri Juïenne	2	16	2	C	Belvédère, marae, champs d'ananas, plantation de vanille, cascade de Afareaitu	Hôtels	Afareaitu, Papetoai	Seules les excursions touristiques à l'intérieur de l'île sont autorisées et les déplacements sur la route territoriale sont strictement limités aux seuls besoins de ces excursions.
Maihi Chose	1	9	1	C	Transferts des hôtels Beachcomber Parkroyal, Moorea Beach Club, Les Tipanier, Club Méditerranée au ranch et retour	Hôtels	Haapiti, Papetoai	La prestation est limitée à l'acheminement de la clientèle vers le ranch et retour.
S.A.R.L. "Tiare Moorea Transports"	2	46	1	C	Salari en 4x4 : visite à l'intérieur de l'île, plantations d'ananas, de vanille, cascade	Hôtels, quai de Vaiare, Marina, aéroport de Temae	Papetoai, tour de l'île, Temae, Paopao	Pour les véhicules de catégorie C : seules les excursions touristiques à l'intérieur de l'île sont autorisées et les déplacements sur la route territoriale sont strictement limités aux seuls besoins de ces excursions.
			1	D	Transferts aéroport/hôtels et retour, quai, tour de l'île			

Par arrêté n° 2094 PR du 3 septembre 2001.— Des allocations pour études supérieures en métropole sont attribuées pour l'année universitaire 2001-2002 à Heidi Yeng Kow et Shiquita Teiva.

La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 943, sous-chapitre 943-07 de l'exercice 2001, article 655-17.

Par arrêté n° 2095 PR du 3 septembre 2001.— L'article 1er de l'arrêté n° 737 PR du 17 août 1998 portant intégration de certains agents contractuels relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale de la Polynésie française est modifié comme suit :

Au lieu de :

- M. Galera Jean-Pierre, auxiliaire de soins au Centre hospitalier territorial de Mamao, à compter du 19 novembre 1996 ;

Lire :

- M. Galera Jean-Pierre, auxiliaire de soins au Centre hospitalier territorial de Mamao, à compter du 5 novembre 1997.

Le reste sans changement.

Un arrêté individuel précisera pour l'agent précité, les conditions de reclassement dans le cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française.

Par arrêté n° 2101 PR du 4 septembre 2001.— L'article 4 de l'arrêté n° 1716 PR du 27 octobre 2000 accordant le concours financier du territoire à la commune de Taïarapu-Est pour la réalisation d'une nouvelle campagne de forages de prospection sur le plateau de Taravao et sur le secteur de Tautira est remplacé comme suit :

Les pièces justificatives à produire par la commune à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération ; tout acte attestant le droit de la commune sur les terrains concernés par l'opération subventionnée ;
- pour les tranches intermédiaires : un relevé, visé par le trésorier des îles du Vent, des mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- pour le solde : tout acte attestant la fin d'exécution de l'opération ; un relevé, visé par le trésorier des îles du Vent, de tous les mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée.

La dépense définie à l'article 2 de l'arrêté n° 1716 PR du 27 octobre 2000 est imputable au chapitre 912, opération 55-2000, article 130 du budget du territoire.

Les autres dispositions de l'arrêté n° 1716 PR du 27 octobre 2000 demeurent sans changement.

Par arrêté n° 2109 PR du 4 septembre 2001.— Un versement complémentaire de quatre cent quatorze mille cinq cent treize francs pacifiques (414.513 F CFP), assorti de ses intérêts, est accordé aux marins de l'armement Albert Tang (navire Rairoa Nui) au titre de l'accord collectif du 5 mai 1990, selon la répartition figurant sur la liste nominative ci-annexée.

Ce montant règle, pour solde de tout compte, les sommes complémentaires dues aux marins de l'armement Albert Tang (navire Rairoa Nui), au titre des accessoires ENIM issus de l'accord collectif du 5 mai 1990.

Le montant de la dépense, imputable au budget local de fonctionnement : chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 699 "autres charges exceptionnelles", sera versé sur les comptes des intéressés dont la liste nominative est ci-annexée.

Liste nominative des marins de l'armement Albert Tang (navire Rairoa Nui) en F CFP

N°	Nom	Prénom	PY	Date de naissance	Versement complémentaire
1	Haoa	Eddy	6301	24/05/63	14.270
2	Houariki	Georges	5736	18/04/57	113.173
3	Ie	Yves	5055	19/11/50	6.737
4	Nauta	Marama	6152	20/07/61	12.678
5	Paheroo	Gianni	7009	02/04/70	2.817
6	Taerea	Marotea	6243	03/05/62	28.111
7	Tang	Albert	3727	25/05/37	79.493
8	Teiho	Puarai	6451	23/11/64	8.452
9	Teiho	Tavita	5647	22/09/56	48.076
10	Williams	Damas, Tamati	3619	14/12/36	41.852
11	Yon	Francis	5686	26/06/56	58.855
	Total				414.513

Par arrêté n° 2110 PR du 4 septembre 2001.— Un versement complémentaire d'un million trois cent vingt et un mille cent vingt-sept francs pacifiques (1.321.127 F CFP), assorti de ses intérêts, est accordé aux marins de la Société de navigation des Tuamotu (navire Saint-Xavier-Maris-Stella) au titre de l'accord collectif du 5 mai 1990, selon la répartition figurant sur la liste nominative ci-annexée.

Ce montant règle, pour solde de tout compte, les sommes complémentaires dues aux marins de la Société de navigation des Tuamotu (navire Saint-Xavier-Maris-Stella), au titre des accessoires ENIM issus de l'accord collectif du 5 mai 1990.

Le montant de la dépense, imputable au budget local de fonctionnement : chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 699 "autres charges exceptionnelles", sera versé sur les comptes des intéressés dont la liste nominative est ci-annexée.

Liste nominative des marins de la Société de navigation des Tuamotu (S.N.T. Salem)
(navire Saint-Xavier-Marie-Stella) en F CFP

N°	Nom	Prénom	PY	Date de naissance	Versement complémentaire
1	Adams	Nestor Charles	5567	13/01/55	99.184
2	Arakino	Tepua Tefanau	5856	10/10/58	21.258
3	Avae	Arietera	3737	25/08/37	72.069
4	Bellais	Meteta	5633	18/04/58	5.628
5	Chaumette	François	6627	27/01/66	10.440
6	Chaumette	Jean	6512	11/08/65	41.275
7	Clark	Taaroa	4647	30/01/46	121
8	Haereraaroa	Gilles	4904	06/07/44	35.999
9	Hauata	Carlos	6912	15/02/69	68.466
10	Huhina	Joseph	5569	12/08/55	2.711
11	Huuti	Arefaia	5955	07/10/59	7.328
12	Ihopu	Léon	5942	08/01/59	904
13	Ioane	Tamapaturia	6263	02/11/62	11.043
14	Iputoa	Benoît Mataiti	6419	02/07/64	3.865
15	Keha	Togaterauepa	5666	05/08/56	6.726
16	Luisen	Charles	6911	28/06/69	63.568
17	Maraearo	Paul	6909	01/10/69	43.870
18	Mariteragi	Tauririki	3556	25/08/35	966
19	Mauore	Félix	6908	25/09/69	55.515
20	Moke	Ernest	5545	12/01/55	3.313
21	Nanaia	Casimir	6365	16/11/63	22.186
22	Nanaia	Natanaera	5844	16/12/58	8.232
23	Natua	Peni	4805	30/08/48	3.247
24	Naura	Georges	5607	11/09/56	41.302
25	Nauta	Marama	6152	20/07/61	7.429
26	Paerau	Teiva	6236	20/01/62	8.533
27	Poareu	Joseph	5256	20/11/52	6.643
28	Puai	Jean Mahuta	4001	06/01/40	15.516
29	Raioaoa	Auguste	6052	06/05/60	10.140
30	Raioaoa	Romain	6366	05/04/63	1.104
31	Salem	Elias	5031	06/06/50	188.351
32	Salem	Maurice	1910	18/08/19	5.896
33	Salem	Victor	5201	01/01/52	174.548
34	Tahaia	Teahio Eugène	5690	19/09/56	1.305
35	Takamoana	Tahua	5271	27/07/52	8.834
36	Teikitunaupoko	Taniera Daniel Emanuera	5860	28/01/58	14.857
37	Temarono	Fortune	4658	04/06/46	68.465
38	Teniarahi	Claude	5282	15/04/52	30.117
39	Teua	Parepare	3208	14/08/32	84.879
40	Tiapatai	Daniel	6204	04/10/62	8.322
41	Tiare	Jim	6444	16/03/44	4.116
42	Tuaira	Munanui	6058	25/10/60	6.425
43	Vaia	Moeroa	6612	20/09/66	5.622
44	Williams	Damas Tamati	3619	14/12/36	40.809
Total					1.321.127

Par arrêté n° 2111 PR du 4 septembre 2001.— Un versement complémentaire de *trois cent trente-quatre mille sept cent cinq francs pacifiques* (334.705 F CFP), assorti de ses intérêts, est accordé aux marins de la Société Le Prado (navire Tamarii Moorea 8) au titre de l'accord collectif du 5 mai 1990, selon la répartition figurant sur la liste nominative ci-annexée.

Ce montant règle, pour solde de tout compte, les sommes complémentaires dues aux marins de la Société Le Prado (navire Tamarii Moorea 8), au titre des accessoires ENIM issus de l'accord collectif du 5 mai 1990.

Le montant de la dépense, imputable au budget local de fonctionnement : chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 699 "autres charges exceptionnelles", sera versé sur les comptes des intéressés dont la liste nominative est ci-annexée.

Liste nominative des marins de la Société Le Prado (navire Tamarii Moorea 8) en F CFP

N°	Nom	Prénom	PY	Date de naissance	Versement complémentaire
1	Ganahoa	Ropati	6605	16/09/66	19.000
2	Graffe	Jean-Claude	7004	23/02/70	7.070
3	Le Prado	Charles	6235	18/06/62	781
4	Le Prado	Patrick	5410	19/07/56	58.609
5	Le Prado	Valère	3519	10/12/35	22.928
6	Maamaatua	Georges	5903	08/02/59	19.358
7	Mai	Teva		02/05/69	265
8	Mana	Justin	5102	15/06/51	35.837
9	Matautau	Auguste	6814	20/11/68	2.003
10	Matautau	Terautahi	3317	22/12/33	6.010
11	Mau	Isidore	6369	15/10/63	18.295
12	Mau	Tematai	6618	20/10/66	9.534
13	Pahi	Prien Aricehau	6530	22/04/65	3.152
14	Puai	Jean	4001	06/01/40	3.552
15	Rooino	Rono	4424	13/06/44	1.787
16	Sue	Thierry	6324	09/06/63	16.737
17	Tapu	Bill	6354	08/01/63	36.201
18	Telipoarii	Emile		18/08/68	737
19	Temaeva	Ernest	5907	09/01/59	319
20	Teriimarama	Teiva	5007	03/03/50	9.233
21	Toofa	Yves	6916	13/06/69	8.769
22	Tuahu	Benjamin	5865	08/06/58	26.722
23	Tuahu	Sylvain	6729	28/04/67	5.583
24	Urarii	Jimmy	5419	19/09/54	28.223
Total					334.705

Par arrêté n° 2112 PR du 4 septembre 2001.— Un versement complémentaire d'un million sept cent onze mille sept cent quarante-huit francs pacifiques (1.711.748 F CFP), assorti de ses intérêts, est accordé aux marins de la Société de transport maritime des îles (navire Manava 2) au titre de l'accord collectif du 5 mai 1990, selon la répartition figurant sur la liste nominative ci-annexée.

Ce montant règle, pour solde de tout compte, les sommes complémentaires dues aux marins de la Société de transport maritime des îles (navire Manava 2), au titre des accessoires ENIM issus de l'accord collectif du 5 mai 1990.

Le montant de la dépense, imputable au budget local de fonctionnement : chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 699 "autres charges exceptionnelles", sera versé sur les comptes des intéressés dont la liste nominative est ci-annexée.

Liste nominative des marins de la Société de transport maritime des îles (T.M.I.) (navire Manava 2) en F CFP

N°	Nom	Prénom	PY	Date de naissance	Versement complémentaire
1	Avae	Matahaurii	6150	21/04/61	78.324
2	Belly-Rua	Léonard	4612	31/01/46	234.459
3	Bonnec	Alain	TL59M0835	25/03/43	1.869
4	Ellis	Frédéric	5957	29/09/59	21.451
5	Halitio	Timi	6818	09/04/68	65.248
6	Haurii	Raymond	6817	03/02/68	31.699
7	Hauata	Patrick	6319	11/01/63	1.869
8	Hotoeua	René	5171	08/07/51	75.043
9	Ioane	Edouard	5628	03/07/56	179.245
10	Ioane	Tamapaturia	6263	02/11/62	5.879
11	Iputoa	Benoît Mataiti	6419	02/07/64	51.958
12	Luisen	Charles	6911	28/06/69	5.342
13	Mariterangi	Héuea	5141	05/11/51	5.243
14	Mariterangi	Tauririki	3556	25/08/35	7.554
15	Mauati	Rémy	6413	17/04/64	180.062
16	Mooroa	Eric	4801	04/01/48	3.266
17	Nanaia	Natanaera	5844	16/12/58	8.739
18	Purakauke	Jérôme	6433	14/01/64	2.701
19	Raioaoa	Auguste	6052	06/05/60	5.879
20	Reid	Tauraa	5746	13/06/57	14.618
21	Richmond	Siméon Viriamu	3822	16/11/38	229.118
22	Taaroaipani	Uura	4268	11/12/42	97.740
23	Taharia	Tetuiria	3341	13/02/33	139.508
24	Taupua	César	6708	19/04/67	5.308
25	Tehaeura	Joseph	6819	20/11/68	50.051
26	Tehio	Bernard	5658	12/01/56	92.794
27	Teinaore	Bernard	6345	07/02/63	3.962
28	Tetuiria	Didier	6256	12/10/62	84.267
29	Teururarii	Richard	6230	17/10/63	18.888
30	Toofa	Yves	6916	13/06/69	1.981
31	Utahia	Lucien	6201	08/01/62	5.812
32	Vivi	Albert	6320	16/06/63	1.869
	Total				1.711.748

Par arrêté n° 2113 PR du 4 septembre 2001.— Un versement complémentaire de *trois millions trois cent quarante-six mille cent douze francs pacifiques* (3.346.112 F CFP), assorti de ses intérêts, est accordé aux marins de la Société Te Niu O Temehani (navire Temehani 2) au titre de l'accord collectif du 5 mai 1990, selon la répartition figurant sur la liste nominative ci-annexée.

Ce montant règle, pour solde de tout compte, les sommes complémentaires dues aux marins de la Société Te Niu O Temehani (navire Temehani 2), au titre des accessoires ENIM issus de l'accord collectif du 5 mai 1990.

Le montant de la dépense, imputable au budget local de fonctionnement : chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 699 "autres charges exceptionnelles", sera versé sur les comptes des intéressés dont la liste nominative est ci-annexée.

Liste nominative des marins de la Société Te Niu O Temehani (navire Temehani 2) en F CFP

N°	Nom	Prénom	PY	Date de naissance	Versement complémentaire
1	Aiho	Wilfred	6368	29/12/63	18.529
2	Alvarez	René	6359	04/02/63	1.605
3	Aritai	Lysis	4428	30/08/44	226.926
4	Avaeoru	Hauata	5255	26/01/52	16.283
5	Drayton	Ghislain	5936	25/07/59	240.274
6	Dumas	Christian Tamanui	6110	13/05/61	11.730
7	Estall	Jeffrey	6220	05/11/62	209.231
8	Fa Shin Chong	Jean-Paul	6910	15/02/69	99.527
9	Fa Shin Chong	Manfred	6712	17/02/67	11.978
10	Faave	Claude	5676	21/09/56	147.602
11	Foulaux	Antoine	4028	11/08/40	212.539
12	Horoï	Jean Kaoko	6815	02/07/68	1.334
13	Ioane	Edmond	5348	20/11/53	53.671
14	Itae	Tanetoe	3325	18/10/33	185.972
15	Leau Kang Mui	Lani	6449	05/02/64	55.024
16	Ma	Emile	5943	06/12/59	24.192
17	Mairau	Tuura	5351	03/10/53	1.334
18	Maitia	Taivarui	3613	28/09/36	67.643
19	Manate	Tepoe	5572	09/05/55	1.334
20	Mapuhi	Taputu	6502	03/06/65	6.364
21	Nanaia	Natanaera	5844	16/12/58	4.117
22	Natua	Tihoti	4506	21/03/45	1.289
23	Opuu	Samuel	6350	11/05/63	11.457
24	Pahio	Joseph	6517	14/07/65	146.488
25	Picard	Louis Edouard	5361	08/06/53	186.109
26	Shan	Assan	5039	20/10/50	5.802
27	Smith	Williams Maurinui	6506	08/12/65	126.944
28	Stin	Willy	4366	15/09/43	12.833
29	Tehaurai	Jean-Claude	6426	05/09/64	5.989
30	Tehio	Bernard	5658	12/01/56	16.282
31	Teikihuavanaka	Dominique	5543	20/02/55	157.023
32	Teikitunaupoko	Taniera Daniel Emanuera	5860	28/01/58	7.112
33	Temahuki	Tamakehu	5077	12/03/50	43.045
34	Tepa	Terii	5719	30/12/57	51.149
35	Tere	Olivier	6228	01/09/62	5.785
36	Tetauira	Bernard	5863	13/05/58	331.465
37	Tetauira	Joseph Tote	6229	25/10/62	1.334
38	Tetuanui	Jean-Paul	6146	15/09/61	1.334
39	Teuruarui	Paa	3947	08/10/39	185.308
40	Tiapatai	Daniel	6204	04/10/62	10.739
41	Tiapatai	Gilbert	6803	27/05/68	5.615
42	Tiareura	Michel	3716	05/09/37	52.084
43	Timau	Jean Auguste	6711	06/08/67	10.703
44	Tinorua	Axel	5516	04/01/55	7.946
45	Titifa	Jean-Paul Tetuanui	4803	10/04/48	675
46	Tupana	Martin	6206	22/11/62	25.167
47	Ufa	Gilbert	6622	21/09/66	58.002
48	Vahapata	Young Ping	6233	28/06/62	1.011
49	Vong	Mario	6227	01/11/62	74.344
50	Vong	Tony	6805	20/06/68	19.489
51	Wholer	Yannick	6322	02/07/63	186.380
Total					3.346.112

Par arrêté n° 2114 PR du 5 septembre 2001.— L'article 4 de l'arrêté n° 778 PR du 25 mai 2000 accordant le concours financier du territoire à la commune de Ua Huka pour la mise en œuvre du programme d'actions à court terme d'alimentation en eau potable est remplacé comme suit :

Les pièces justificatives à produire par la commune à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- *pour l'avance* : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération ; tout acte attestant le droit de la commune sur les terrains concernés par l'opération subventionnée ;
- *pour les tranches intermédiaires* : un relevé, visé par le trésorier des archipels, des mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- *pour le solde* : tout acte attestant la fin d'exécution de l'opération ; un relevé, visé par le trésorier des archipels, de tous les mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée.

La dépense définie à l'article 2 de l'arrêté n° 778 PR du 25 mai 2000 est imputable au chapitre 912, opération 55-2000, article 130 du budget du territoire.

Les autres dispositions de l'arrêté n° 778 PR du 25 mai 2000 demeurent sans changement.

Par arrêté n° 2115 PR du 5 septembre 2001.— L'article 3 de l'arrêté n° 1178 PR du 10 août 2000 accordant le concours financier du territoire à la commune de Takaroa pour la remise à niveau de l'électrification des atolls de Takaroa et Takapoto est remplacé comme suit :

L'échéancier de versement de la subvention sera le suivant :

- 50 %, soit *vingt-cinq millions cinq cent mille francs pacifiques* (25.500.000 F CFP) au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit *dix millions deux cent mille francs pacifiques* (10.200.000 F CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respectivement de 25.600.000 F CFP et 42.240.000 F CFP ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

L'article 4 de l'arrêté n° 1178 PR du 10 août 2000 est remplacé comme suit :

Les pièces justificatives à produire par la commune à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- *pour l'avance* : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération ; tout acte attestant le droit de la commune sur les terrains concernés par l'opération subventionnée ; le permis de construire de la centrale de Takaroa ;
- *pour les tranches intermédiaires* : un relevé, visé par le trésorier des archipels, des mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- *pour le solde* : tout acte attestant la fin d'exécution de l'opération ; un relevé, visé par le trésorier des archipels, de tous les mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée.

La dépense définie à l'article 2 de l'arrêté n° 1178 PR du 10 août 2000 est imputable au chapitre 912, opération 55-2000, article 130 du budget du territoire.

Les autres dispositions de l'arrêté n° 1178 PR du 10 août 2000 demeurent sans changement.

Par arrêté n° 2116 PR du 5 septembre 2001.— L'article 2 de l'arrêté n° 1723 PR du 27 octobre 2000 accordant le concours financier du territoire à la commune de Pirae pour la réalisation de la 2^e phase du plan d'actions à court terme d'alimentation en eau potable est remplacé comme suit :

Le montant de la subvention s'élèvera à 33,35 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *quinze millions sept cent mille francs pacifiques* (15.700.000 F CFP).

L'article 3 de l'arrêté n° 1723 PR du 27 octobre 2000 est remplacé comme suit :

L'échéancier de versement de la subvention sera le suivant :

- 50 %, soit *sept millions huit cent cinquante mille francs pacifiques* (7.850.000 F CFP) au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit *trois millions cent quarante mille francs pacifiques* (3.140.000 F CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respectivement de 18.832.000 F CFP et 31.072.800 F CFP ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

L'article 4 de l'arrêté n° 1723 PR du 27 octobre 2000 est remplacé comme suit :

Les pièces justificatives à produire par la commune à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- *pour l'avance* : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération ; tout acte attestant le droit de la commune sur les terrains concernés par l'opération ;
- *pour les tranches intermédiaires* : un relevé, visé par le trésorier des îles du Vent, des mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- *pour le solde* : tout acte attestant la fin d'exécution de l'opération ; un relevé, visé par le trésorier des îles du Vent, de tous les mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée.

La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 912, opération 55-2000, article 130 du budget du territoire.

Les autres dispositions de l'arrêté n° 1723 PR du 27 octobre 2000 demeurent sans changement.

Par arrêté n° 2123 PR du 5 septembre 2001.— L'article 1^{er} de l'arrêté n° 1624 PR du 30 décembre 1999 accordant le concours financier du territoire à la commune de Bora Bora relatif à la réalisation d'une unité de compostage est modifié comme suit :

Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Bora Bora pour la réalisation d'une unité de compostage dont le coût est estimé à *quatre-vingt-huit millions trois cent mille francs pacifiques* (88.300.000 F CFP).

L'article 2 est modifié comme suit :

Le montant de la subvention s'élèvera à 60 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *cinquante-trois millions de francs pacifiques* (53.000.000 F CFP).

L'article 3 est modifié comme suit :

L'échéancier de versement de la subvention sera le suivant :

- 30 %, soit *quinze millions neuf cent mille francs pacifiques* (15.900.000 F CFP) au démarrage de l'opération ;
- trois tranches de 20 %, soit *dix millions six cent mille francs pacifiques* (10.600.000 F CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respectivement de 21.192.000 F CFP, 40.618.000 F CFP et 58.278.000 F CFP ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

L'article 4 est modifié comme suit :

Les pièces justificatives à produire par la commune à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- *pour l'avance* : tout acte attestant le droit de la commune sur les terrains concernés ; le permis de construire du hangar ; tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération ;
- *pour les tranches intermédiaires* : un relevé, visé par le trésorier des îles Sous-le-Vent, des mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- *pour le solde* : tout acte attestant la fin d'exécution de l'opération ; un relevé, visé par le trésorier des îles Sous-le-Vent, de tous les mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée.

La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 912, commune suit :

- 38.000.000 F CFP sur l'opération (101-1999) ;
- 15.000.000 F CFP sur l'opération (55-2000),

article 130 du budget du territoire.

Les autres dispositions de l'arrêté n° 1178 PR du 10 août 2000 demeurent sans changement.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE**

ARRETE n° 3722 MED du 6 septembre 2001 portant délégation de signature aux inspecteurs de l'éducation nationale en fonctions en Polynésie française relative au certificat d'études primaires élémentaires.

Le ministre de l'éducation et de l'enseignement technique,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 638 PR du 19 mai 2001 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 643 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement technique ;

Vu la délibération n° 75-22 du 24 janvier 1975, modifiée par la délibération n° 78-9 du 21 janvier 1978 portant création du service de l'éducation ;

Vu l'arrêté n° 1299 I.ADM du 17 mars 1975 portant organisation du service de l'éducation ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu la convention n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation entre l'Etat et le territoire ;

Vu l'arrêté n° 1615 CM du 24 novembre 2000, modifié par l'arrêté n° 825 CM du 22 juin 2001 portant réorganisation des circonscriptions pédagogiques du premier degré de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 266 MED du 29 janvier 2000 portant délégation de signature aux inspecteurs de l'éducation nationale en fonctions en Polynésie française relative au certificat d'études primaires élémentaires,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée aux inspecteurs de l'éducation nationale en fonctions en Polynésie française à l'effet de signer tout document relatif à l'organisation du certificat d'études primaires élémentaires.

Cette délégation est attribuée à chaque inspecteur, dans la limite de sa circonscription pédagogique, à savoir :

- M. François Bourget, circonscription n° 1, I.E.N. adjoint, tous les centres de jeunes adolescents (C.J.A.) ;
- M. Christian Lombardini, circonscription n° 3 : écoles privées de Papeete et Faa'a ;
- Mme Linda Raoult, circonscription n° 4 : Pirae ;
- M. Michel Copin, circonscription n° 5 : A.I.S., Mahina ;
- M. Jackie Ferey, circonscription n° 6 : C.T.R.D.P., Hitiaa O Te Ra ;
- Mme Monique Ferey, circonscription n° 7 : Papeete et Moorea ;
- Mme Mireille Escallier-Duront, circonscription n° 8 : Faa'a et Punaauia ;
- M. Michel Barsacq, circonscription n° 9 : Paea, Papara et Teva I Uta ;
- M. Thierry Houyel, circonscription n° 10 : Taiarapu et Australes ;
- M. Jean-Marie J'Espère, circonscription n° 11 : Arue, Gambier et Tuamotu-Est ;
- Mme Liane Destribats, circonscription n° 12 : îles Sous-le-Vent ;
- M. Olivier De Souza, circonscription n° 13 : Marquises ;
- M. Patrick Avet-Rochex, circonscription n° 14 : Tuamotu-Ouest et Centre.

Art. 2.— Le présent arrêté abroge les dispositions de l'arrêté n° 266 MED du 29 janvier 2000 portant délégation de signature aux inspecteurs de l'éducation nationale en fonctions en Polynésie française.

Art. 3.— Le chef du service de l'éducation est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 septembre 2001.
Nicolas SANQUER.

MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT ET DES PORTS

ARRETE n° 3618 MEP du 3 septembre 2001 portant délégation de signature du ministre de l'équipement et des ports à M. François Durgeat, directeur de cabinet.

Le ministre de l'équipement et des ports,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 638 PR du 19 mai 2001 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 644 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des ports ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 733 CM du 23 mai 2001 portant nomination de M. François Durgeat aux fonctions de directeur de cabinet du ministre de l'équipement et des ports ;

Vu l'arrêté n° 1394 PR du 11 juin 2001 portant nomination de Mme Paule Rosello en qualité de conseillère technique au ministère de l'équipement et des ports ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. François Durgeat, directeur de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre de l'équipement et des ports, dans la limite de ses attributions :

1.1 Tous actes, correspondances et bordereaux de transmission relatifs à la gestion des services relevant de l'autorité ou de la tutelle du ministre adressés aux services territoriaux, aux autres administrations, aux usagers et aux organismes privés ;

1.2 Les réquisitions et ordres de déplacement à l'intérieur du territoire des chefs de services placés sous l'autorité du ministre et les ordres de déplacement d'une durée supérieure à six (6) jours pour les agents de ces mêmes services.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à M. François Durgeat, directeur de cabinet, pour certifier le caractère exécutoire des actes pris par le ministre de l'équipement et des ports.

Art. 3.— Délégation de signature est donnée à M. François Durgeat, directeur de cabinet, à l'effet de procéder aux actes de gestion ci-après du personnel du cabinet du ministère de l'équipement et des ports :

- congés de toute nature à passer en Polynésie française ;
- déplacements à l'intérieur de la Polynésie française ;
- certificats et attestations prévus par la réglementation sociale et du travail.

Art. 4.— Délégation de signature est également donnée à M. François Durgeat, directeur de cabinet, à l'effet de procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses sur les crédits budgétaires affectés au cabinet du ministère de l'équipement et des ports.

Art. 5.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. François Durgeat, directeur de cabinet, la délégation visée aux articles 1er, 3 et 4 ci-dessus est attribuée à Mme Paule Rosello, conseillère technique.

Art. 6.— Le directeur de cabinet du ministre de l'équipement et des ports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 septembre 2001.
Jonas TAHUAITU.

Par arrêté n° 3693 MEP du 5 septembre 2001.— Une partie de l'indemnité relative à la terre Puhoni cadastrée sous la référence C3 n° 77 (plan 11) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Ahe, est déconsignée et versée au compte bancaire de M. Arthur Tane Mataoa, héritier de M. Paia Taurere Mataoa, suivant le tableau ci-après :

N° de plan	Cad.	Surface en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Référence du jugement	Indemnité à déconsigner en F CFP
11	C3 n° 77	8.840	1) Ayants droit de Teano a Mataoa : 1) Héritiers de Metuaaro Mataoa dont : a) Héritier de Tapuhokara Mataoa : - Héritiers de Pala Taurere Mataoa : - M. Arthur Tane Mataoa	272-25 du 15/10/98	26.913

Par arrêté n° 3694 MEP du 5 septembre 2001.— Les indemnités supplémentaires fixées par la cour d'appel dans son arrêt n° 138 du 1er mars 2001 et dues à la succession Area Timiona pour l'acquisition des parcelles de terre nécessaires au projet de résorption de l'habitat insalubre du quartier Timiona à Titioro sont déconsignées et versées aux comptes bancaires des bénéficiaires désignés aux tableaux ci-après :

Com. de Papeete		Com. de Pirae		Propriétaires	Indemnités consignées	Sommes à déconsigner en F CFP
Cad.	Surf. en m2	Cad.	Surf. en m2			
Non sou- mise à la conserva- tion cadas- trale (DX 13)	1.106			Succession de M. Area Timiona	2.833.560	
		R2 n° 329	3.504	1 Mme Mere Enima Claire Tauraa veuve Hiro		708.390
		R2 n° 329	5.744	2 Mme Jeanine Tauraa épouse Brotherson		708.390
		partie pentue		3 M. Jacques Tauraa 4 M. Mehacarii Tauraa		708.390 708.390

Par arrêté n° 3695 MEP du 5 septembre 2001.— Une partie de l'indemnité relative aux terres Pirake et Keke 1 cadastrées sous la référence A1 n° 4 (plan 4) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Ahe, est déconsignée et versée au compte bancaire de M. Arthur Tane Mataoa, héritier de M. Paia Taurere Mataoa, suivant le tableau ci-après :

N° de plan	Cad.	Surface en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Référence du jugement	Indemnité à déconsigner en F CFP
4	A1 n° 4	63.456	1) Ayants droit de Puahi a Mataoa : 1) Héritiers de Metuaaro Mataoa dont : a) Héritier de Tapuhokara Mataoa, dont : - Héritier de Paia Taurere Mataoa : - M. Arthur Tane Mataoa	269-22 du 15/10/98	26.832

Par arrêté n° 3696 MEP du 5 septembre 2001.— Est déconsignée et versée sur le compte bancaire de M. Peni Snow, une partie de l'indemnité d'expropriation relative à la terre Tangaroamatahara, nécessaire à la construction de l'aérodrome de Kauchi, conformément au tableau ci-après :

Nom de la terre	Nom du bénéficiaire	Indemnité à déconsigner en F CFP
Tangaroamatahara	Héritier de Parua a Parua et Tepogi a Vivi : - Héritier de Tagaroa a Parua : - Héritier de Mme Tapulapu Mani Parua épouse Maopo : - M. Peni Snow	1.232.133

Par arrêté n° 3698 MEP du 5 septembre 2001.— Sont déconsignées et versées au compte bancaire du bénéficiaire indiqué au tableau ci-après, les indemnités relatives à la parcelle de terre cadastrée sous la référence L237 (plan 33) :

N° de plan	Com. de Pirae		Propriétaire	Indemnité déconsignée en F CFP	Indemnité à déconsigner en F CFP
	Cad.	Surface en m2			
33	L237	29	M. Chang Young Bo	348.000	348.000

Par arrêté n° 3699 MEP du 5 septembre 2001.— Sont déconsignées et versées au compte bancaire du bénéficiaire indiqué au tableau ci-après, les indemnités relatives à la parcelle de terre cadastrée sous la référence L235 (plan 34) :

N° de plan	Com. de Pirae		Propriétaire	Indemnité déconsignée en F CFP	Indemnité à déconsigner en F CFP
	Cad.	Surface en m2			
34	L235	53	Mme Hilda Teriera Watker veuve Hugon	636.000	636.000

MINISTRE DES TRANSPORTS ET DE L'ENERGIE

Par arrêté n° 3630 MTR du 4 septembre 2001.— A titre exceptionnel et compte tenu des nécessités de service public, le navire Cobia, exploité par la S.N.C. Degage et Cie, est autorisé à effectuer du collectage de poissons à Fakarava et Faaite pendant trois mois.

La vente à l'aventure et les autres opérations commerciales doivent être réduites au minimum.

La présente autorisation temporaire court à compter de sa notification à l'intéressée.

MINISTRE DU TRAVAIL, DU DIALOGUE SOCIAL, DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA RENOVATION DE L'ADMINISTRATION ET DE LA DECONCENTRATION ADMINISTRATIVE

Par arrêté n° 3703 MTD/PEL du 6 septembre 2001.— Sont déclarés admis, par ordre de mérite, au concours externe d'attachés d'administration de catégorie A affectés à des fonctions de statisticien-économiste relevant de la fonction publique du territoire de la Polynésie française, les candidats dont les noms suivent : Savio Jean-Marie, Dos Anjos Sébastien et Rereao Aloma.

Par arrêté n° 3704 MTD/PEL du 6 septembre 2001.— Sont déclarés admis, par ordre de mérite, au concours externe d'attachés d'administration de catégorie A (voie générale) relevant de la fonction publique du territoire de la Polynésie française, les candidats dont les noms suivent :

Sur liste principale : Teamotuaitau Tearaina, Bazile Sabine, Natier Paul, Bardon Stéphanie, Matijascic Laurent, Clisson Vaite, Duquesnay Hervé, Grellet Alexis, Bernier Valérie, Gissler Cédric, Poncet Flore Marie, Bauchier Laurence, Le Mehaute Olivier, Soulie Marine, Colomas épouse Lacroix Laurence, Calissi Solange, Quesnot Maguey et Chines Tatiana.

Sur liste complémentaire : Ateni épouse Andolenko Turouru.

Sont déclarés admis, par ordre de mérite, au concours interne d'attachés d'administration de catégorie A (voie générale) relevant de la fonction publique du territoire de la Polynésie française, les candidats dont les noms suivent :

Sur liste principale : Carlson épouse Depierre Danielle, Teanotoga épouse Dexter Hinano, Clark Alberto, Yang Ching-Luen, Lausin épouse Lii Mireille, Pellissier Tiahani, Urima Jean-Paul, Huioutu Gérald, Rocheteau Catherine, Budan Brigitte et Faremiro Henriette.

Sur liste complémentaire : Hellemont Nicole et Lichtle Antonio.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

DECRET n° 2001-745 du 24 août 2001 relatif à la détermination des autorités ayant qualité pour définir au nom du ministre de la défense le besoin de protection des zones protégées, procéder à leur délimitation et fixer les conditions dans lesquelles sont délivrées les autorisations d'y pénétrer.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la défense,

Vu le code pénal, et notamment les articles 413-7, R. 413-1 et suivants ;

Vu la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment son article 133 ;

Vu la loi n° 2000-1207 du 13 décembre 2000 d'orientation pour l'outre-mer, notamment son article 44 ;

Vu l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 modifiée portant organisation générale de la défense, notamment ses articles 16 et 21 ;

Vu le décret n° 62-811 du 18 juillet 1962 modifié fixant les attributions du ministre des armées ;

Vu le décret n° 75-874 du 24 septembre 1975 modifié fixant les attributions des commandants supérieurs dans les départements et territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 91-670 du 14 juillet 1991 portant organisation générale de l'armée de terre ;

Vu le décret n° 91-671 du 14 juillet 1991 portant organisation générale de la marine nationale ;

Vu le décret n° 91-672 du 14 juillet 1991 portant organisation générale de l'armée de l'air ;

Vu le décret n° 91-673 du 14 juillet 1991 portant organisation générale de la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 97-35 du 17 janvier 1997 fixant les attributions et l'organisation de la délégation générale pour l'armement ;

Vu l'avis du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie du 17 avril 2001 ;

Vu l'avis du conseil général de la Guadeloupe du 5 avril 2001 ;

Vu l'avis du conseil régional de la Réunion du 13 avril 2001 ;

Vu l'avis du conseil régional de la Guyane du 27 avril 2001 ;

Vu les saisines du conseil général de la Guyane et du conseil régional de la Guadeloupe du 28 mars 2001 ;

Vu l'avis du conseil général de la Réunion du 2 mai 2001 ;

Vu la saisine du conseil régional de la Martinique du 9 mai 2001 ;

Vu la saisine du conseil général de la Martinique du 10 mai 2001,

Décrète :

Article 1er.— Les autorités compétentes pour définir, au nom du ministre de la défense, le besoin de protection des installations sont :

1. Le chef d'état-major des armées pour les départements d'outre-mer, la Polynésie française, les îles Wallis-et-Futuna, les Terres australes et antarctiques françaises, la Nouvelle-Calédonie, Mayotte et les organismes interarmées ;

2. Les chefs d'état-major, le délégué général pour l'armement, le directeur général de la sécurité extérieure, le directeur général de la gendarmerie nationale et les directeurs centraux de service qui ne relèvent pas d'un chef d'état-major d'armée pour les installations relevant de leur responsabilité.

Art. 2.— Les officiers généraux commandants supérieurs des forces armées dans les départements d'outre-mer, en Polynésie française, dans les îles de Wallis-et-Futuna, dans les Terres australes et antarctiques françaises, en Nouvelle-Calédonie et à Mayotte et les commandants organiques à compétence territoriale, dont la liste est fixée par le ministre de la défense, reçoivent délégation de pouvoirs pour déterminer par arrêté, à l'intérieur des établissements et services relevant de leur commandement, l'implantation et les limites des zones protégées prévues au premier alinéa de l'article R. 413-3 du code pénal et pour établir en application de l'article R. 413-5, premier alinéa dudit code, les directives fixant les conditions dans lesquelles sont délivrées les autorisations de pénétrer dans ces zones.

Ces autorités sont habilitées à déléguer leur signature à l'un de leurs adjoints.

Art. 3.— Le chef d'état-major des armées, le délégué général pour l'armement, le directeur général de la sécurité extérieure, le directeur central du service de santé des armées et le directeur central du service des essences des armées peuvent au nom du ministre de la défense, par délégation de signature, procéder aux actes prévus à l'article 2 pour les organismes et établissements relevant de leur autorité.

Art. 4.— Le ministre de l'intérieur, le ministre de la défense et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 août 2001.

Lionel JOSPIN.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la défense,
Alain RICHARD.

Le ministre de l'intérieur,
Daniel VAILLANT.

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
Christian PAUL.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 29 juin 2001 modifiant l'arrêté du 8 novembre 1991 relatif à la formation aux premiers secours.

La ministre de l'emploi et de la solidarité, le ministre de l'intérieur et le ministre délégué à la santé,

Vu le code du travail, et notamment ses articles R. 241-39 et R. 241-40 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 87-535 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la protection des risques majeurs ;

Vu le décret n° 91-834 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours ;

Vu le décret n° 92-514 du 12 juin 1992 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;

Vu le décret n° 92-1195 du 5 novembre 1992 modifié relatif à la formation d'instructeur de secourisme ;

Vu le décret n° 97-48 du 20 janvier 1997 portant diverses mesures relatives au secourisme ;

Vu l'arrêté du 8 novembre 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 1992 relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 1992 relatif à la formation de moniteur des premiers secours,

Arrêtent :

Article 1er.— Les dispositions du titre Ier de l'arrêté du 8 novembre 1991 susvisé relatif à la formation aux premiers secours sont rapportées et remplacées par les dispositions suivantes :

"TITRE Ier

"DE LA FORMATION DE BASE

"Chapitre Ier

"Organisation et déroulement de la formation

"Article 1er.— La formation aux premiers secours a pour objet l'acquisition des savoirs et savoir-faire nécessaires à la bonne exécution des gestes destinés à préserver l'intégrité physique d'une victime avant sa prise en charge par les services de secours.

"Art. 2.— La formation aux premiers secours est dispensée au sein des organismes habilités, des associations nationales agréées pour les formations aux premiers secours et de leurs représentations départementales, qui font appel en tant que de besoin à des médecins, des instructeurs de secourisme et des moniteurs des premiers secours.

"Art. 3.— Cette formation, essentiellement pratique, est effectuée à partir de démonstrations, de l'apprentissage des gestes et de mise en situation d'accidents simulés. Le programme comprend quatre parties dont les intitulés figurent à l'annexe I du présent arrêté.

"Le guide national de référence, joint en annexe II du présent arrêté, constitue la base de la formation aux premiers secours. Il peut être consulté auprès des préfets de chaque département, service interministériel de la défense et de la protection civile.

"Art. 4.— L'attestation de formation aux premiers secours est d'un modèle conforme à celui figurant à l'annexe III du présent arrêté. Elle est délivrée, sur la proposition du

moniteur responsable de la session, par le directeur de l'organisme public habilité ou le président de l'association agréée ayant assuré la formation, au candidat qui a participé activement à l'ensemble de la formation. Elle fait l'objet d'un enregistrement sous la responsabilité de l'organisme public habilité ou de l'association nationale agréée.

"Chaque association nationale agréée dépose son modèle d'attestation auprès du ministre chargé de la sécurité civile."

Art. 2.— Le directeur de la défense et de la sécurité civiles, haut fonctionnaire de défense, et les préfets de département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et qui prendra effet le 1er septembre 2001.

Fait à Paris, le 29 juin 2001.

Le ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la défense
et de la sécurité civiles,
haut fonctionnaire de défense,
M. SAPPIN.

La ministre de l'emploi et de la solidarité,
Pour la ministre et par délégation :
Le directeur de l'hospitalisation
et de l'organisation des soins,
E. COUTY.

Le ministre délégué à la santé,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de la santé :
Le chef de service,
P. PENAUD.

ANNEXE I

PROGRAMME DE LA FORMATION
AUX PREMIERS SECOURS

Première partie

Module 1. - La protection.
Module 2. - L'alerte.

Deuxième partie

Module 3. - La victime s'étouffe.
Module 4. - La victime saigne abondamment.

Troisième partie

Module 5. - La victime est inconsciente.
Module 6. - La victime ne respire plus.

Quatrième partie

Module 7. - La victime se plaint d'un malaise.
Module 8. - La victime se plaint après un traumatisme.

ANNEXE II

GUIDE NATIONAL DE REFERENCE
DE LA FORMATION AUX PREMIERS SECOURS

Ce document est consultable dans les préfetures de département (service interministériel de la défense et de la protection civile)

ANNEXE III

MODÈLE DE L'ATTESTATION DE FORMATION AUX PREMIERS SECOURS (AFPS)



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
Direction de la défense et de la sécurité civiles

ASSOCIATION NATIONALE AGRÉÉE
(ou organisme habilité)

(Nom de l'association départementale affiliée ou de l'entité départementale pour les organismes publics habilités.)
(Siège social ou adresse.)

ATTESTATION DE FORMATION AUX PREMIERS SECOURS

délivrée en application des articles 1^{er} et 3 du décret n° 91-834 du 30 août 1991 modifié

Le *(directeur de l'organisme public habilité ou président de l'association agréée)* atteste que :

M (me) *(NOM et Prénoms)*, né(e) le *(date de naissance)* à *(lieu de naissance)* a suivi :

« UNE SESSION DE FORMATION AUX PREMIERS SECOURS »

qui s'est déroulée à *(lieu)* du *(date de début de la session)* au *(date de fin)*, en foi de quoi, lui délivre la présente attestation.

Fait à _____, le _____

Le moniteur responsable de la session,

*Le (directeur de l'organisme public habilité
ou président de l'association agréée),*

(nom et prénom obligatoire)

(nom et prénom obligatoire)

AFPS n° _____

Nota : cette attestation, délivrée sous la responsabilité du signataire, sanctionne l'acquisition des gestes de premiers secours. Elle est reconnue par les services de l'État.

ARRETE MINISTERIEL du 12 juin 2001 portant délivrance du brevet national d'instructeur de secourisme.

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 12 juin 2001, le brevet national d'instructeur de secourisme est délivré aux personnes dont les noms suivent, par ordre alphabétique (département du lieu de résidence) :

M. Manea (August), Polynésie française ;

M. Tauatiti (Georges), Polynésie française ;

CONVENTION de financement n° 73-01 du 27 août 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'association d'éducation et de culture populaire "Haapape", représentée par son président M. Claude Peu,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association d'éducation et de culture populaire "Haapape" pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Tournois sportifs interquartiers", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'action*

L'action consiste à proposer à plus de 1.000 jeunes et leur famille, issus des quartiers défavorisés de la commune de Mahina, des tournois de sports collectifs. Les tournois sont organisés tout au long du second semestre 2001 et ont pour objectifs la prévention par le sport, le développement et la consolidation du tissu social des quartiers et des liens familiaux.

Le coût prévisionnel de l'action est estimé à 80.667,30 FF, soit 1.467.500 F CFP ou 12.297,65 euros.

Art. 3.— *Plan de financement*

Association d'éducation et de culture populaire "Haapape"	15.473,83 FF	281.500 F CFP	2.358,97 euros
Participants aux tournois	659,63 FF	12.000 F CFP	100,56 euros
Etat (80 %)	64.533,84 FF	1.174.000 F CFP	9.838,12 euros

CONVENTION de financement n° 74-01 du 28 août 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La coopérative scolaire de Arue 1 primaire, représentée par son président M. Patrick Teriierooiterai,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la coopérative scolaire de Arue 1 primaire pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Etudes surveillées", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'action*

L'action consiste à offrir un soutien scolaire à des élèves de l'école qui rencontrent des difficultés scolaires et qui sont issus des quartiers prioritaires avoisinant l'école. Cette action vise à terme notamment l'amélioration des résultats scolaires et le développement de la confiance en soi. L'action se déroulera sur le premier semestre de l'année scolaire 2001-2002.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 10.504,61 FF, soit 191.100 F CFP ou 1.601,42 euros, dont 8.080,47 FF, soit 147.000 F CFP ou 1.231,86 euros sont liés à la prise en charge des 147 heures de vacations, rémunérées à hauteur de 54,97 FF, soit 1.000 F CFP ou 8,38 euros.

Art. 3.— *Plan de financement*

Coopérative scolaire de Arue 1 primaire	2.424,14 FF	44.100 F CFP	369,56 euros
Etat (76,92 %)	8.080,47 FF	147.000 F CFP	1.231,86 euros

CONVENTION de financement n° 131-01 du 29 août 2001.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Makemo, représentée par son maire M. Tuhiva Mairoto,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Makemo pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Réhabilitation du C.S.P. de Makemo", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation, à l'internat de Makemo, des travaux de réhabilitation et de mise en sécurité des sanitaires filles et garçons ainsi que des dortoirs et de la cuisine, soit un coût total estimé à 670.624,20 FF, soit 12.200.000 F CFP.

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

F.I.P. (100 %)	670.624,20 FF	12.200.000 F CFP
----------------	---------------	------------------

**CONVENTION de financement n° 2001-1 SAIA/DGE
du 29 août 2001.**

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Raivavae, représentée par son maire M. Taaroa Tevaatua,

Il est convenu ce qui suit :

*Dispositions générales***Article 1er.— Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien à la commune de Raivavae pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Bétonnage de la route traversière (3e tranche)", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste à bétonner la route traversière reliant le village de Rairua à Vairuru (3e tranche) dont le coût est estimé à 1.044.414,74 FF, soit 19.000.000 F CFP.

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

Etat	522.207,37 FF	9.500.000 F CFP
Territoire	494.722,77 FF	9.000.000 F CFP
Commune	27.484,60 FF	500.000 F CFP

**CONVENTION de financement n° 2001-2 SAIA/DGE
du 4 septembre 2001.**

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Rurutu, représentée par son maire M. Frédéric Riveta,

Il est convenu ce qui suit :

*Dispositions générales***Article 1er.— Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien à la commune de Rurutu pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Bétonnage d'une portion de route (Amaru-Faty)", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste à bétonner une portion de route dénommée Amaru-Faty dans la commune associée de Avera dont le coût est estimé à 219.876,79 FF, soit 4.000.000 F CFP.

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

Etat	98.944,55 FF	1.800.000 F CFP
Territoire	98.944,55 FF	1.800.000 F CFP
Commune	21.987,68 FF	400.000 F CFP

**CONVENTION de financement n° 2001-3 SAIA/DGE
du 4 septembre 2001.**

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Rurutu, représentée par son maire M. Frédéric Riveta,

Il est convenu ce qui suit :

*Dispositions générales***Article 1er.— Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien à la commune de Rurutu pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Bétonnage d'une portion de route (Taaiau)" et décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste à bétonner une portion de route dénommée Taaiau dans la commune associée de Moerai dont le coût est estimé à 340.809,02 FF, soit 6.200.000 F CFP.

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

Etat	98.944,55 FF	1.800.000 F CFP
Territoire	207.783,56 FF	3.780.000 F CFP
Commune	34.080,90 FF	620.000 F CFP

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

DIRECTION DES AFFAIRES FONCIERES

CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS

AVIS N° 2574 DAF.REC-HYP.

Il est donnée avis de recherche de MM. Roo a Tehavaru décédé à Niau le 8 août 1923, Tevivi a Otare, Teurai a Manua, Mochau a Manua, Teave a Amo, Mihimana a Turoa, Tepoe a Amo, Tavi a Manua, Paina a Maomao, Tini a Manua, Poata a Moe, Tetuarii Maraetaata, Raihoa a Hau, Mme Terii a Terii a Tahua née à Opoa, Raiatea, le 15 juin 1922, M. Tekehu Moeave Munanui a Tinirau né à Hao le 1er juin 1939, époux de Mme Henriette Yim-Yiu Cheung, M. Farepa Ana Tekopuheiaiki Tinirau né à Hao le 16 décembre 1910, lesquels sont invités à se faire connaître à la direction des affaires foncières (division de la recette-conservation des hypothèques) "(fare haamaramaramaraa)" à Fare Ute.

Fait à Papeete, le 5 septembre 2001.

*Le curateur aux successions
et biens vacants,
Louis PICARD.*

SERVICE DE L'URBANISME

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER POUR LE MOIS D'AOUT 2001

COMMUNE DE ARUE

Travaux autorisés le 6 août 2001

N° 01-1134-1 MLA.AU, Mme Teurupare Suen Ko, parcelle cadastrée 45, section P (parcelle b, terre Paotoi) au P.K. 6,300, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 7 août 2001

N° 01-724-1 MLA.AU, M. et Mme Gérard et Liliane Vernaude, parcelle cadastrée 89, section B (lot H, terre Tematai-Tahi-Outoriari) au P.K. 4,800, côté mer, 1 mur de clôture ;

N° 01-921-1, M. Victorin Tamarii, lot 151, lotissement Erima, extension d'une maison d'habitation ;

N° 01-941-1, M. Andy Chanel et Mlle Cendrine Laille, parcelle cadastrée 180, section R (lot 14, lotissement Moetarava), clôtures.

Travaux autorisés le 8 août 2001

N° 01-886-1 MLA.AU, commune de Arue, parcelle cadastrée 107, section D (parcelle 2, domaine Tamahana) au P.K. 3,500, côté montagne, derrière Continent, 1 logement de gardien de l'école primaire Arue 2.

COMMUNE DE FAAA

Travaux autorisés le 3 août 2001

N° 00-2687-3 MLA.AU, M. Alain Riboulot, parcelle cadastrée 1350, section T.5 (terre Vaihaamana parcelle A), route de Pamatai, terrassement.

Travaux autorisés le 7 août 2001

N° 01-894-1 MLA.AU, Mme Emilie Tumahai, parcelle cadastrée 597, section T.5 (terres Arevareva et Vavahiapa), Pamatai, 1 maison d'habitation ;

N° 01-980-1, Mlle Heitiare Aubry, parcelle cadastrée 340, section H (terres Atihai et Tetuetue) au P.K. 4,900, côté montagne, ajout chambre et séjour à 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 août 2001

N° 01-1265-1 MLA.AU, M. Tepureau Patere, lot C, partie domaine Elzea, Tipaerui, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1281-1, M. Jean-Pierre Ariotima, parcelle cadastrée 260, section C (terre Vaimoora, lot 1), Piafau, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1319-1, Mlle Marie-Françoise Tagi, parcelle cadastrée 137, section D (propriété Edmond Liais) au P.K. 5,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 août 2001

N° 01-1219-1 MLA.AU, Mlle Eugénie Parearii Tehina, parcelle cadastrée 402, section T2 (domaine Pamatai), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 14 août 2001

N° 01-1434-1 MLA.AU, M. Oscar Ueva, parcelle cadastrée 35, section H (terre Tepiia, lot 4) au P.K. 4,800, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE HITIAA O TE RA

Travaux autorisés le 3 août 2001

N° 01-978-1 MLA.AU, Mlle Antonina Greig, lot 5, terre Pohue Iti à Hitiaa, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1077-1, M. Hugh Tauru, parcelle terre Vaitaue à Hitiaa, P.K. 34,950, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1131-1, M. Georges Virau Apa, parcelle cadastrée 74, section AM (lot C dépendant terres Tepuone et Teonetera) à Tiarei, P.K. 26,150, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 6 août 2001

N° 01-1035-1 MLA.AU, Mlle Esméralda Tom Sing Vien, lot 2, terres Vaiputaputa, Tearafata et Tepapa partie à Hitiaa, P.K. 35,200, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 7 août 2001

N° 01-1114-1 MLA.AU, Mlle Yvette Tauhiro, parcelle terre Tirape à Mahaena, P.K. 32, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1124-1, M. Edouard Temuri, parcelle terre Tefenuapaepae à Hitiaa, P.K. 37, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 août 2001

N° 01-1149-1 MLA.AU, Mme Timeri Poutemanu Tuarae veuve Vaitoare, parcelle cadastrée 36, section AP (terre Teurufaifai, parcelle B) à Tiarei, P.K. 27,800, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 août 2001

N° 01-960-1 MLA.AU, Mme Maïma Saminadame, lot 3 dépendant lot 4, parcelle 2, plan de partage terres Vaiputaputa, Tearafata et Tepapa à Hitiaa, P.K. 35,400, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1321-1, Mme Pauline Hepo veuve Teuri, parcelle cadastrée 70, section AC (terre Raupaa) à Papenoo, P.K. 15, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE MAHINA

Travaux autorisés le 3 août 2001

N° 01-656-1 M.L.A.U., Mlle Johanna Bennett, parcelle cadastrée 508, section V.2 (lot 55, lotissement O'viri), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 6 août 2001

N° 01-802-1 M.L.A.U., M. et Mme Alain Arai, parcelle cadastrée 144, section K (parcelle terre Vaionioni-Farevaa), pointe Vénus, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1172-1, M. Heimata Gilles Krause et Mme Faimano Tuheiyava, lot 65, lotissement "Les hauts de Mahinarama" extension, 3e tranche, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 7 août 2001

N° 01-1083-1 M.L.A.U., Mlle Taha Marthe Lucia Williams, parcelle cadastrée 4, section V.1 (terres Teiriiri 1 et Vaipoopoo) au P.K. 9,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1125-1, Mlle Stéphanie Taurua, parcelle cadastrée 145, section N (parcelle domaine Nono. Au), lotissement Mahinarama, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1147-1, Mme Nicole Vahine, parcelle cadastrée 84, section V.1 (terre Farereva) au P.K. 9,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 9 août 2001

N° 01-1331-1 M.L.A.U., M. Mirirani Arai, parcelle cadastrée 6, section V.1 (lot 8, partage parcelle B, terre Potaa) au P.K. 9,500, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1433-1, Mlle Leila Aumérân, parcelle cadastrée 75, section V.2 (partie parcelles 1 et 1 bis, plan de partage lot 5, terre Vaiotoe) au P.K. 9, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 août 2001

N° 01-901-1 M.L.A.U., Mlle Charlene Loana Yeung, lot 63, lotissement "Les vallons de Atima", enrochement et 1 mur de soutènement ;

N° 01-979-2, M. Seta Karl Faatau, parcelle cadastrée 19, section 1 (terre Vaiaata-Vaiaro 2) au P.K. 12, côté mer, Ahonu, 1 clôture ;

N° 01-1282-1, M. Laurent Matjascic et Mme Eliane Tarati, parcelle cadastrée 487, section V.4 (lot 35, lotissement O'viri), 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

Travaux autorisés le 3 août 2001

N° 00-192-4 M.L.A.U., M. François Phan Tuong Lan, parcelle cadastrée 59, section C1 (lot 2, terre Tepihaa partie) à Teavaro, près de la mairie, modification de façades d'une maison d'habitation ;

N° 00-2788-3, M. Louis Boyer, parcelle cadastrée 4, section EM (terre Faratea 2) à Paopao, près de la gendarmerie, modification de distribution intérieure et de façades d'une maison d'habitation ;

N° 01-836-2, Mme Wanda Taero épouse Cabral, lot 3, terre Tiahura à Haapiti, 3 bungalows ;

N° 01-868-1, M. Vincent Ivon, parcelle 2, lot 2, terre Tapauma à Afareaitu, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 6 août 2001

N° 01-390-3 M.L.A.U., M. Michel Nardi, parcelle terre Noha-Raehau à Paopao, quartier Paraoro, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1022-1, Mlle Tetuaura Matautau, parcelle terre Tehavivo à Teavaro, Temae, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1051-1, M. Xavier Patrice Guilbeaud, parcelle cadastrée 70, section CL (lot 8, lotissement résidentiel Bel Air) à Teavaro, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1063-1, Mlle Simone Teraiarue Tiaipoi, parcelle cadastrée 40, section CE (terre Paevai) à Teavaro, Vaiare, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1064-1, Mlle Lorraine Tehatuma, parcelle cadastrée 82, section AP (parcelle A, terre Vahioehau) à Afareaitu, Maatea, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 7 août 2001

N° 00-2488-3 M.L.A.U., ministère de l'éducation et de l'enseignement technique, dans l'enceinte du collège de Afareaitu, 1 local porte-cartes ;

N° 01-348-2, M. Manea Amaru Germain, parcelle terre Urufare Uraau, lot 1, parcelle E à Papetoai, P.K. 19, côté mer, 2 bungalows ;

N° 01-782-4, M. Serge Perelli, lot 17, lotissement "Village Tiahura" à Haapiti, aménagement d'un bâtiment existant en restaurant ;

N° 01-835-2, M. Hinauroa Eric Cabral, lot 1, domaine "Xavier Matohi" à Haapiti, 1 maison d'habitation et 2 bungalows.

Travaux autorisés le 10 août 2001

N° 99-887-3 M.L.A.U., M. et Mme Richard Burton, parcelle B, morcellement terre Urumaru 3 à Haapiti, Vaianae, 1 maison d'habitation (prorogation) ;

N° 99-2079-2, Mlle Diana Teariki, parcelle terre Apitia dite motu lot 7 à Teavaro, quartier Fanaura, 1 maison d'habitation (prorogation) ;

N° 01-1253-1, M. Léonard Manate, parcelle cadastrée 6, section HR (domaine Oio, lot B.1) à Haapiti, P.K. 23, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1267-1, M. Jacky Tetuanui, parcelle cadastrée 142, section E1 (surplus parcelle C, lot 1, propriété "Marcel Pin") à Paopao, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 août 2001

N° 99-2829-1 M.L.A.U., Mlle Madeleine White, lot 1, terre Tefararoa à Haapiti, P.K. 23,755, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PAEA

Travaux autorisés le 3 août 2001

N° 01-1010-1 M.L.A.U., M. Georgie Tetuanui, parcelle cadastrée 48, section AE (terre Terurua) au P.K. 21,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1122-1, M. Georges Tepuai et Mme Ingrid Terega, parcelle cadastrée 194, section AA (surplus domaine Papehue, lot 100, n° 1) au P.K. 18,900, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 6 août 2001

N° 01-641-2 M.L.A.U., S.A. Banque de Polynésie, parcelle de terrain communal, près de la mairie, aménagement d'un local archives et de distributeur automatique de billets ;

N° 01-1050-1, M. Oariimateraa Stéphane Lequerré, parcelle contiguë au lot 11, lotissement Vaitiare au P.K. 24,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 7 août 2001

N° 01-1153-1 M.L.A.U., M. Lionel Tereino, parcelle cadastrée 236, section AK (lot E1b dépendant lot E, plan de partage propriété Sage) au P.K. 21,900, Orofero, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 août 2001

N° 01-1176-1 MLA.AU, Mme Carmella Matataumariari Taie, parcelle cadastrée 179, section AE (terre Tuaraa II) au P.K. 20,800, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1194-1, M. Yves Hapairai, parcelle cadastrée 307, section AM (terres Tearea, Motoro, Panahoe, Paepaeroa, Hirimai et Tepouohu dite propriété Fagneaux) au P.K. 23,400, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1247-1, Mlle Hani Huria, parcelle cadastrée 212, section AH (terre Teruarei) au P.K. 21,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 août 2001

N° 01-1236-1 MLA.AU, Mlle Stéphanie Vivish, parcelle cadastrée 113, section AS (propriété Guild, lot 2) au P.K. 27,200, côté mer, 2 maisons d'habitation ;

N° 01-1288-1, Mlle Doris Atiu, parcelle cadastrée 183, section AN (propriété Chapman, lot 3 bis) au P.K. 24,200, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PAPARA

Travaux autorisés le 3 août 2001

N° 01-369-3 MLA.AU, M. Gérard Vernaudeau, parcelle cadastrée 82, section AN (propriété Vernaudeau) au P.K. 34,800, côté montagne, 12 logements à louer ;

N° 01-370-4, Mlle Nicole Vernaudeau, parcelle cadastrée 9, section AK (ex-domaine Brander) au P.K. 34,800, côté montagne, 15 logements à louer ;

N° 01-371-4, M. Léon Vernaudeau, parcelle cadastrée 10, section AK (ex-domaine Brander) au P.K. 34,800, côté montagne, 19 logements à louer ;

N° 01-1121-1, Mme Elva Pao, parcelle cadastrée 73, section BC (propriété Sanford, parcelle C, lot 6) au P.K. 39,200, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1200-1, M. Moeava Bruno Chave, parcelle cadastrée 219, section AY (propriété Chave-Teohe et Tetaumatai, lot 6) au P.K. 38, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 6 août 2001

N° 01-907-1 MLA.AU, Mlle Françoise Holozet, parcelle cadastrée 41, section AR (lot 1, terre Tepaniuru 3) au P.K. 36,350, 1 mur de clôture ;

N° 01-1161-1, M. Philippe Lesourd, parcelle dépendant lot A, partage terres Paevai et Namunamuauihi 1 au P.K. 34,300, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 7 août 2001

N° 01-1119-1 MLA.AU, M. Hunny Tehaamatai, parcelle 5 dépendant partie lot 7, partage domaine Tehaamatai, près de la rivière Taharuu, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 août 2001

N° 01-1095-1 MLA.AU, Mme Marie Motahi épouse Buillard, parcelle cadastrée 21, section AR (terre Raihaono) au P.K. 36,200, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1215-1, Mme Catherine Yvon, parcelle cadastrée 21, section BP (domaine de Atimaono, lot C) au P.K. 40,500, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 août 2001

N° 01-1286-1 MLA.AU, M. Rio Picard, parcelle cadastrée 74, section AZ (lots 1 et 2, lotissement Leilani) au P.K. 38,200, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PAPEETE

Travaux autorisés le 6 août 2001

N° 01-21 MLA.AU.PPTE, Mme Titaua Angéline Tumahai épouse Taeaetua, Faaripiti, aménagement et extension d'une maison d'habitation en garderie ;

N° 01-76, M. et Mme Robert et Gréta M.C. Kittrick, lot A 3, plan de partage lot 1, terres Tutahea 2, Vaihihiota et Tipapa 4, cours de l'Union-Sacrée, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PIRAE

Travaux autorisés le 6 août 2001

N° 01-841-1 MLA.AU, M. Jean-Philippe Juventin, parcelle cadastrée 62, section K (lot 4, lot 5, propriété Temauri-Maraetefau), près du stade de Vaïete, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 7 août 2001

N° 00-354-1 MLA.AU, M. Fabrice Morvan, parcelle cadastrée 243, section H (lot 11, lotissement Hamuta Iti), extension du salon d'une maison d'habitation ;

N° 00-1857-2, Mme Hinano Teriipaia, parcelle cadastrée 374, section B (lot 3, ancienne propriété Benacek), extension d'une terrasse couverte à une maison d'habitation ;

N° 01-1096-1, M. et Mme Pascal Valantin, parcelle cadastrée 596, section E (terre Puihi 2), avenue Ariipaea, face au stade de Fautaua, 2 maisons d'habitation ;

N° 01-1187-1, Mlle Nathalie Ehrhart, parcelle cadastrée 168, section I (propriété Zimmer partie), 1 maison d'habitation ;

N° 01-1190-1, Mlle Corinne Litchlé, parcelle cadastrée 77, section L (domaine Walker), Fare Rau Ape, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 9 août 2001

N° 01-513-6 MLA.AU, Polynésie française (ministère de l'équipement), parcelle cadastrée 8, section C (terre Taone 1), 1 bâtiment médecine-chirurgie-obstétrique (M.C.O.) du nouveau Centre hospitalier de Tahiti ;

N° 01-1432-1, Mme Jeannine Loo, parcelle cadastrée 504, section E (lot 5, partage parcelle D, terre Te Otue I Paura), rue Paul-Bernière, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 août 2001

N° 01-1274-1 MLA.AU, M. Viriura Tetahaimaui, parcelle cadastrée 235, section C (terre Atihao, lot 4), rue Gadiot, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 août 2001

N° 00-2845-2 MLA.AU, Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs, stade de Fautaua, 1 bâtiment destiné à la pratique du squash.

COMMUNE DE PUNAAUIA

Travaux autorisés le 3 août 2001

N° 01-1106-1 MLA.AU, M. et Mme François Coudert, lot 16, lotissement Punavai montagne, 1 abri garage.

Travaux autorisés le 7 août 2001

N° 99-2357-2 MLA.AU, Mme Maeva Shelton, parcelle terre Tetiapa au P.K. 15,700, côté mer, modification de la terrasse et de la zone bain d'une maison d'habitation ;

N° 00-939-4, Camica, parcelle cadastrée 201, section AM (terrain Auffray), Outumaoro, modification bâtiment annexe (1re tranche) ;

N° 00-2021-2, commune de Punaauia, parcelle cadastrée 118, section E (parcelle terres Vaipoopoo et Vaireu 1 et 2 partie) au P.K. 10, côté montagne, modification de façade d'un bâtiment à usage d'abri de véhicules ;

N° 01-431-4, M. Francis Nanai, parcelle cadastrée 141, section M (terre Iviroa 2) au P.K. 12,200, côté montagne, 1 immeuble d'habitation (4 logements) ;

N° 01-1101-1, Mlle Jolina Beneteau, parcelle cadastrée 279, section BC (lot 2, lotissement "Les hauts de Matatia"), 1 maison d'habitation ;

N° 01-1109-1, Mlle Lucie Nui, parcelle cadastrée 95, section BE (parcelle A dépendant lot B2 lieudit Matatia), 1 maison d'habitation ;

N° 01-1127-1, M. Bernard Collorig, parcelle cadastrée 119, section AP (lot 1.264, lotissement Lotus), 1 piscine ;

N° 01-1232-1, M. Eric Chan, parcelle cadastrée 514, section M (terre Tahua Raumanu) au P.K. 12, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1263-1, Mlle Isabelle Dantzer, parcelle cadastrée 287, section BC (lot 10, lotissement "Les hauts de Matatia"), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 août 2001

N° 01-1103-1 MLA.AU, Mme Patricia Yu Hun Tai épouse Louis, parcelle cadastrée 162, section BR (lot 99, lotissement Punavai Nui), 1 maison d'habitation ;

N° 01-1218-1, M. Enoch Laughlin, parcelle B provenant division lot 4, propriété "Valentin Teissier", lot 2 au P.K. 13,500, côté montagne, 2 maisons d'habitation ;

N° 01-1260-1, Mme Hinano Leheilleix, parcelle cadastrée 120, section I (terre Tahuhutahi) au P.K. 8,200, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1352-1, M. et Mme Gilles Labadie, parcelle cadastrée 148, section BM (lot 35, lotissement Punavai Nui), 1 maison d'habitation, 1 garage et 1 muret.

Travaux autorisés le 13 août 2001

N° 01-1045-1 MLA.AU, M. Gilles Cheneson, lot 1, terre Teonetera, pointe des Pêcheurs, ajout d'un étage à une maison d'habitation ;

N° 01-1264-1, M. et Mme Guy Reynoird, parcelle cadastrée 157, section BR (lot 128, lotissement Punavai Nui 2e tranche), 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-EST

Travaux autorisés le 3 août 2001

N° 01-989-1 MLA.AU, M. Jacques Barrelet, lot 3B, terres Teonetera et Teporiatai à Tautira, P.K. 13,200, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1068-1, Mlle Ginette Vaitu, parcelle terre Haaono à Faaone, P.K. 45,200, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1093-1, Mme Catherine Tematahotoa épouse Ravatua, lot 13, lotissement "Les Tipaniers" à Afaahiti, P.K. 3, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1137-1, Mme Flora Hutia veuve Picard, parcelle cadastrée 23, section AR (terre Tevihonu, parcelle A) à Afaahiti, P.K. 1,100, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1285-1, M. Jean-Hugues Pito et Mlle Vanina Ah Min, lot 2 dépendant plan de partage terres Tetahitutu 1 ou Tetutu 1, Tetahitutu 2 ou Tetutu 2 et Tutoia 1 à Afaahiti, P.K. 3,600, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 6 août 2001

N° 99-3245-2 MLA.AU, M. et Mme André Taora Temauri, parcelle 2 détachée partie B terre Taumatai ou Tetaumatai, parcelle A dépendant lots E2, E4 et E6 à Afaahiti, Taravao, ajout garage, buanderie et terrasse à 1 maison d'habitation ;

N° 01-881-2, association Te Haurua, au droit d'une parcelle de terrain domanial à Faaone, port de Faratea, 1 local destiné à abriter 1 chambre froide pour la conservation de poissons et 1 machine à glace ;

N° 01-1105-1, Mme Navairua Tetiarahi, parcelle cadastrée 82, section BE (parcelle B2 terre Taamatua) à Afaahiti, P.K. 3,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1111-1, Mlle Jaze Wong Hen, parcelle cadastrée 36, section AP (lot 8, lotissement Paparaoa) à Afaahiti, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 7 août 2001

N° 01-1145-1 MLA.AU, Mme Miranda Teihoarii, parcelle cadastrée 20, section BD (lot 6, terre Hiva) à Afaahiti, P.K. 3,500, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1162-1, Mme Vahinerii Rosalie Tapa, lot 29, lotissement "Osmond Jamet II - Miri" à Afaahiti, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1287-1, Mme Edwige Bordes, parcelle 4, partage morcellement lot 2 dépendant partage domaine de M. Alfred Bordes à Faaone, P.K. 49,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 août 2001

N° 01-1002-1 MLA.AU, Mme Moerai Vaianani épouse Tien Wah, parcelle terre Aehoti, lot 1, à Pueu, P.K. 11,400, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1148-1, Mlle Djavelita Durand, lot 31, lotissement partie lot XIV du domaine de Afaahiti, près du collège de Taravao, extension d'une maison d'habitation (chambre) ;

N° 01-1241-1, M. Wilfred Teva Picard, parcelle cadastrée 23, section AR (parcelle A, terre Tevihonu) à Afaahiti, P.K. 1,100, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 août 2001

N° 01-1104-1 MLA.AU, Mme Odile Hargous, parcelle cadastrée 25, section AC (terres Punafare et Poumaa partie) à Faaone, P.K. 50, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1203-1, Mme Emma Gatata, parcelles 100 C et 101, terre Aturaitora 4 à Afaahiti, P.K. 3,150, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1258-1, M. Philippe Sun, parcelle cadastrée 75, section O (terre Paparaoa 1, lot B4) à Afaahiti, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

Travaux autorisés le 3 août 2001

N° 01-1030-1 MLA.AU, M. Norbert Ly, lot 1, ancienne propriété "Stephen Ipeva Vivish", lot C2 à Toahotu, P.K. 2,300, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 6 août 2001

N° 01-106-1 MLA.AU, M. Marama Lemaire, parcelle lot 2, terres Vairuia 1, Ofainaoro 1, Tetahuaraupuni 1, Maunu 1 et Tetahuataraa 1 à Vairao, P.K. 12,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1008-1, Mme Cécile Saint Maxent, lot 2, lotissement Miti Rapa plateau 1re tranche à Toahotu, 1 abri jardin et 1 piscine ;

N° 01-1056-1, M. Armand Roomataaroa et Mlle Hélène Pito, lot 7, lotissement Miti Rapa plateau 1re tranche à Toahotu, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1177-1, M. Régis Tauraa, lot 158, lotissement Miti Rapa plateau à Toahotu, 1 piscine.

Travaux autorisés le 7 août 2001

N° 99-1453-3 MLA.AU, Mme Manuela Jouen, parcelle dépendant lot 2A, domaine de Vairao à Toahotu, P.K. 4,800, côté montagne, 1 maison d'habitation (prorogation) ;

N° 01-1029-2, M. Gil Roesler, lot 6-36, lotissement Puunui à Toahotu, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1032-2, M. Gil Roesler, lot 6-36, lotissement Puunui à Toahotu, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1049-1, M. Hauata Moana, parcelle terre Fariimata à Vairao, P.K. 12,500, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1026-1, Mme Lucette Simone Taputu, lot F.4 dépendant lot 1, ancienne propriété "Stephen Ipeva Vivish" à Toahotu, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1216-1, M. et Mme Charles Chung, parcelles B-2 et C, partage lot 3, terre Vaieri dite Vaipoea à Vairao, P.K. 9, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1252-1, Mlle Manuata Kalina Maruhi, lot B-2, plan de partage lot B, terre Vairaatira à Vairao, P.K. 11,800, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 août 2001

N° 99-1592-3 MLAAU, M. Marcel Matarere, parcelle A, lot D2, propriété Vivish à Toahotu, P.K. 2,400, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 août 2001

N° 01-1279-1 MLAAU, M. et Mme Tunui Renvoyé, parcelle cadastrée 94, section A1 (terre Atomoahine 2) à Toahotu, P.K. 4,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TEVA I UTA

Travaux autorisés le 3 août 2001

N° 01-1082-1 MLAAU, Mme Tetuanui Simone Cheung épouse Haumani, parcelle cadastrée 13, section BW (terre Tepumaroura 2) à Papeari, P.K. 54,600, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1126-1, M. Loïc Prieur et Mlle Titaina Wong Po, parcelle cadastrée 67, section B1 (terre Rauvaru 2 et 4, parcelle B, lot 1) à Papeari, P.K. 52,800, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 6 août 2001

N° 01-1080-1 MLAAU, Mlle Heiata Betty Ueva, parcelle cadastrée 4, section AK (terres Ahoteina, Maruahutu et Ahotuana 1 et 2) à Mataiea, P.K. 44,200, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 7 août 2001

N° 99-1831-3 MLAAU, Mme Yolande Maruia Bernadino, parcelle cadastrée 1, section BY (parcelle terre Teahuahu) à Papeari, P.K. 55,200, côté montagne, 1 maison d'habitation (prorogation) ;

N° 99-2224-3, Mme Léonne Turi épouse Teaue, parcelle cadastrée 34, section AS (PV 295, partie terre Tumuvanaa 2) à Mataiea, P.K. 47,300, côté montagne, 1 maison d'habitation (prorogation) ;

N° 01-162-1, Mme Airima Samphie Teiho, parcelle cadastrée 14, section AA (propriété Victoire Bernardino) à Mataiea, P.K. 41,800, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1071-1, Mme Shirley Wohler, parcelle cadastrée 131, section AS (terre Atitiaha, lot 10) à Mataiea, P.K. 46,900, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1085-1, Mlle Lydia Tauhiro, parcelle cadastrée 18, section BM (lot 4, lot 3 bis, terres Teuruparea 1 moitié et Teputai partie) à Papeari, près de l'école primaire Muturea, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1158-1, M. Gaston Tehahetua, parcelle cadastrée 5, section A1 (terre Vaiharuru, lot 5) à Mataiea, P.K. 43,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1175-1, M. Romualdo Bernadino, lot 1-A, terre Teahuahu à Papeari, P.K. 55,200, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1191-1, Mme Catherine Ferrand, parcelle cadastrée 93, section BK (parcelle terre Manua) à Papeari, P.K. 53, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 août 2001

N° 01-1117-1 MLAAU, M. Etai Auti, parcelle cadastrée 28, section BK (lot 51, lotissement "Résidence Vaiata 1") à Papeari, P.K. 52,800, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1160-1, M. Manarii Ahutoru, parcelle cadastrée 4, section BX (terre Maireau 1) à Papeari, P.K. 54,800, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE FAKARAVA

Travaux autorisés le 2 août 2001

N° 00-1576-2 MLAAU.TG, M. et Mme Tetai et Ruita Tehei, parcelle terre Matiti à Niau, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 août 2001

N° 99-2137-10 MLAAU.TG, S.C.I. Fakarava Dream, atoll de Fakarava, 1 ensemble hôtelier "Maitai Fakarava Dream".

COMMUNE DE TAKAROA

Travaux autorisés le 3 août 2001

N° 01-741-2 MLAAU.TG, M. Teva Joseph Tama, parcelle cadastrée 314, section H.6 (terre Motuhekoheko 1) au secteur 3, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE RANGIROA

Travaux autorisés le 3 août 2001

N° 01-962-1 MLAAU.TG, M. Charles Voirin, lot J 14, partage terre Tairuaurau à Avatoru, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE MAKEMO

Travaux autorisés le 3 août 2001

N° 01-1067-1 MLAAU.TG, M. Tehau Temanu, parcelle terre Turutea à Taenga, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1076-1, M. Francis Williams, parcelle terre Haoariki à Katiu, 1 maison d'habitation.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

Greffé du tribunal mixte de commerce de Papeete

Suivant acte reçu le 30 juillet 2001 par Me Dominique CALMET, notaire associé de la société civile professionnelle "Office notarial CORMIER et CALMET", titulaire d'un office notarial à Papeete, enregistré à Papeete, le 9 août 2001, folio 136, bordereau 4249/10,

M. Dominique LAURENT, commerçant, demeurant à Faa'a, Saint-Hilaire (B.P. 2447 Papeete), célibataire,

A cédé à la société dénommée PATACHOUX, société à responsabilité limitée, au capital de 1.000.000 F CFP, dont le siège social est à Papeete, immeuble Fare Tony, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 8351 B,

Tous ses droits pour le temps en restant à courir à compter du 1er août 2001, au bail du local sis à Papeete, donnant sur la rue Lagarde dépendant du centre commercial Aline, formant partie du lot n° 7 et partie du lot n° 29, d'une superficie totale approximative de 81 mètres carrés avec une mezzanine dans lequel le cédant exploitait son fonds de commerce, connu sous le nom de HOME DECORATION,

Moyennant le prix de *vingt-trois millions cinq cent mille francs pacifiques* (23.500.000 F CFP).

L'entrée en jouissance a été fixée à compter du 1er août 2001.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en l'office notarial CORMIER et CALMET où domicile a été élu à cet effet, au plus tard dans les dix jours de la présente et dernière insertion.

Pour avis,
Pour le greffier en chef
du tribunal mixte de commerce,
Mme Carole VAIRAAROA.

LORENZO

Société à responsabilité limitée

Capital : 1.000.000 F CFP

Siège social : Faa'a, P.K. 5, côté mer

R.C. Papeete n° 6.486 B

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 9 juillet 2001, il a été décidé la dissolution de la société à compter du 31 mars 2001, par décision volontaire des associés.

La nomination de M. Ireneusz KOSTEK, demeurant à Faa'a, cité de l'Air, en qualité de liquidateur, à compter du même jour.

La correspondance ainsi que les actes et documents concernant la liquidation doivent être notifiés à Papeete, B.P. 555.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés en annexe au registre du commerce de Papeete, au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis et mention,
Le liquidateur.

S.E.L.A.R.L. GIAU-LAU-JACQUET

Avocats associés,

Papeete

Suivant acte sous seing privé en date du 18 juillet 2001, enregistré au bureau des hypothèques de Papeete le 20 juillet 2001, folio 131, bordereau 4089/1,

La société AQUA SAFARI, société à responsabilité limitée dont le siège social est fixé plage de Matira, Bora Bora,

A cédé à M. Dany LEMIRE, demeurant à Bora Bora,

Un fonds de commerce d'activité de plongée scaphandre avec casque, sis et exploité à Bora Bora,

Moyennant le prix de *cinq millions de francs pacifiques* (5.000.000 F CFP).

La date d'entrée en jouissance a été fixée au 18 juillet 2001.

Les oppositions seront reçues chez Me Thierry JACQUET, avocat à Papeete, exerçant angle de la rue Lagarde et de l'avenue du Général-de-Gaulle, B.P. 1415 Papeete, où il a été fait à cette fin élection de domicile. Elles devront être faites au plus tard dans les dix jours qui suivront la dernière en date des publications légales prévues.

Pour deuxième insertion,
Me Thierry JACQUET.

S.C.P. SERGE VILLET - JULIEN CHAN

Notaires associés à Tahiti

Avec résidence à Punaauia,

S.C. MOERANI

Société civile au capital de 100.000 F CFP

Siège social : Papeete (Tahiti), Fare Ute

R.C.S. : Papeete n° 3.665 C

Avis de modification

Il résulte d'un acte de cession de parts de la S.C. MOERANI reçu par Me Julien CHAN, notaire associé, le 4 septembre 2001, les modifications suivantes aux mentions anciennement publiées :

*Ancienne mention :**Siège social :* Papeete (Tahiti), Fare Ute ;*Gérance :* M. Jean-Baptiste LECAILL, demeurant à Papeete (Tahiti).*Nouvelle mention :**Siège social :* Punaauia (Tahiti), P.K. 9,600, en amont de la route de ceinture ;*Gérance :* M. Luc PEDEBIDOU, demeurant à Punaauia (Tahiti), lotissement du Lotus.*Pour avis et mention,*
Me Julien CHAN,
notaire associé.**AVIS DE CONSTITUTION**

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 22 août 2001, il a été constitué une société à responsabilité limitée dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination : I.C.B.S. (International Communication Business Strategy).*Objet :* L'exploitation de tous systèmes informatiques basés sur l'utilisation d'Internet et de tous produits dérivés du multimédia et de façon plus générale, toute opération financière, commerciale ou industrielle pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus.*Enseigne :* Dream-Islands.com.*Siège social :* Vaitape, BORA BORA.*Durée :* 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce.*Capital social :* 2.000.000 F CFP.*Gérante statutaire :* Mme Christelle GUITTON, domiciliée à Vaitape, BORA BORA.*Immatriculation :* Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.**AVIS DE VENTE DE FONDS DE COMMERCE**

Suivant acte reçu aux minutes de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, le 6 août 2001, enregistré à Papeete le 10 août 2001, folio 137, bordereau 4262/3,

La société dénommée "MARIE ET JEAN", société à responsabilité limitée au capital de 1.500.000 F CFP, ayant son siège social à Papeete, rue des Remparts, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 5394-B,

A vendu à M. André Ronnel Lérie Tumaeretele-Tait-Umareu REY, demeurant à Papeete, avenue Georges-Clemenceau,

Un fonds de commerce de restauration, sis et exploité à Papeete, rue des Remparts, connu sous l'enseigne de "CHANGUY", pour l'exploitation duquel la S.A.R.L. MARIE et JEAN est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete, sous le n° 15.394 B, avec entrée en jouissance immédiate,

Moyennant le prix de cinq millions de francs pacifiques (5.000.000 F CFP), payé comptant.

Les oppositions éventuelles seront reçues à Papeete, 11, avenue Bruat, au siège de l'étude de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, où domicile a été élu à cet

effet, et pour être valables devront être faites par exploit d'huissier dans les dix jours de la présente insertion.

Pour deuxième insertion,
Le greffier.

MISSIR & CIE**Société en nom collectif****Au capital de 1.000.000 F CFP****Siège social :** Pointe Matira, Bora Bora*Avis de constitution*

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 7 septembre 2001 à Papeete, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : MISSIR & Cie.*Forme sociale :* Société en nom collectif.*Siège social :* Pointe Matira, Bora Bora, B.P. 2937 - 98713 Papeete (Tahiti).*Objet social :* Le négoce, l'importation et la vente d'articles de bijouterie, de produits artisanaux, d'articles de souvenirs, d'articles en textiles et de tous produits accessoires. La mise en dépôt-vente de ces mêmes articles, la mise en place, le développement et l'exploitation d'un musée, la vente de tous produits s'y rapportant.*Durée :* 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés de Papeete.*Capital social :* 1.000.000 F CFP.*Gérant associé :* M. Frédéric MISSIR, demeurant à Faa'a, lotissement Les Mamaias, lot n° 14 (Tahiti, Polynésie française).*Associée :* Mme Etsuko SASAKI épouse HIRSHON, demeurant à Punaauia, P.K. 15,500, côté montagne (Tahiti, Polynésie française).*Immatriculation :* Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

La gérance.

Me Bernard BRUGGMANN,
notaire à la résidence de Papeete

"PHARMACIE ROYALE"**Société en nom collectif, au capital de 201.000.000 F CFP****Siège social :** Arue, P.K. 4,900, côté montagne**R.C.S. Papeete n° 6.952 B***Cession de parts sociales, nomination d'un cogérant*

Aux termes d'un acte reçu au rang des minutes de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, le 20 août 2001, M. Hervé Fabrice SENDOU a cédé la totalité des parts lui appartenant dans la société "PHARMACIE ROYALE" au profit de M. Franck MULOT et a démissionné de ses fonctions de cogérant pour compter du jour de la cession de parts.

Par ailleurs, la nomination de M. Franck MULOT, décidée aux termes de l'assemblée générale mixte du 6 février 2001 sous condition suspensive, est devenue définitive le jour de la réalisation de l'acte de cession de parts du 20 août 2001 sus-énoncé.

Il résulte de ce qui précède les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées :

13 Septembre 2001

*Mention périmée**Associés indéfiniment responsables :*

- M. Hervé Fabrice SENDOU, pharmacien, demeurant à Papeete, résidence "Les Orchidées" ;
- M. Alberto Vincenzo BONO, pharmacien, demeurant à Arue, Erima, lot n° 1, îlot A.

Gérance :

- M. Hervé Fabrice SENDOU, pharmacien, demeurant à Papeete, résidence "Les Orchidées" ;
- M. Alberto Vincenzo BONO, pharmacien, demeurant à Arue, Erima, lot n° 1, îlot A.

*Mention nouvelle**Associés indéfiniment responsables :*

- M. Franck MULOT, pharmacien, demeurant à Mahina, Mahinarama, lotissement Moanarama, lot 72 ;
- M. Alberto Vincenzo BONO, pharmacien, demeurant à Arue, Erima, lot n° 1, îlot A1.

Gérance :

- M. Franck MULOT, pharmacien, demeurant à Mahina, Mahinarama, lotissement Moanarama, lot 72 ;
- M. Alberto Vincenzo BONO, pharmacien, demeurant à Arue, Erima, lot n° 1, îlot A1.

Pour avis et mention,

Me Bernard BRUGGMANN, notaire.

S.A.R.L. "LE TIKI D'OR"**Société à responsabilité limitée****au capital de 1.500.000 F CFP****Siège social : Rue Lagarde****98713 - Papeete (Tahiti - Polynésie française)***Avis de constitution*

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Papeete du 3 septembre 2001, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : Le Tiki d'or.*Forme sociale :* Société à responsabilité limitée.*Siège social :* Rue Lagarde, Papeete, Tahiti.

Objet social : La société a pour objet la création et l'exploitation d'un bar de toutes catégories (ventes de toutes boissons), et généralement toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation ou le développement.

Durée de la société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Capital social : 1.500.000 F CFP.

Gérance : M. Olivier BETTON, demeurant à Pirae, lotissement Aute III, lot n° 9 et M. Jean-Pierre FERRER, demeurant à Paea, P.K. 19,100, côté montagne.

Immatriculation : au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*La gérance.***S.C.A.T. LOISIRS****Société à responsabilité limitée****au capital de 1.000.000 F CFP****Siège social : Centre Paofai, boulevard Pomare, Papeete****B.P. 596 Papeete****R.C.S. Papeete n° 6.889 B**

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 6 juillet 2001, il a été décidé du transfert du siège social de la société S.C.A.T. LOISIRS en Nouvelle-Calédonie, pris acte de la démission de M. Pierre-Hervé GODARD aux fonctions de gérant de ladite société et la nomination de M. Christian GENDRE auxdites fonctions à compter de ce jour.

Il en résulte les mentions suivantes :

*Ancienne mention**Siège social :* Centre Paofai, boulevard Pomare, Papeete.*Gérance :* M. Pierre-Hervé GODARD, demeurant lotissement Erima, Arue.*Nouvelle mention**Siège social :* Immeuble Transam, zone arrière portuaire, Nouméa.*Gérance :* M. Christian GENDRE, demeurant rue de Paris à Nouméa, Nouvelle-Calédonie.

En conséquence, la société, qui est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 6.889 B, fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Nouméa, désormais compétent à son égard.

Pour mention,

La gérance.

S.C.P. Serge VILLET - Julien CHAN**Notaires associés à Tahiti****avec résidence à Punaauia****Téléphone : 73.01.02 - 73.01.03 - Fax : 48.18.17****PACIFIC CENTER****Société à responsabilité limitée****Au capital de 5.100.000 F CFP****Siège social : Takaroa (TUAMOTU)****R.C.S. : PAPEETE n° 109 B***Avis de modification*

Par décision du 27 août 2001, les associés ont décidé :

- en application de l'article L. 223-42 du code de commerce qu'il n'y avait pas lieu de prononcer la dissolution anticipée de la société ;
- d'augmenter le capital social de 6.500.000 F CFP pour le porter à 11.600.000 F CFP par création au pair de 1.300 parts nouvelles de 5.000 F CFP chacune ;
- et de réduire par suite de pertes le capital social de 6.500.000 F CFP.

L'article 7 des statuts relatif aux apports a été modifié en conséquence.

Pour avis et mention,

La gérance.

Me Philippe CLEMENCET
Notaire
Titulaire d'un office notarial
85, rue du Commandant-Destreumeau
PAPEETE (TAHITI)

Vente de fonds de commerce

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire à Papeete, le 4 septembre 2001, enregistré à Papeete le 7 septembre 2001, folio 144, bordereau 4470/5,

M. VANFAU Jean, commerçant, et Mme MOU KAM TSE Madeleine, commerçante, son épouse, demeurant ensemble à Bora Bora au "Bora Bora Motel", Matira, Nunue,

Ont vendu à :

La société dénommée S.A.R.L. BORA BORA MOTEL, société à responsabilité limitée au capital de 3.000.000 F CFP ayant son siège social à Bora Bora, Matira, Nunue (ou B.P. 180 - 98.730 Vaitape Bora Bora), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 8.399 B,

Un fonds de commerce de pension de famille ou petite hôtellerie connu sous le nom de "BORA BORA MOTEL" sis et exploité à Bora Bora, Nunue, plage de Matira,

Pour l'exploitation duquel M. VANFAU est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 2.674 A, n° Tahiti 028308,

Moyennant le prix de *trente millions de francs CFP* (30.000.000 F CFP).

Prise de possession le même jour.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, à peine de forclusion, dans les dix jours de la dernière en date des publications légales, en l'étude de Me Philippe CLEMENCET, notaire à Papeete, où domicile a été élu à cet effet et pour être valables devront être faites par exploit d'huissier.

Pour avis,
Le notaire.

ETAT DES INSCRIPTIONS REÇUES
AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
POUR LE MOIS D'AOUT 2001

Inscriptions de personnes physiques

N° 39.217-A du 1er Deligny épouse Chanteau Mathilde
 N° 39.218-A du 1er Maurin Max
 N° 39.219-A du 1er Oufkir épouse Vetticoz Sahra
 N° 39.220-A du 1er Tapu Amélia
 N° 39.220-A du 2 Forlia Gilles
 N° 39.221-A du 2 Kiipuhia épouse Viriamu Eulalie
 N° 39.222-A du 2 Opuu épouse Viriamu Vahinerii
 N° 39.223-A du 2 Papu Grace
 N° 39.224-A du 2 Temariiauma Jules
 N° 39.225-A du 2 Tortelier épouse Buniet Valérie
 N° 39.226-A du 3 Berdichevski-Poroi Steve
 N° 39.227-A du 3 Bernard épouse Balsier Francine
 N° 39.228-A du 3 Haiti Isidore
 N° 39.229-A du 3 Kong Fou Haise
 N° 39.230-A du 3 Marot Jean-Claude

N° 39.231-A du 3 Friot Grégory
 N° 39.232-A du 3 Roometua Stéphanie
 N° 39.233-A du 3 Salmon Winfred
 N° 39.234-A du 3 Sgorion Bruno
 N° 39.235-A du 3 Tahiaa Mike
 N° 39.236-A du 3 Taroa Tepiu
 N° 39.237-A du 3 Tauatervatu Patrick
 N° 39.238-A du 3 Tehahe Iotefa
 N° 39.239-A du 3 Teriteporouarai Pascal
 N° 39.240-A du 6 Chune Lena
 N° 39.241-A du 6 Poupeau Pascale
 N° 39.242-A du 6 Tekori Miriama
 N° 39.243-A du 6 Tematahota Colette
 N° 39.244-A du 7 Elen Sandra
 N° 39.245-A du 7 Rakotoarisoa Marie
 N° 39.246-A du 7 Van Sou Denise
 N° 39.247-A du 8 Amo Lénick
 N° 39.248-A du 8 Anastas Khalil
 N° 39.249-A du 8 Bour René
 N° 39.250-A du 8 Levy Jérôme
 N° 39.251-A du 8 Ma'a Tinitua
 N° 39.252-A du 8 Mutin Muriel
 N° 39.253-A du 8 Pou Stella
 N° 39.254-A du 8 Puaita Temahahe
 N° 39.255-A du 9 Itchner Théodore
 N° 39.256-A du 9 Likau Meyrac
 N° 39.257-A du 9 Tehiva Pauro
 N° 39.258-A du 9 Teiva Eugénie
 N° 39.259-A du 10 Bambridge Claude
 N° 39.260-A du 10 Bauer François
 N° 39.261-A du 10 Shigedomi Maury Hiro
 N° 39.262-A du 10 Soenarman-Abdallah Jean-Paul
 N° 39.263-A du 10 Toson Laurent
 N° 39.264-A du 10 Vamey Wilhem
 N° 39.265-A du 13 Bruneau Priscilla
 N° 39.266-A du 13 Darnois Frédérique
 N° 39.267-A du 13 Tetuanui Bernard
 N° 39.268-A du 13 Tinorua Raurahi
 N° 39.269-A du 14 Hart Gérard
 N° 39.270-A du 14 Motuehutu Jean
 N° 39.271-A du 14 Rereao Moea
 N° 39.272-A du 14 Shan Martin
 N° 39.273-A du 16 Bambridge Wilfred
 N° 39.274-A du 16 Certontaine Maeva
 N° 39.275-A du 16 Hikutini Vini
 N° 39.276-A du 16 Lee Tam Mana
 N° 39.277-A du 16 Ly Noël
 N° 39.278-A du 16 Meyer Agnès
 N° 39.279-A du 16 Teore Derol
 N° 39.280-A du 16 Tiaipoi Fabian
 N° 39.281-A du 16 Tihiwa Robby
 N° 39.282-A du 17 Ah Ling Olivier
 N° 39.283-A du 17 Deschamps Marc
 N° 39.284-A du 17 Haoa Virgil
 N° 39.285-A du 17 Harua Christelle
 N° 39.286-A du 17 Manoi Emilienne
 N° 39.287-A du 17 Rua Moana
 N° 39.288-A du 17 Tetua Eric
 N° 39.289-A du 20 Bellais Meari
 N° 39.290-A du 20 Fariki Temanuari
 N° 39.291-A du 20 Leprieur Cathy
 N° 39.292-A du 20 Parker Jacques
 N° 39.293-A du 20 Tematafaarere Erika
 N° 39.294-A du 22 Ah Sin Armand
 N° 39.295-A du 22 Faatau Aibert
 N° 39.296-A du 22 Gimenez Robert
 N° 39.297-A du 22 Le Meitour Annick
 N° 39.298-A du 22 Nahenahe Norbert

N° 39.299-A du 22 Poilvet Thierry
 N° 39.300-A du 22 Shing Loi Félix
 N° 39.301-A du 22 Teheura Samuel
 N° 39.302-A du 22 Tevaatua épouse Tiniaro Tauiaa
 N° 39.303-A du 22 Mamdones Munoz Pedro
 N° 39.304-A du 22 Olivier Karine
 N° 39.305-A du 22 Tehei Moetua
 N° 39.306-A du 22 Teihoarii Muriel
 N° 39.307-A du 22 Tohetiaatua Marie-Rose
 N° 39.308-A du 27 Cumming Joséphine
 N° 39.309-A du 27 Debetancourt épouse Villa Victoire
 N° 39.310-A du 27 Le Bronnec Ludovic
 N° 39.311-A du 27 Li Cheng Léonard
 N° 39.312-A du 27 Boudouani épouse Chaumette Teave
 N° 39.313-A du 27 Nehemia épouse Teio Lucienne
 N° 39.314-A du 27 Tihoni Norinne
 N° 39.315-A du 27 Vaiho Mylène
 N° 39.316-A du 27 Ariiveheataiterapouri Raihere
 N° 39.317-A du 27 Bennett Clarice
 N° 39.318-A du 27 Tamata Ronald
 N° 39.319-A du 27 Teriipaia Marceau
 N° 39.320-A du 27 Tutavae Marylène
 N° 39.321-A du 27 Casterot Michel
 N° 39.322-A du 27 Charleux Fabrice
 N° 39.323-A du 27 Leou Paul
 N° 39.324-A du 28 Faatau Dany
 N° 39.325-A du 28 Fily Emmanuelle
 N° 39.326-A du 28 Manarii épouse Yeong-Atin Odette
 N° 39.327-A du 28 Ranc Serge
 N° 39.328-A du 28 Teahu Iona
 N° 39.329-A du 28 Tere Teumere
 N° 39.330-A du 28 Yeong Christophe
 N° 39.331-A du 29 Bonnard Julien
 N° 39.332-A du 29 Chung Léone
 N° 39.333-A du 29 Dexter épouse Putaratara Angéla
 N° 39.334-A du 29 Galli Sébastien
 N° 39.335-A du 29 Gibert Danielle
 N° 39.336-A du 29 Heimata Ephraïma
 N° 39.337-A du 29 Mingoia épouse Fiumarelia Francesca
 N° 39.338-A du 29 Raihauri David
 N° 39.339-A du 29 Teahurai Warren
 N° 39.340-A du 29 Tehuioa Félix
 N° 39.341-A du 29 Wong Heimana
 N° 39.342-A du 30 Berbar Yanita
 N° 39.343-A du 30 Degage Purotu
 N° 39.344-A du 30 Le Prado épouse Dauphin Josiane
 N° 39.345-A du 30 Lin Jenny
 N° 39.346-A du 30 Pang-Cham-Yuen Maryline
 N° 39.347-A du 30 Stabile Marie
 N° 39.348-A du 30 Teikitouta épouse Kautai Alice
 N° 39.349-A du 30 Tiaore épouse Famibelle Moea
 N° 39.350-A du 30 Turihono épouse Richmond Matarau
 N° 39.351-A du 31 Fall Aissatou
 N° 39.352-A du 31 Marere Georges
 N° 39.353-A du 31 Petiot Armelle
 N° 39.354-A du 31 Pruvost Timothee
 N° 39.355-A du 31 Temauu Terii
 N° 39.356-A du 31 Toti Charles
 N° 39.357-A du 31 Toti Hiva

Radiations de personnes physiques

N° 31.265-A du 1er Deligny Joseph
 N° 31.731-A du 1er Maiau Heirani
 N° 39.101-A du 1er Perez Carlos
 N° 37.511-A du 1er Riclet Emmanuel
 N° 13.640-A du 1er Salem épouse Touya Yain
 N° 26.596-A du 1er Soriano Francisco

N° 14.995-A du 1er Tauaea David
 N° 20.203-A du 1er Temaurioraa Leila
 N° 24.828-A du 1er Terii épouse Tere Mareura
 N° 30.149-A du 1er Tupea Yves
 N° 25.117-A du 1er Vandal Alfred
 N° 24.989-A du 2 Mahinepeu Loana
 N° 32.742-A du 2 Manea Victor
 N° 36.151-A du 2 Mottard Daniel
 N° 13.056-A du 2 Moussain Cécile épouse Lisan
 N° 27.648-A du 2 Pito Gino
 N° 36.779-A du 2 Teoroi Marie
 N° 12.844-A du 2 Tereino Jane
 N° 4.688-A du 2 Teharuru épouse Leo Lam Lue
 N° 17.219-A du 3 Comte Michel
 N° 17.216-A du 3 Mana Faarahia
 N° 37.157-A du 3 Letang Christophe
 N° 35.711-A du 3 Nanualterai Temanaura
 N° 37.434-A du 3 Ruaroo Ernest
 N° 27.955-A du 3 Teihotaata Heiata
 N° 35.743-A du 6 Firuu Moerangi
 N° 37.904-A du 6 Herbreteau Xavier
 N° 37.020-A du 6 Rima-Tanoa Patrice
 N° 36.415-A du 6 Hunsicker Philippe
 N° 25.408-A du 6 Merker William
 N° 35.744-A du 6 Roometua Lenoir
 N° 38.774-A du 6 Tapea Graziella
 N° 35.825-A du 6 Temauri Bill
 N° 15.849-A du 6 Teura Ferdinand
 N° 20.346-A du 7 Belloni Christiane
 N° 29.499-A du 7 Gilmore François
 N° 38.415-A du 7 Le Vely Joseph
 N° 34.499-A du 7 Temarii Arthur
 N° 32.008-A du 7 Tihata Jacques
 N° 35.398-A du 7 Vincent Vehia
 N° 32.433-A du 8 Autai Yvana
 N° 35.676-A du 8 Claude Bernard
 N° 22.296-A du 8 Daniaud Lawaina
 N° 29.782-A du 8 Maitui Teheatua
 N° 19.941-A du 8 Taerea Marc
 N° 34.549-A du 8 Vignon Eric
 N° 36.425-A du 9 Anau Nehemia
 N° 19.587-A du 9 Donzelot William
 N° 30.607-A du 9 Faatau Irvin
 N° 36.646-A du 9 House Joel
 N° 37.770-A du 9 Jacquiel Claude
 N° 22.906-A du 9 Laine Jeanine
 N° 38.309-A du 9 Langle Muriel
 N° 29.239-A du 9 Lisan Marcelin
 N° 12.801-A du 9 Lok Hang Syan
 N° 27.236-A du 9 Marraud Marie
 N° 36.313-A du 9 Nahaaitoofa Samuel
 N° 27.016-A du 9 Natua Josias
 N° 15.365-A du 9 Sommers Anna
 N° 30.059-A du 10 Ellis Ferdinand
 N° 33.161-A du 10 Kana Eliakima
 N° 37.896-A du 10 Ragu Anne
 N° 36.827-A du 10 Teuira Claudine
 N° 4.353-A du 13 Fuller Irène
 N° 38.452-A du 13 Haoatai Handrick
 N° 31.102-A du 13 Huillet Magalie
 N° 22.889-A du 13 Massoutier Marc
 N° 38.447-A du 13 Paquier Raimana
 N° 30.510-A du 13 Taumihau Robert
 N° 31.488-A du 14 Bredin Jean Charles
 N° 37.787-A du 14 Mahaa Rinoura
 N° 18.592-A du 14 Manate Gilles
 N° 35.643-A du 14 Moearo Tekura
 N° 38.932-A du 14 Nowels Christian

N° 30.715-A du 14 Teikitumenava Jeanne-Marie
 N° 38.710-A du 14 Teriitau Violette
 N° 27.402-A du 14 Tuva Franck
 N° 36.979-A du 14 Vansam Richard
 N° 38.139-A du 16 Hamada Marie
 N° 23.528-A du 16 Huuti Rita
 N° 33.581-A du 16 Isala Marcel
 N° 727-A du 16 Ly Robert
 N° 17.378-A du 16 Montgomery Maurice
 N° 35.872-A du 16 Paulet Jean
 N° 34.065-A du 16 Peeters Luc
 N° 38.166-A du 17 Schneider Laurence
 N° 33.730-A du 17 Teviviura Florence
 N° 3.271-A du 17 Villierme Edouard
 N° 37.905-A du 20 Hirayama Paul
 N° 36.962-A du 20 Pelis Marie
 N° 38.067-A du 20 Porterie Sandra
 N° 36.146-A du 20 Rumeldi Armand
 N° 30.919-A du 20 Sinne Benjamin
 N° 35.366-A du 20 Tauhiro Gilles
 N° 23.096-A du 22 Boufin Etienne
 N° 39.041-A du 22 Grondin Michel
 N° 34.427-A du 22 Mamrahiti Augustin
 N° 37.397-A du 22 Richmond Carlota
 N° 34.337-A du 22 Tapati Salomon
 N° 34.272-A du 22 Taraunu Claude
 N° 36.850-A du 22 Tenania Poroi
 N° 35.280-A du 22 Manarani Armand
 N° 6.184-A du 22 Cheung Benjamin
 N° 29.509-A du 22 Ng épouse Kohumoetini Catherine
 N° 38.234-A du 22 Rezette Laurent
 N° 37.501-A du 22 Tamarono Rainui
 N° 22.287-A du 27 Antoine Robert
 N° 27.769-A du 27 Vaki épouse Teiho Marie
 N° 29.842-A du 27 Teriitahi épouse Mai Dorina
 N° 31.542-A du 27 Temauri Gilles
 N° 31.850-A du 27 Mahai Tenuutaaroa
 N° 36.561-A du 27 Camus Heiana
 N° 38.550-A du 27 Teore épouse Raoulx Rosalie
 N° 39.134-A du 27 Uia Marius
 N° 21.629-A du 27 Chenon Frédéric
 N° 30.019-A du 27 Amaru Teheipuaara
 N° 34.870-A du 27 Poia Victorine
 N° 33.707-A du 27 Yong Gérard
 N° 36.943-A du 27 Mohi Murielle
 N° 13.977-A du 27 Tamata épouse Faraire Puatini
 N° 16.312-A du 27 Rocton Philippe
 N° 35.220-A du 27 Hoire épouse Hamblin Marianne
 N° 38.407-A du 27 Ayella Denis
 N° 38.767-A du 27 Tirao Joël
 N° 14.516-A du 28 Cheveau Alain
 N° 38.880-A du 28 Conroy Virginia
 N° 14.596-A du 28 Duarte Da Silva Valério
 N° 37.699-A du 28 Estall Henriette
 N° 38.355-A du 28 Maimaro épouse Ferey Pauline
 N° 27.737-A du 28 Taiti Paul
 N° 33.595-A du 28 Tetihia Michel
 N° 39.231-A du 29 Friot Grégory
 N° 38.006-A du 29 Taaroa Tina
 N° 35.550-A du 29 Brothers Manola
 N° 24.920-A du 29 Tauleigne Vincent
 N° 11.794-A du 29 Thing Kon Sing Tu
 N° 6.943-A du 29 Poetai Marirai
 N° 17.711-A du 30 Tekohuotetua épouse Valentin Marie Hélène
 N° 31.370-A du 30 Tangi épouse Mai Jeanne
 N° 33.442-A du 30 Matai Tepurotu
 N° 35.953-A du 30 Natua Dan
 N° 36.592-A du 30 Garnier Marie-Thérèse

N° 36.922-A du 30 Natua Manua
 N° 38.149-A du 30 Pallud Didier
 N° 39.135-A du 30 Aberos Norberto
 N° 9.745-A du 31 Bernardino Félix
 N° 25.189-A du 31 Touchard Laurent
 N° 27.224-A du 31 Tufariua Karl
 N° 32.037-A du 31 Pater épouse Durosset Yvana
 N° 36.382-A du 31 Bodin Magali
 N° 36.397-A du 31 Ah Scha épouse Pirioutua Marie

Inscriptions de sociétés

N° 8.388-B du 1er S.N.C. Carotenuto
 N° 8.389-C du 1er S.C.I. Mehe
 N° 8.390-B du 1er E.U.R.L. Auto-école Maohi Nui
 N° 8.391-C du 1er S.C.P. Sahuc & Vazieux
 N° 8.392-C du 3 S.C. Shannon
 N° 8.393-B du 6 S.A.R.L. L'habitat
 N° 8.394-B du 7 S.N.C. A Kind of Blue
 N° 8.395-C du 7 S.C.A. Agrophol
 N° 8.396-B du 7 E.U.R.L. Kriss Bora Charter
 N° 8.397-C du 8 S.C.P. Ilona Investment
 N° 8.398-C du 8 S.C.P. Vaea Investment
 N° 8.399-B du 9 S.A.R.L. Bora Bora Motel
 N° 8.400-C du 9 S.C.I. Mana Fenua
 N° 8.401-C du 10 S.C.I. Bora Bora Taahana
 N° 8.402-C du 10 S.C.I. Ruheruha a Paevai
 N° 8.403-C du 10 S.C.I. TB
 N° 8.404-C du 10 S.C.I. Velouest
 N° 8.405-B du 13 S.A. Centre d'exploitation et de répartition
 N° 8.406-C du 13 S.C. Ganymède
 N° 8.407-C du 13 S.C.M. Crozier-Duflocq
 N° 8.408-C du 14 S.C.I. Kallani
 N° 8.409-B du 14 S.N.C. Bali Hai Location
 N° 8.409-B du 17 S.A.R.L. Dams
 N° 8.410-C du 17 S.C.I. Raehau
 N° 8.411-B du 22 S.N.C. Bali Hai Location
 N° 8.412-B du 22 S.A.R.L. Oceania Pearls
 N° 8.413-C du 27 S.C.I. Te Here
 N° 8.414-B du 27 S.A.R.L. Aaa Plomberie
 N° 8.415-B du 27 S.A.R.L. A Antenne Top
 N° 8.416-B du 27 S.A.R.L. Tahiti Hitiui Pearl
 N° 8.417-B du 28 S.A.R.L. Pacific Pearl Charters
 N° 8.418-B du 29 S.A.R.L. Pauraymo
 N° 8.419-C du 30 S.C.P. Pih'a'a
 N° 8.420-C du 30 S.C.I. Haunui
 N° 8.421-B du 30 S.N.C. Bureau d'études géologiques et
 N° 8.422-B du 31 E.U.R.L. Dataphone

Radiations de sociétés

N° 6.455-B du 13 S.A.R.L. Chapman Transport
 N° 7.866-B du 13 E.U.R.L. Moana Lines
 N° 7.274-B du 13 S.A.R.L. N.C.S.
 N° 3.635-B du 22 Géotop Polynésie
 N° 1.474-B du 30 S.A.R.L. Entreprise de terrassement et

Réinscriptions de personnes physiques

N° 25.384-A du 6 Thiebaut épouse Vaitoofa Mathilde
 N° 21.525-A du 1er Tapu Amélia
 N° 30.053-A du 2 Chung Shing Jean-Paul
 N° 20.914-A du 2 Make Roti Charlotte
 N° 22.968-A du 2 Manea Gustave
 N° 26.859-A du 2 Tchapo Berto Moana
 N° 19.993-A du 3 Amar Jacob Yaya
 N° 17.876-A du 3 Hernandez Robert
 N° 3.500-A du 3 Temataru Raioho

N° 37.086-A du 7	Mou Rowen
N° 24.340-A du 8	Guirao Patrice
N° 36.316-A du 8	Tauatetua Antoine
N° 34.009-A du 9	Lilloux Camélia
N° 24.542-A du 9	Paofai Ilona
N° 34.557-A du 13	Pahuiru Adelaïde Tehuairi
N° 36.577-A du 14	Smith Yvette Tetua
N° 33.504-A du 14	Otomimi Samuel
N° 30.112-A du 16	Faichetto Anita Georgette
N° 12.420-A du 16	Tapotofararani Jacques Helarii
N° 37.474-A du 16	Teururai Jacinthe
N° 13.022-A du 20	Levrat Marcel
N° 26.033-A du 20	Manavarere Chong Nicandre
N° 27.841-A du 20	Rouger Joshua
N° 36.695-A du 20	Shan Phang Germain
N° 25.425-A du 20	Wolher Hubert
N° 22.605-A du 22	Marin Joël
N° 37.609-A du 22	Aoukli Zoubida
N° 19.590-A du 22	Liser Félix
N° 25.553-A du 22	Peretia épouse Tamarino Rosette
N° 27.773-A du 22	Teatoto épouse Thebaud Vaitiare
N° 21.036-A du 27	Leou Jacques
N° 26.973-A du 27	Fareura Moana
N° 27.884-A du 27	Lachaux Armand
N° 36.587-A du 27	Pang Kelly
N° 27.293-A du 27	Yong Loma
N° 23.329-A du 27	Tuhakamaru Eria
N° 30.949-A du 27	Tairua Albertine
N° 29.166-A du 27	Itae-Tetaa Guillaume
N° 34.172-A du 28	Prevost Patrick
N° 25.819-A du 29	Paimata Jean-Louis
N° 10.671-A du 29	Tereopa Atahiti
N° 12.468-A du 30	Huri épouse Natua Laurina

Fait à Papeete, le 4 septembre 2001.

Pour le greffier en chef,

Carole VAIRAAROA.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION TE PU RIMA'I NO NUUTANIA

Modification de statuts

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 18 juin 2001, il a été décidé de dissoudre l'association à l'unanimité.

ASSOCIATION HUA'AI NA TAMAKU A FAREATA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (16 juin 2001)

Présidente d'honneur	:	FAREATA Temomoni
Présidente	:	HAMAU Véronika
Vice-présidents	:	TEMARU Marie FAUURA Solomona
Secrétaire	:	PARKER Heifara
Secrétaire adjoint	:	ROUX Pierre
Trésorier	:	PARKER Albert
Trésoriers adjoints	:	HELME Jean-Pierre HELME John

ASSOCIATION TE HANAUNGA MANGAREVA

Modification de statuts (24 juin 2001)

Le siège de l'association est fixé à Pamatai, quartier Estall, 98704, Faa'a, Tahiti, B.P. 14.226 - 98505 Arue, Tahiti.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (24 juin 2001)

Présidents d'honneur	:	FLOSSE Gaston PUPUTAUKEI Léonard
Président	:	MAMATUI Germain
Vice-présidents	:	MANUIREVA Denis MAMATUI Christian TEKOPUNUI Honoré MAMATUI Raphaël
Secrétaire	:	MATUTAU Henri
Secrétaire adjointe	:	GUILLOUX Elina
Trésorière	:	CHUNG TAN Erevita
Trésorière adjointe	:	MAMATUI Florence

ASSOCIATION TUPUNA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (10 juin 2001)

Président	:	TAAROA André
Vice-président	:	TANE Hervé
Secrétaire	:	NAHEI Heifara
Secrétaire adjointe	:	RUA Ana
Trésorière	:	RUA Edna
Trésorière adjointe	:	TEPAU Miriama
Assesseur	:	RUA Viri

DISTRICT DE HANDBALL DE TUBUAI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (5 juillet 2001)

Président	:	TAU Evrard
Vice-président	:	TEHOIRI Gene
Secrétaire	:	FRUGIER Francine
Secrétaire adjointe	:	TAU Lorette
Trésorière	:	TAU Paulette
Trésorier adjoint	:	KATUPA René
Commissaires aux comptes	:	BORDAS Hiro TIATIA Sébastien

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII HAPATUA DE TUBUAI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (5 juillet 2001)

Président d'honneur	:	TAU David
Président	:	TAU Evrard
Vice-président	:	TUPEA Norbert
Secrétaire	:	TAU Lorette
Secrétaire adjointe	:	TUPEA Brigitte
Trésorière	:	FLORES Leila
Trésorière adjointe	:	TUPEA Telina
Commissaires aux comptes	:	TUPEA Marielle ANSQUER Stéphanie

ASSOCIATION MURIAVAI TE FA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(9 août 2001)

Présidente	: KAUTAI Tehani
Vice-président	: FAARA Alphonse
Secrétaire	: LO-SHING Sandra
Secrétaire adjointe	: AUMERAN Karine
Trésorière	: TAPUTUARAI Raina
Trésorière adjointe	: RAIOAOA Chantal

ASSOCIATION TUBUAI ATHLETISME**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(19 juillet 2001)

Président d'honneur	: TAU David
Président	: TAU Evrard
Vice-président	: HARUA Abel
Secrétaire	: TUPEA Marielle
Secrétaire adjointe	: KOHUMOETINI Jacqueline
Trésorière	: TAU Lorette
Trésorière adjointe	: FLORES Leila
Commissaires aux comptes	: TUPEA Jimmy IOANE Henri

ASSOCIATION SPORTIVE AHUTAI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(11 août 2001)

Présidents d'honneur	: TIRAO Richard TEHURITAU Rosine
Président	: TEHURITAU Alfred
Vice-présidents	: TEHURITAU Gide TERIEROOITERAI Sylvain
Secrétaire	: MAHE Michel
Secrétaire adjoint	: TERIEROOITERAI Geoffroy
Trésorière	: PAQUIER Emelia
Trésorier adjoint	: BONNO Augustin
Commissaire aux comptes	: MAHE Michel
Assesseeurs	: TIAOAO Averii TIAOAO Félix

**GROUPEMENT D'ENTRAIDE DU PERSONNEL
DE LA CEGELEC POLYNESIE (G.E.P.C.)****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(28 juin 2001)

Président d'honneur	: GALANGAU Jean
Président	: VASAPOLLI Christian
Vice-président	: GAURIN Jacky
Secrétaire	: ISAAC Franck
Secrétaire adjoint	: PUHETINI Ernest
Trésorière	: YNAM Virna
Trésorier adjoint	: DARIUS Yves
Membres	: MANATE Noël AMARU Lewis HAUATA Brunot CHEROUX Jean-Louis

**ASSOCIATION TAMARII TUIHANI
Anciennement MOUVEMENT DE LA JEUNESSE
TAMARII PUANEA 1****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(11 mai 2001)

Président	: TEHAHE Erita
Vice-président	: IHORAI Marc
Secrétaire	: VAHINEMOEPA Peta
Secrétaire adjoint	: TUIHANI Pierre
Trésorier	: TUIHANI Faimere
Trésorière adjointe	: TUIHANI Yvonne

**COOPERATIVE SCOLAIRE
DE L'ECOLE MATERNELLE FAUTAU****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(17 août 2001)

Présidente	: LEBOUCHER Véronique
Secrétaire	: DOOM Moea
Trésorière	: PAPARETUA Vaea
Trésorière adjointe	: SALMON Maire

ASSOCIATION SPORTIVE TAA ITI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(13 août 2001)

Président	: TAMARII Christian
Vice-président	: TETOHU Denis
Secrétaire	: TAMARII Isabelle
Secrétaire adjoint	: FALCHETTO André
Trésorière	: TETOHU Chantale
Trésorier adjoint	: TETOHU Gabriel
Assesseeurs	: POTATEUATAHI Alexandre TEIKIHAA Bernard

C.P.C.V. ORGANISME PROTESTANT DE FORMATION**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(30 juin 2001)

Président	: TAUMAA Arthur
Vice-président	: MAIHI Edouard
Secrétaire	: LE GAYIC Clément
Secrétaire adjointe	: POMARE Enka
Trésorier	: NIUAITI Luciano
Trésorière adjointe	: HAUATA Romale
Assesseeurs	: LE GAYIC Béatrice HURI Henriette

ASSOCIATION AIREVASION**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(28 juin 2001)

Président	: BONTEMPS Franck
Vice-président	: FONTANEL Pascal
Secrétaire	: LEU Yann
Secrétaire adjointe	: CAVE Linda
Trésorière	: GUERRERO Michèle
Trésorier adjoint	: RABOT Yvan

ASSOCIATION ARTISANALE TIOE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(27 août 2001)

Présidente	: TUAIRAU Léa
Vice-présidente	: TAKAIO Bellona
Secrétaire	: TUAIRAU Ahuura
Secrétaire adjointe	: TUAIRAU Ginette
Trésorière	: TUAIRAU Tauhia
Assesseur	: TAKAIO Joël

ATANOA - AMICALE DES ARTISANS DE HAUTI-RURUTU
Amuiraa a te mau tamuta maohi no Hauti-Rurutu**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(17 août 2001)

Président	: MAROANUI Tavita
Vice-président	: TAPUTU Jérôme
Secrétaire	: TAPUTU Monia
Secrétaire adjointe	: MANATE Clarita
Trésorière	: MAROANUI Emélie
Trésorier adjoint	: ATAPO Roméo

ASSOCIATION PAHUMANO*Modification de statuts*

L'association PAHUMANO, fondée le 21 juillet 1998, a pour objet la pratique des activités physiques et sportives (omnisports) par la mise en place de la fête du sport et l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les responsables d'associations de Nuku Hiva.

Elle a pour objectif de préparer les élites dans certaines disciplines en permettant aux jeunes de moins de 25 ans de participer aux futurs jeux.

L'insertion des jeunes fait parti de ses préoccupations.

Elle apporte à ses adhérents une formation minimale dans le cadre du sport et de l'animation sportive.

Sa durée est limitée.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 août 2001)

Président	: OMITAI Gilles
Vice-président	: PUHETINI Germain
Secrétaire	: FEVRE Marc
Secrétaire adjoint	: HOTOEUA Hubert
Trésorier	: OMITAI William
Trésorier adjoint	: PAHUATINI Gérard

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE MAATEA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(22 août 2001)

Présidente	: NOLLEMBERGER Manuëla
Vice-présidente	: LE PRADO Micheline
Secrétaire	: YAO Mélina
Secrétaire adjointe	: ATIU Cathy
Trésorière	: MARAMA Malvina
Trésorière adjointe	: ARIITAI Frida

ASSOCIATION DE VOLLEY-BALL TE OHI NO VAIRAO**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(15 juin 2001)

Président	: LEMAIRE Elie
Vice-présidents	: TUANOVA Tevanui HURIORE Nina
Secrétaire	: LUCAS Stéphane
Secrétaire adjointe	: TCHONG-MOU Vaiana
Trésorière	: MAOPI Noémi
Trésorier adjoint	: LUCAS Pascal

ASSOCIATION PAPARA NUI VA'A
anciennement PAPARA NUI TE IAA TOAI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(1er juillet 2001)

Président d'honneur	: MENDELSON Jimmy
Président	: LAUGHLIN Enoch
Président délégué	: TEMARII Coco
Vice-président	: TEROHIA Jean
Secrétaire	: TUHIRI Matai
Secrétaire adjointe	: TEMARII Rarahu
Trésorière	: CHEUNG Meri
Trésorière adjointe	: LUCAS Tania

ASSOCIATION ARTISANALE TE HERE NUI
(Récépissé n° 8801 DRCL du 4 septembre 2001)*Extraits de statuts*

Il est constitué le 30 août 2001, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle prend le nom de ASSOCIATION ARTISANALE TE HERE NUI.

Elle a pour but :

- l'artisanat, l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Pirae ;
- d'aider les familles et les jeunes défavorisés pour l'insertion sociale et professionnelle ;
- de promouvoir la culture, les activités artisanales, touristiques et sportives ;
- d'organiser des sorties et des manifestations diverses pour resserrer les liens amicaux entre ses membres et leurs familles.

Son siège social est fixé à Pirae, Chalets de Pater, lot n° 27.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: A-TOHOUN Matarena
Vice-présidente	: DEANE Giovannie
Secrétaire	: TAURUA Murielle
Secrétaire adjoint	: ARIITAI Brenco
Trésorière	: DEANE Daliana
Trésorière adjointe	: AVAEORU Terupe
Assesseur	: TAMARINO Patrice

ASSOCIATION DES LOCATAIRES DU LOTISSEMENT TEMAURI VILLAGE

(Récepissé n° 8360 DRCL du 22 août 2001)

Extraits de statuts

Il est fondé le 24 juillet 2001, entre les locataires du lotissement TEMAURI VILLAGE et toutes les personnes qui adhéreront aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et ses textes d'application ayant pour dénomination "ASSOCIATION DES LOCATAIRES DU LOTISSEMENT TEMAURI VILLAGE".

Elle a pour objet :

- d'assurer la défense des intérêts des locataires jouissant d'un logement au sein dudit lotissement ;
- de favoriser le rapprochement des locataires ainsi que de leur famille, amis, afin de mieux les connaître, de développer leurs liens familiaux, amicaux, d'entraide et leur bien-être.

Son siège social est fixé à Pirae, rue Afarerii, au siège de l'Office polynésien de l'habitat.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Conseillère communale	: TIATOA Tapeta
Présidents d'honneur	: TEVERO Terai RUA Tetuanui
Président	: TUIHANI Faatauiria
Vice-présidents	: ARIITAI Daniel TEHAHE Tehahearii
Secrétaire	: TEHEIPUARII Rémy
Secrétaires adjoints	: MARUARAI Martin MAIRAI-BELLAIS Justine
Trésorier	: JOHNSTON Eddy
Trésoriers adjoints	: TERIIPAIA Gaston BUTSCHER Doris TAUTU Joana
Commissaires aux comptes	: FAATUPUA Raymond HAUARII Sylvain TUANUA Heipua
Assesseeurs	: TEHOPE Abel MAPU Hamani MAUAHITI Fifiile LAI KOUN SING Florence

ASSOCIATION ARTISANAT ET CULTURE DE VAVITU DE RAIVAVAE

(Récepissé n° 7060 DRCL du 30 août 2001)

Extraits de statuts

Il est fondé le 6 juillet 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle prend le nom de ASSOCIATION ARTISANAT ET CULTURE DE VAVITU DE RAIVAVAE.

Elle a pour but :

- la mise en œuvre de tous les moyens visant à défendre les intérêts des membres ;

- de développer les activités agricoles, de pêche artisanale et de transformation des produits de l'agriculture et de la pêche ;
- d'aider les membres à s'insérer dans la vie active et à resserrer les liens de fraternité entre les associés.

Son siège social est fixé au domicile de M. Pierre-Es-Liens TETUAMANUHIRI. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur simple décision du bureau.

Sa durée est illimitée ; elle ne prendra fin que lorsque sa dissolution sera votée par une assemblée générale extraordinaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: TETUAMANUHIRI Pierre-Es-Liens
Président	: TETUAMANUHIRI Pierre-Es-Liens
Vice-président	: TEVAATUA Temaruarii
Secrétaire	: TEVAATUA Viviruuatia
Secrétaire adjoint	: PATII Géronimo
Trésorière	: TEVAATUA Sandra
Trésorière adjointe	: TEVAATUA Mona
Membre assesseeurs	: HAATANI Wilfred

ASSOCIATION AGIR POUR CONSTRUIRE A HO'E NO TE PATU AMUI ANA'E RA

(Récepissé n° 8829 DRCL du 5 septembre 2001)

Extraits de statuts

Il est fondé le 26 août 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901.

Elle a pour nom AGIR POUR CONSTRUIRE - A HO'E NO TE PATU AMUI ANA'E RA.

Elle a pour but :

- l'entraide entre ses membres, pour aider à résoudre des problèmes concernant la famille, les jeunes et les personnes du troisième âge ;
- l'éducation des enfants par une aide aux devoirs scolaires, une incitation à la lecture et au développement du goût pour la musique et les arts en général ;
- la formation de ses membres à la gestion ménagère et à l'économie familiale, la couture et la cuisine ;
- le développement de la culture permettant d'améliorer l'esprit citoyen ;
- l'organisation et la gestion de loisirs : activités sportives, expositions, voyages et autres.

Son siège social est fixé à Mahina. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par la prochaine assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TEOROI Florence
Vice-président	: TUPORO Paul
Secrétaire	: KARO Noéline
Secrétaire adjointe	: MAHAGAFANAU Catherine
Trésorière	: TUPORO Hubertine
Trésorier adjoint	: TEOROI Carlos

ASSOCIATION TE HOTU HERE NO FAAONE
(Récépissé n° 8899 DRCL du 6 septembre 2001)

Extraits de statuts

L'association TE HOTU HERE NO FAAONE, fondée le 19 mai 2001, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- de promouvoir les activités sportives, socioculturelles et de loisirs dans la commune de Faaone ;
- l'embellissement de la commune en organisant des concours divers ;
- la formation de groupes de quartier.

En accomplissant ces services, ladite association veut participer et apporter son aide à tous ceux qui œuvrent pour la même cause.

Son siège social est à Faaone, au lotissement Utu Ofa'i au domicile de M. TEHUIOTOA Aldo, maison n° 6.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEHUIOTOA Aldo
Vice-présidente	: BONNO Marie-José
Secrétaire	: TEFATUA Georges
Secrétaire adjointe	: BEA Teura
Trésorier	: TAINANUARII Alexis
Trésorier adjoint	: UEVA Léon

ASSOCIATION FAMILIALE ATITIA ET JAMET
(Récépissé n° 8900 DRCL du 6 septembre 2001)

Extraits de statuts

L'association familiale ATITIA ET JAMET, fondée le 1er septembre 2001, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- de resserrer les liens entre tous les héritiers ;
- d'entretenir des contacts entre parents et enfants ;
- d'organiser des rencontres par des activités socioculturelles, sportives et autres ;
- d'avoir une connaissance exacte concernant sa généalogie et d'engager toutes actions concernant leur patrimoine foncier et immobilier.

Son siège social est fixé à Mahina, lotissement Mahinarama, lot 19, au domicile du président.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: JAMET Patrice
Secrétaire	: FAUA Katia
Trésorier	: JAMET Raymond

ASSOCIATION TAMARII VAIPUHA
(Récépissé n° 8455 DRCL du 23 août 2001)

Extraits de statuts

L'association TAMARII VAIPUHA, fondée le 16 août 2001, a pour but :

- de prévenir et de diminuer les problèmes d'adaptation sociale des jeunes ;
- de favoriser les relations entre les jeunes et les adultes qui les entourent ;
- d'inciter des jeunes à la participation active au fonctionnement de l'association ;
- d'informer et de documenter tant les jeunes que les adultes sur tous les problèmes qui les concernent ;
- de mettre en place des structures d'accueil, de formation continue ou d'information pour les jeunes et les adultes ;
- de mettre en place toute action à caractère économique en faveur des jeunes (pêche, artisanat, agriculture, entreprises, etc.) dans un but d'insertion ou de réinsertion sociale et professionnelle ;
- la protection de l'environnement naturel et marin ;
- la pratique des activités physiques, culturelles, sociales et sportives, ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association ;
- d'établir des liens avec les services, organismes, associations et établissements, ayant une action éducative, sociale ou d'animation auprès des jeunes.

Son siège social est fixé à Maatea, Moorea. Il pourra être transféré par simple décision du bureau directeur ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: PAHI Jacob
Présidente	: PAHI Vainui
Vice-présidente	: RUPEA Patricia
Secrétaire	: TOROMONA Nadine
Secrétaire adjoint	: PAPARAI Anthony
Trésorière	: TEURI Anatila
Trésorière adjointe	: HURUPA Laure

CLUB DE DEGUSTATION DE VINS-SYRAH CLUB
(Récépissé n° 8765 DRCL du 3 septembre 2001)

Extraits de statuts

L'association CLUB DE DEGUSTATION DE VINS-SYRAH CLUB, fondée le 2 juillet 2001, est régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et ses textes d'application.

Elle a pour objet :

- l'organisation de soirées de dégustation de vins et de manière générale de soirées à thèmes ;
- l'organisation de voyages culturels pour la découverte des vignobles.

Son siège social est fixé 52, rue Paul-Gauguin, B.P. 3291 - 98713 Papeete, Tahiti. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: FERNANDEZ Christophe
Vice-président	: GROUZELLE Rémy
Secrétaire	: LAUSIN Erika
Trésorier	: LEGOANVIC Christophe
Trésorier adjoint	: HENRY Damien

ASSOCIATION SPORTIVE MATAIREA BOXING CLUB DE PAPEETE

(Récépissé n° 8719 DRCL du 31 août 2001)

Extraits de statuts

L'association sportive MATAIREA BOXING CLUB DE PAPEETE, fondée le 21 août 2001, a pour but :

- de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animation, de formation, d'encadrement et d'aides diverses ;
- de développer les activités d'animation, dans les quartiers ou la commune ;
- d'organiser des sorties et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres ;
- inciter les jeunes de Papeete et de Huahine à la pratique de la boxe anglaise (éducative, amateur et en projet professionnelle).

La durée de l'association est illimitée. Elle ne prendra fin que lorsque la dissolution sera votée par une assemblée générale extraordinaire.

Le siège de l'association est fixé à Faariipiti, Papeete. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur simple décision du bureau.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TAINANUARI Poanere
Vice-président	: TAINANUARI Patrice
Secrétaire	: TAINANUARI Patricia
Secrétaire adjointe	: TAINANUARI Ginette
Trésorière	: RAUFAUORE Faustine
Trésorière adjointe	: HOPUU Amélie

ASSOCIATION ARTISANALE POOTU

(Récépissé n° 8335 DRCL du 20 août 2001)

Extraits de statuts

Il est constitué le 8 août 2001 entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association prend le nom de POOTU.

Son siège social est fixé à Tipaerui, Papeete.

Sa durée est illimitée.

L'association a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Papeete :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TOUATEKINA Teurarii
Vice-président	: ROHI Alain
Secrétaire	: ITURAGI Yasmina
Secrétaire adjointe	: ITURAGI Cindy
Trésorier	: TOUATEKINA Teiki
Trésorier adjoint	: PERE Valentin

ASSOCIATION TEVAIOTO'UORA

(Récépissé n° 6775 DRCL du 13 août 2001)

Extraits de statuts

L'association TEVAIOTO'UORA, fondée le 17 juin 2001, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet, suivant :

Jean 4/10,13 : L'EAU VIVE.

- a) Jésus lui répondit : Si tu connais le don de Dieu et qui est celui qui te dit : donne-moi à boire et tu aurais toi-même demandé à boire, il t'aurait donné de l'Eau vive ;
- b) Jésus lui répondit : Celui qui boira de l'eau que je lui donnerai, n'aura jamais soif et l'eau que je lui donnerai, deviendra en lui une source d'eau qui jaillira jusqu'à dans la vie éternelle ;

- 1°) La guérison par l'imposition des mains, par la prière et le massage - Itinérante dans tous les 5 archipels de la Polynésie française ;
- 2°) De prendre des mesures de protection et de sauvegarde de ses membres, de leurs intérêts moraux, professionnels et civils ;
- 3°) De faire des démarches administratives et judiciaires ;
- 4°) De donner tous les moyens éducatifs qui leur sont utiles.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: ROOMATAAROA Rosalie
Président	: MAUFENE Sylvain
Vice-président	: ROOMATAAROA Gilles
Secrétaire	: ROOMATAAROA Jimmy
Secrétaire adjointe	: TAUPOTINI Mareva
Trésorier	: URARII Julien
Trésorière adjointe	: AVAEORU Eruia
Assesseurs	: HAUARII Valentine
	: ITERAELA Ubald
	: URARII Teurarii
	: ROMEA Herenui
	: AVAEORU Nino

PAEPAE NO RIMATARA*(Récépissé n° 8190 DRCL du 14 août 2001)*

Extraits de statuts

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts, le 24 mars 2001, une association à caractère familial, régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts.

Elle prend le nom de "PAEPAE NO RIMATARA".

Elle a pour objet :

- de resserrer les liens de solidarité entre tous ses membres ;
- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- d'engager toutes les actions pour faire aboutir les revendications concernant leur patrimoine transmis par leurs ancêtres ;
- de défendre et de protéger les biens familiaux.

Elle a son siège social à Papeete.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: UTIA Uranuu
Président	: UTIA Tuhito
Vice-présidents	: UTIA Yvon TAHARIA Marie
Secrétaire	: BECHER Dorina
Secrétaire adjointe	: HATTITIO Claudine
Trésorier	: UTIA Edmond
Trésorière adjointe	: RAUFAIA Jeanine
Assesseurs	: TETUIRA Geneviève UTIA Rita UTIA Tina BECHER Michel RAUFAIA Jean-Noël TETUIRA André

DISTRICT DE VOLLEY-BALL EIMEO*(Récépissé n° 8552 DRCL du 27 août 2001)*

Extraits de statuts

L'association qui fait l'objet des présents statuts prend à compter du 18 août 2001 la dénomination de "district de volley-ball EIMEO".

Le siège du district de volley-ball EIMEO est fixé à Afareaitu, Moorea. Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision du comité directeur.

La durée du district de volley-ball est illimitée.

Le district de volley-ball a pour but, dans le respect des statuts et règlements de la Fédération tahitienne de volley-ball :

- d'organiser, de développer et de contrôler la pratique du volley-ball ;
- de créer des liens culturels, administratifs et moraux entre lui et les autres associations ;
- d'entretenir tous rapports avec la Fédération tahitienne de volley-ball et tous autres groupements affiliés ou reconnus par cette dernière et avec les pouvoirs publics.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: CAHVEY Daphné
Vice-président	: TAPEA Jules
Secrétaire	: TAURUA Roméo
Trésorier	: TUAIVA Teraimana

TE RIMA ORA NO PAEA*(Récépissé n° 8414 DRCL du 22 août 2001)*

Extraits de statuts

L'association TE RIMA ORA NO PAEA, fondée le 30 juillet 2001, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- la confection et la vente d'objets artisanaux ;
- de transmettre le savoir-faire à de tierces personnes.

Elle a son siège social à Paea, P.K. 19,800, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: SOULIE Monique
Vice-président	: TAIEMOEARO Robert
Secrétaire	: SIMON Josiane
Secrétaire adjointe	: FOSSE Michèle
Trésorière	: TERITUA Terava
Trésorière adjointe	: JEAN Marie-Claude

ASSOCIATION FAMILIALE AMCP TEMARII*(Récépissé n° 8904 DRCL du 6 septembre 2001)*

Extraits de statuts

Il est constitué le 3 septembre 2001, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association familiale régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association familiale prend le nom de AMCP TEMARII.

L'association AMCP TEMARII a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et retrouver les liens et le degré de parenté qui les unissent et de les faire connaître ainsi à tous les membres.

Son siège social est fixé à Papeari, P.K. 54,800, côté mer. Le bureau directeur a le choix de l'immeuble où le siège est établi et peut le déplacer dans la limite du territoire de la Polynésie française.

La durée de l'association familiale est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEMARII Arthur
Vice-présidente	: TEMARII Angèle
Secrétaire	: TEMARII Meheata
Secrétaire adjoint	: TEMARII Ashley
Trésorière	: TEMARII Catherine
Trésorier adjoint	: TAUTU Paorai

ASSOCIATION AGRICOLE ET ELEVAGE TE HOTU NO AUTI

(Récépissé n° 7417 DRCL du 23 août 2001)

Extraits de statuts

Il est constitué le 18 juillet 2001, entre les soussignés et les personnes qui adhéreront aux présents statuts et remplissant les conditions ci-après, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 qui prend la dénomination de ASSOCIATION AGRICOLE ET ELEVAGE TE HOTU NO AUTI.

Cette association a pour but :

- de développer et former les jeunes à l'agriculture et l'élevage ;
- la création d'emplois ;
- de faciliter le regroupement ;
- de faciliter l'écoulement des produits agricoles et d'élevage ;
- de resserrer les liens de fraternité entre les membres.

Toutes discussions religieuses et politiques y sont interdites.

Son siège social est fixé chez M. HATITIO Iapheta à Auti, commune associée de Rurutu.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	HATITIO Iapheta
Vice-président	:	TINOMOE Romain
Secrétaire	:	HUUTI Emilienne
Secrétaire adjoint	:	TINOMOE Tamatoa
Trésorière	:	HATITIO Epharaima
Trésorier adjoint	:	NANUAITERAI Taii
Assesseurs	:	TINOMOE Primo TINOMOE Philippe

ASSOCIATION VARARI TIAHURA

(Récépissé n° 8807 DRCL du 4 septembre 2001)

Extraits de statuts

L'association VARARI TIAHURA, à but non lucratif, fondée le 6 août 2001, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- de réunir, sans distinction de race, ni de religion, tous les hommes et toutes les femmes de Moorea, décidés à apporter leur soutien à l'association dénommée ci-dessus ;
- d'organiser des manifestations culturelles, sportives et ludiques ;
- d'organiser des levées de fonds pour aider les jeunes en difficulté d'insertion ;
- de favoriser des rencontres de jeunes et d'anciens pour apporter leur soutien mutuel, de faire revivre le patrimoine culturel de chacun.

Elle a son siège social à Tiahura, Haapiti.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	MEUEL Titaua
Vice-président	:	TETAUIRA Mose
Secrétaire	:	PURAU Maire
Secrétaire adjointe	:	AT THOI Vahinerii
Trésorier	:	MAHAI Tenuutaaroa
Trésorière adjointe	:	FOLITUU Mesmine

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 71

Premier tirage du mercredi 5 septembre 2001 :

19 23 39 40 47 48

Numéro complémentaire : **14**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	0
5 bons numéros et numéro complémentaire....	4	34.669.359
5 bons numéros.....	293	178.100
4 bons numéros et numéro complémentaire....	827	6.984
4 bons numéros.....	18.562	3.492
3 bons numéros et numéro complémentaire....	25.024	654
3 bons numéros.....	373.270	327

Deuxième tirage du mercredi 5 septembre 2001 :

1 7 11 15 27 31

Numéro complémentaire : **41**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	11	43.406.192
5 bons numéros et numéro complémentaire....	14	1.098.164
5 bons numéros.....	1.135	47.117
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.295	2.910
4 bons numéros.....	45.456	1.455
3 bons numéros et numéro complémentaire....	33.996	362
3 bons numéros.....	669.769	181

N° JOKER : **1 6 6 3 8 7 5**

LOTO NATIONAL N° 72

Premier tirage du samedi 8 septembre 2001 :

2 6 15 25 38 48

Numéro complémentaire : **1**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	0
5 bons numéros et numéro complémentaire....	13	9.106.678
5 bons numéros.....	325	126.869
4 bons numéros et numéro complémentaire....	857	5.712
4 bons numéros.....	17.521	2.856
3 bons numéros et numéro complémentaire....	27.054	544
3 bons numéros.....	336.828	272

Deuxième tirage du samedi 8 septembre 2001 :

9 16 25 44 45 49

Numéro complémentaire : **6**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	0
5 bons numéros et numéro complémentaire....	9	1.334.988
5 bons numéros.....	332	124.251
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.058	4.802
4 bons numéros.....	20.836	2.401
3 bons numéros et numéro complémentaire....	30.020	472
3 bons numéros.....	366.593	236

N° JOKER : **6 7 4 9 4 6 5**

KENO

Numéro Jackpot 9 11 95 34				Numéro Jackpot 0 83 38 53				Numéro Jackpot 4 81 86 96			
Lundi 3/09/2001				Mardi 4/09/2001				Mercredi 5/09/2001			
8	12	16	18	3	5	6	9	1	3	7	16
23	26	27	32	13	20	28	29	18	19	30	32
37	38	39	43	31	45	48	54	36	41	42	48
44	49	57	58	55	58	59	61	50	51	53	58
59	60	66	70	63	65	66	70	60	62	66	67

Numéro Jackpot 0 67 16 20				Numéro Jackpot 4 37 14 25				Numéro Jackpot 1 80 28 18				Numéro Jackpot 4 53 79 67			
Jeudi 6/09/2001				Vendredi 7/09/2001				Samedi 8/09/2001				Dimanche 9/09/2001			
1	7	9	11	1	2	3	6	1	2	3	5	6	8	10	11
13	14	15	23	9	10	15	24	12	17	23	24	14	15	18	21
25	28	31	32	29	33	34	35	25	28	29	31	25	27	28	36
33	38	44	55	43	47	48	56	36	37	44	49	38	40	50	51
56	57	63	64	57	58	60	62	55	57	59	70	53	57	58	66